


Éditorial du général Guillaume Gelée

directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales

Voici votre 12^e numéro de *Penser les ailes françaises*.

Les articles qu'il regroupe abordent des thèmes variés, dans des styles différents, reflétant la richesse de la pensée – et des convictions – de la communauté des forces aériennes.

Cette revue est une tribune à votre disposition. Elle a pour ambition de favoriser l'expression sur la force aérienne, son emploi politique et opérationnel, son intégration dans les forces de la défense, son rôle dans les progrès technologiques de notre nation, sa capacité à transporter rapidement sous court préavis...

Une règle fondamentale est la liberté d'expression des idées. Les auteurs s'engagent à titre personnel ; les opinions présentées ne peuvent en aucun cas être assimilées à une expression de l'armée de l'air ou de la défense. Une rubrique de « courrier des lecteurs » permet de réagir, d'élever le débat, de faire progresser la réflexion de tous dans les domaines évoqués par les auteurs.

Accompagnant l'évolution de l'armée de l'air, représentée dans un premier temps par « Air 2010 », le CESA a endossé la responsabilité de l'établissement et de la mise à jour du corpus conceptuel de l'emploi de la force aérienne. Il prend donc le nom de *Centre d'études stratégiques aérospatiales*. Comme démonstration de la continuité de la mission d'enseignement militaire supérieur air, le sigle et l'insigne du CESA sont conservés.

Votre revue conserve donc toute sa pertinence au sein du CESA dans ce nouvel environnement.

Éditorial du général Guillaume Gelée

directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales

This is your twelfth issue of *Penser les ailes françaises*.

The articles presented are dealing with various subjects, in different styles, reflecting the richness of thinking – and abundance of convictions – of the air forces community members.

This review is an open forum intended to remain at your disposal. Its ambition is to promote all expressions of opinion related to the air power, the way it is used both politically and in its operational environment, how it integrates into the defence forces as a whole, the part it plays in the technological advances of our nation, the capabilities of its airlift assets to react at short notice...

Freedom of thought is a primary rule. Authors express themselves openly and are solely committed in their personal capacity. Opinions presented should in no cases be attributed to the French air force or the Ministry of defence authorities. A "Readers' Column" provides for all kinds of feedback, giving the opportunity to raise the tone of debates and take the thought further in all subjects submitted by our contributors.

Backing up as it does the progress of the French Air Force currently put into words through the « Air 2010 » concept, the CESA organization has taken responsibility for laying down and updating the conceptual corpus that expounds the use of air power. CESA has then named itself « Centre d'études stratégiques aérospatiales », so retaining the existing acronym and insignia in order to demonstrate the continuation of its mission to the air force in terms of higher military education.

Your review is therefore retaining its full meaning and relevance as a major CESA contribution in this new environment.



Sommaire / Contents

ATELIERS du CESA / Les opérations aéroterrestres face à une menace asymétrique : l’Afghanistan / *Air-land operations in asymmetric warfare : the Afghan experience.*

Sous la direction scientifique de Jérôme de Lespinois

✓ Présentation / <i>Welcoming speech</i> , par le général De Lisi	4
✓ « L’intervention militaire soviétique en Afghanistan (1979-1989) » / « <i>The Soviet military intervention in Afghanistan, 1979-1989</i> », par le général (CR) Paris	5
✓ « L’action complémentaire des forces spéciales et de l’arme aérienne en Afghanistan » / « <i>Special forces and air power complementarity in Afghanistan</i> », par le lieutenant-colonel Renon	16
✓ « Puissance aérienne et conflits asymétriques » / « <i>Air power and asymmetric conflicts</i> », par le colonel Noël	22
✓ « Les conflits asymétriques : quels rôles pour les forces terrestres ? » / « <i>Asymmetric warfare : what roles for the Land Forces ?</i> », par le colonel Destribats	32
✓ Questions-réponses / <i>Questions and Answers session</i>	37
✓ Allocution de clôture / <i>Adjournment speech</i> , par le général Gaviard	43

ARTICLES

✓ Un exemple d’opération en réseau : l’appui feu rapproché en combat urbain / <i>An example of network-based air operations : Close Air Support (CAS)</i> , par le général (2 ^e S) Asencio	46
✓ Les relations Franco-Israéliennes dans le domaine de l’aéronautique militaire (1949-1973) / <i>The French-Israeli relations in the field of military aeronautics (1949-1973)</i> , par monsieur Houizot	55
✓ Enseignement et guerre du futur : osez l’avenir / <i>Education and warfare of the future : venture to shape the world to come</i> , par le commandant Gallazzini	69
✓ À la recherche du 5 ^e élément : ... quatrième élément : l’air, l’invitation à s’élever... / <i>Looking for the 5th element : ... Fourth element : the air, an invitation to ascend ...</i> , par le colonel Lefebvre	76
✓ La réserve PN : réserve ou renfort opérationnel ? / <i>The air reserve : reserve or operational reinforcement ?</i> , par le groupe de travail Air 4	84
✓ Les guerres limitées et le futur de l’arme aérienne : enseignements de l’histoire récente / <i>Small wars and the future of air power : lessons from the past</i> , par monsieur Dean	91

Actes des ateliers du CESA, le 4 juillet 2006

Les opérations aéroterrestres face à une menace asymétrique : l'Afghanistan.

– Accueil des auditeurs par le général De Lisi, directeur du CESA –

Messieurs les officiers généraux, madame le contrôleur général des armées, mesdames et messieurs, chers amis. Je suis le général Michel De Lisi, directeur du Centre d'enseignement supérieur aérien. J'ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue pour ces quatrièmes ateliers du CESA.

Ils portent sur un sujet dont l'importance n'échappe à personne : *Les opérations aéroterrestres face à une menace asymétrique, à la lumière de l'expérience afghane.*

Ils ont la particularité d'avoir été organisés par le CESA en partenariat avec :

- ☞ Le collège de l'enseignement supérieur de l'armée de terre
- ☞ Le centre de doctrine d'emploi des forces, de l'armée de terre
- ☞ La cellule d'études et de stratégie aérienne militaire, de l'armée de l'air
- ☞ Avec le soutien amical du Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentation

À ce titre, je tiens à saluer et remercier tout particulièrement les chefs de ces organismes :

- ☞ Le général Balerin, commandant le CESAT,
- ☞ Le général Desportes, commandant le CDEF
- ☞ L'amiral Laborde, commandant le CICDE
- ☞ Le colonel Noël, chef de la CÉSAM

Je salue les personnalités éminentes, les chercheurs, les étudiants, vous tous qui êtes rassemblés dans cette salle. Votre présence est une nouvelle illustration des synergies que le CESA s'emploie à développer.

Au nom de vous tous, permettez-moi de remercier nos intervenants :

- ☞ Monsieur Étienne de Durand, chercheur à l'IFRI, qui va animer cette table ronde ;
- ☞ Le général Gaviard, conseiller du gouvernement pour la défense ;
- ☞ Le général Paris ;
- ☞ Les colonels Destribats et Noël ;
- ☞ Le lieutenant-colonel Renon.

Ils vont vous être présentés plus en détail dans quelques instants. Sans plus tarder, je leur donne la parole. ●



L'intervention militaire soviétique en Afghanistan (1979-1989)

par le général de division Henri Paris, (CR).

Le général Henri PARIS livre une analyse détaillée du conflit en s'appuyant sur les aspects politico-stratégiques du déroulement de l'intervention et sur les questions de stratégie militaire et de tactique. S'il y a eu échec, puisque la force armée de la résistance n'a pas été anéantie, cela est dû à une erreur monumentale d'analyse politique certes, mais aussi militaire. Le contexte afghan, notamment la centralité du tribalisme, n'a pas été compris par les décideurs soviétiques. De même, la force expéditionnaire, organisée sur le modèle d'un corps d'armée mécanisé, était inadaptée à la guérilla et, qui plus est, à une région montagneuse non propice par essence à la manœuvre des unités blindées. Malgré les riches enseignements de ce conflit celui-ci souffre d'un manque d'intérêt ; pourtant, toutes proportions gardées, les Américains reproduisent en Irak les mêmes erreurs que les Soviétiques en Afghanistan.



Photo : Sgt Defente

Le général Henri Paris.

En 1979, l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan pour quitter le pays en 1989. Ce n'était certes pas la première fois, depuis 1945, que les Soviétiques intervenaient militairement hors de leurs frontières : en font foi les interventions en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968. Cependant, l'intervention soviétique en Afghanistan marque une rupture, en ce sens que c'est la première fois que l'armée soviétique intervient hors des frontières du pacte de Varsovie, délimitant strictement la communauté socialiste de type soviétique. Ce sera d'ailleurs aussi la dernière fois. L'événement est d'une importance capitale, ne serait-ce que par ces considérations. Il l'est tout autant par les conséquences qui contribuèrent fortement, peut-être d'une façon cardinale, à la chute du pacte de Varsovie et de l'URSS.

L'examen porte donc, dans une première partie, sur les aspects politico-stratégiques du déroulement de l'intervention, avec en préalable une brève analyse des raisons qui ont motivé l'intervention. Dans une deuxième partie, seront étudiées les questions de stratégie militaire et de tactique, avec les leçons que l'on peut en tirer, en les développant au risque d'allonger le texte, largement au-delà du temps imparti pour l'exposé verbal. Il s'agit en l'espèce d'éteindre une déception exprimée sur une lacune éventuelle concernant une histoire militaire porteuse d'enseignements.

1. L'intervention et ses raisons

C'est le 27 décembre 1979, à l'aube, que Kaboul et son aérodrome, Bagram, sont occupés par les forces armées soviétiques. L'occupation soviétique s'étend au pays entier en très peu de temps, sans rencontrer de résistance notoire, ni de la part du gouvernement déchu ni de la part de la résistance.



La conséquence notoire est la chute du gouvernement communiste Khalcq, dirigé par Hafizollah Amin, président du Conseil révolutionnaire et son remplacement par Babrak Karmal, à la tête d'un gouvernement communiste d'inspiration Parcham.

L'intervention soviétique a surpris le monde occidental. En dehors de l'effet de surprise proprement militaire, les Occidentaux n'avaient absolument pas prévu que les Soviétiques puissent s'en prendre à un régime se réclamant du communisme et d'une alliance avec Moscou. Dernier point, le monde occidental, les Américains en premier, n'était pas axé sur l'Afghanistan où se déroulait une sempiternelle guerre civile qui n'émouvait guère les chancelleries.

a) Les prémices de l'intervention

L'Afghanistan a longtemps joué le rôle d'État-tampon entre l'empire des Indes britannique et l'empire russe. Son régime intérieur est particulièrement instable. D'une superficie de 652 000 km², peuplé de 20 millions d'habitants, le pays est montagneux, cloisonné, siège de six ethnies principales. C'est plus un rassemblement démographique qu'une nation. La notion d'État est étrangère au pays.

En 1953, l'Afghanistan est une monarchie, dont le roi Zaher Schah, arrivé au pouvoir par une révolution de palais est plus un chef de tribu qu'un monarque se référant à une légitimité de droit divin ou constitutionnelle. Il est renversé par son cousin Daoud, dit le « Prince rouge », suite à une nouvelle révolution de palais. Les problèmes de l'Afghanistan résident dans un réformisme indispensable et dans les relations avec le Pakistan. Ce dernier problème porte sur le Pashtounistan, région peuplée de l'ethnie pashtoune et divisée entre les deux États. Les Pashtouns afghans sont au nombre de quatre millions. L'instabilité permanente a engendré une guerre civile larvée.

En 1961, Zaher Schah revient au pouvoir. Il a beau octroyer une Constitution, il ne peut enrayer la dégradation d'une situation qui ramène au pouvoir Daoud avec l'aide du Parti démocratique populaire afghan (PDPA), d'inspiration fortement communiste. Le PDPA se subdivise en deux fractions, le Khalcq, radical, et le Parcham, réformiste.

En 1978, le PDPA renverse Daoud, par le truchement d'une révolution de palais et établit un système de gouvernement partagé entre le Khalcq et le Parcham majoritaire. Il signe un traité d'amitié, de coopération et d'alliance militaire avec l'Union soviétique, sans qu'aucun État de l'OTAN ne s'émeuve de ce passage de l'Afghanistan dans la sphère soviétique. Le PDPA est en butte à une opposition armée conduite par des traditionalistes, soutenus par des religieux islamistes, comme par des chefs régionaux.

Le 16 septembre 1979, le Premier ministre Amin (Khalcq) renverse le président Taraki (Parcham). La situation se dégrade encore plus car le Khalcq veut accélérer les réformes, notamment la redistribution des terres, la modification du droit coutumier de succession, l'émancipation de la femme et une alphabétisation forcée. La guerre civile prend une nouvelle ampleur. La résistance comprend sept partis d'opposition, dirigés par autant de seigneurs de la guerre et de chefs de tribus. Le pays est à feu et à sang.



Le 27 décembre donc, un corps expéditionnaire soviétique intervient, renverse Hafizollah Amin et le remplace par Babrak Karmal, Parcham, modéré et réformiste, avec la mission de mener à bien des réformes, dans une approche mesurée et progressive.

b) L'analyse soviétique

A Moscou, on estime qu'il n'y a plus rien à gagner avec les Occidentaux : les Américains refusent de ratifier le traité SALT-2 et la crise des euromissiles débute. Il y a raidissement entre l'Est et l'Ouest. Les Américains doivent résoudre la crise due à la rétention du personnel américain de l'ambassade de Téhéran. Les Soviétiques estiment que les Américains, face à l'injure et à la violation du droit international, vont intervenir par la force, d'autant plus que l'Iran a toujours intéressé les États-Unis avec ses réserves pétrolières. Washington, d'autre part, s'appuie sur le Pakistan qui, comme lui, joue la carte islamiste. Les Soviétiques sentent un regain d'islamisme dans leurs républiques musulmanes sudistes, propagé notamment par l'Iran, le Pakistan et les islamistes afghans. Le seul moyen de barrer la route à la menace est de transformer l'Afghanistan en môle de résistance.

Les Soviétiques, dans leur analyse de la situation afghane, se retrouvent dans un système marxiste qui leur est familier, celui de leur propre guerre civile de 1917-1921. Ils pensent avoir affaire à un PDPA communiste qui se subdivise par fractionnisme entre Khalcq-trotskyiste et Parcham-bolchévique. Les féodaux afghans qui s'opposent à la redistribution des terres sont les homologues des aristocrates propriétaires terriens russes. Quant à l'Islam afghan, il est la proie des religieux obscurantistes au même titre que l'orthodoxie en 1917. Il en découle qu'une intervention limitée peut rétablir la situation, d'autant plus que le Parcham, à onze reprises, a demandé cette intervention. Les Soviétiques ont donc tout lieu d'estimer qu'ils seront accueillis en libérateurs par au moins une partie de la population. Le théoricien soviétique Souslov, membre éminent du parti communiste, est chargé de mener à bien des négociations visant à l'instauration d'un nouveau gouvernement afghan d'inspiration léniniste.

S'il ne s'agissait que de renverser le gouvernement khalcq, une intervention militaire serait superfétatoire. Une révolution de palais à la mode afghane aurait suffi. Mais Moscou ne se contente pas de vouloir à Kaboul un gouvernement allié. Moscou veut en finir avec la perpétuelle instabilité afghane ainsi qu'avec la guerre civile qui empêche la mise en place de réformes sérieuses et pérennes. Il s'agit aussi, certes prudemment, de faire entrer de façon durable l'Afghanistan dans le camp socialiste. Le corps expéditionnaire soviétique est donc nécessaire aux troupes gouvernementales afghanes qui pourront s'y adosser, détruire définitivement les féodaux et repousser les ingérences pakistanaises.

Moscou ne veut pas internationaliser le conflit. C'est pourquoi l'opération limitée est menée par les seuls Soviétiques qui ne font pas appel au pacte de Varsovie. Le pacte de Varsovie est essentiellement axé contre l'OTAN, mais il est conforté par des traités bilatéraux liant l'URSS à ses alliés et impliquant automatiquement leur engagement militaire à ses côtés et réciproquement. Donc, les Soviétiques pourraient demander à leurs alliés le soutien de quelques contingents, à l'image de ce qu'ont fait les Américains, ne serait-ce qu'en Corée et au Viêt Nam, même à titre symbolique. Cependant, les Soviétiques ne veulent pas donner prétexte aux Pakistanais, soutenus par les Américains, de s'ingérer militairement dans l'espace afghan.

c) Le déroulement politico-stratégique

Les événements politiques interfèrent avec les opérations militaires. Il y a une influence réciproque. L'opération militaire soviétique s'étend sans que les effectifs augmentent. Ils restent limités à quelque 135 000 hommes. Les gouvernementaux afghans sont contraints de céder le comman-



dement militaire et politique aux Soviétiques et peuvent aligner quelque 200 000 hommes.

L'enlèvement conduit les Soviétiques à réviser leur analyse politico-stratégique et à rechercher une solution politique négociée. Des négociations sont ouvertes bilatéralement, dès 1981, entre Moscou et Washington qui font pression sur leurs alliés-clients, Kaboul et Islamabad, pour qu'ils en fassent autant à Genève, sous l'égide du secrétaire général adjoint de l'ONU, Diego Cordovez. Islamabad implique les sept mouvements de résistance qui forment à Peshawar un gouvernement intérimaire. Il y a lutte feutrée entre ce gouvernement, représentant la résistance externe, et la résistance intérieure tenue par les seigneurs de la guerre et ceux qui deviendront les talibans. Finalement, en désespoir de cause, les résistants afghans se résolvent à envoyer à Genève une délégation commune, le 13 novembre 1985.

En 1986, Karmal est remplacé par Najibullah, plus réformiste, qui, sous instigation soviétique, s'efforce de mettre en route une politique de réconciliation nationale, visant une union. En Union soviétique, la Perestroïka de Gorbatchev a fait des progrès et prône une « Nouvelle pensée politique » avec pour but la fin de la guerre froide et le partenariat avec les États-Unis. Dans cet ordre, l'arrêt de l'intervention soviétique en Afghanistan est de mise.

Le 8 février 1988, le secrétaire général du PCUS, Gorbatchev, annonce unilatéralement le retrait soviétique, sous dix mois, avec une première phase le 15 mai 1988, à la condition d'une cessation des ingérences, ce qui est un vœu pieux. Washington donne son accord, ce qui démontre que les négociations américano-soviétiques ont porté leur fruit et que les États-Unis vont suspendre leur aide tant au Pakistan qu'à la résistance afghane.

Le 14 avril 1988, Islamabad cède : l'accord est scellé sous l'égide de Washington, de Moscou et de l'ONU. La résistance interne refuse de s'incliner, à la différence du gouvernement intérimaire de Peshawar. Le gouvernement de Kaboul trouve une nouvelle légitimité, contestée cependant par la résistance interne. Le dirigeant pakistanais, Zia Ul Haq, est victime d'un attentat, ce qui objectivement a favorisé la conclusion de l'accord, par la disparition d'un jusqu'au-boutiste. Le 16 février 1989, le retrait soviétique est total.

La panique règne à Kaboul dans les milieux diplomatiques, jusque et y compris à l'ambassade des États-Unis qui amène son drapeau dans la précipitation d'une évacuation jugée indispensable devant l'imminence de la victoire de la résistance. Or, la résistance va être refoulée par les seules forces gouvernementales. Le Parcham restera au pouvoir jusqu'en 1992, à la très grande surprise de la communauté internationale.

d) Enseignement politico-stratégique

Très rapidement, dans un délai d'un peu plus d'un an, les Soviétiques se sont aperçus d'une erreur d'analyse et de leur enlèvement politico-militaire en Afghanistan. C'est à tort qu'ils ont assimilé la situation afghane à la leur en 1917. L'Afghanistan est marqué par des luttes ethniques, voire tribales, plus que par la lutte des classes. Dès lors, dès 1981, dans le but de ne pas persister dans



l'erreur, ils recherchent une solution négociée. La « Nouvelle pensée politique » conduit les Soviétiques à passer outre à tous les obstacles et à précipiter les étapes au profit d'un retrait même si, de fait, il est unilatéral en ce sens que les ingérences ne cessent pas. Par ailleurs, même si le gouvernement Najibullah se maintient jusqu'en 1992, la guerre civile ne cessera pas et n'a pas cessé en 2006.

2. Les opérations militaires et leurs enseignements

D'une manière générale, les forces armées soviétiques ont démontré leur valeur en Afghanistan. Il n'en demeure pas moins que cette guerre, comme souvent les guerres du même genre, a été marquée par une terrible férocité développée dans les deux camps. S'il y a eu échec, ce qui est indéniable puisque la force armée de la résistance n'a pas été anéantie, cela est dû à une erreur monumentale d'analyse politique certes, mais aussi militaire.

a) *La pensée militaire soviétique*

Toute tactique découle d'une stratégie militaire, reflet d'une doctrine et d'une politique étrangère. Si chacun de ces domaines ne procède pas directement et rigoureusement du précédent, ce qui est fâcheux, il est nécessaire qu'il y ait pour le moins une stricte cohérence entre eux. Cet aspect est recherché pour toutes les écoles de pensée, mais il l'est encore plus par la réflexion militaire soviétique et ses applications comme la stratégie et la tactique.

En effet, les Soviétiques considéraient le marxisme comme une architecture intellectuelle et mentale, ordonnant rigoureusement toutes les activités relevant de la réflexion et les matières militaires n'échappaient pas plus à cette optique que les autres. Selon eux, la conduite de la guerre, quel que soit le niveau, obéit à des lois qu'il s'agit de découvrir – ce qu'ils ont fait – par des méthodes s'appuyant sur la déduction, l'étude raisonnée de l'histoire et des opérations militaires, en utilisant les procédés donnés par les sciences expérimentales, au sens que Claude Bernard donnait au terme.

Ainsi la tactique et son niveau supérieur, l'art opératif couronné par la stratégie militaire, font partie d'un ensemble dénommé la science militaire régie donc par des lois qu'il s'agit pratiquement d'appliquer mécaniquement pour obtenir la victoire. Quiconque, en revanche, transgresse ces lois ou ne reconnaît pas leur champ d'application parce qu'il a mal considéré la situation, est irrémédiablement condamné à la défaite.

Ce système de pensée, rigoureux et coercitif, a imbibé le commandement soviétique, à tous les niveaux, un commandement déjà formé et éduqué, dès l'origine de ses études, dans un cadre marxiste qui se veut scientifique. C'est ainsi que la guerre est analysée et qualifiée en tant que phénomène social dont le déclenchement peut être scientifiquement prévu sans risque d'erreur. Le fait militaire échappe à l'homme, étroitement déterminé par le matérialisme historique.

Il y a lieu de remarquer que ce système de pensée était déjà, pour une grande part, sans référence au marxisme naturellement, l'apanage de l'ancienne armée impériale et reste celui de l'actuelle armée russe. Cette méthode de pensée militaire russe est issue des réformes introduites dans les forces armées russes au lendemain de leur défaite de Crimée en 1856. La réflexion s'est basée sur les enseignements tirés de la correspondance militaire de Napoléon 1^{er} et du livre « De la guerre » de Clausewitz. Ces deux auteurs n'ont jamais été plus étudiés qu'en Russie impériale puis soviétique. Des marxistes chevronnés comme Friedrich Engels, le « camarade maréchal », ont consacré plusieurs études à Napoléon, en rappelant que celui-ci, sur le chapitre des lois de la guerre, avait écrit que si ces lois n'existaient pas, pour le moins, il y avait de grands principes – la concentration des efforts permise par l'économie des forces, entre autres – que le chef militaire à tous les niveaux ne saurait violer sous peine d'un désastre inéluctable. Engels comme Clausewitz et Napoléon faisaient partie des lectures obligatoires de tout élève officier soviétique. C'est pourquoi ce système de pensée a été appliqué, sans réticence et rigoureusement, par l'armée soviétique aussi bien en Afghanistan

qu'ailleurs. Les Soviétiques ont estimé qu'ils lui devaient leur victoire de 1945. Et si en 1921, ils ont été battus par les Polonais qu'aidaient les Français, c'est parce qu'ils ont transgressé l'une des lois essentielles de la guerre, celle sempiternelle de la concentration des efforts qu'autorise une deuxième loi, celle de l'économie des forces.

b) La préparation opérationnelle de l'intervention

La préparation opérationnelle de l'intervention n'a pas été décelée par les Occidentaux, notamment par les services de renseignement américains. Les Soviétiques avaient comme souci de ne pas dégarnir leur dispositif à l'ouest, face à l'OTAN. En Occident, on ne se rend toujours pas compte que le pacte de Varsovie, tout comme l'OTAN, craignait une attaque préemptive ou préventive de l'adversaire. Ce vocabulaire militaire commence à être banal dans l'arène internationale avant que le Pentagone ne l'utilise en permanence et ne le traduise en concept.

Il en résulte que l'état-major général avait estimé le volume des forces nécessaires à une intervention limitée en Afghanistan, tant dans le temps que dans ses objectifs, à quelque 135 000 hommes, compte tenu de la menace représentée par la résistance afghane et de la nécessité de renverser le Khalq. Face à ces nécessités, il avait été décidé de composer le corps expéditionnaire, la force de projection allait-on dire vingt ans après, d'une division parachutiste d'active du cadre A (effectifs et matériels complets à 100 %) en provenance des forces de réserve générale. Le restant des forces du corps expéditionnaire appartenait au cadre C (effectifs 5 %, matériel présent à 100 % mais ancien et stocké en position de longue durée) cantonné à l'intérieur de l'URSS et relevant du troisième échelon, en cas de guerre à l'ouest. Le complètement des effectifs du cadre C à 100 % est réalisé à partir d'une mobilisation partielle ou totale ou encore à partir du rappel des sursitaires. La mise en état opérationnel des unités du cadre C demande un mois. Il eut été facile de faire appel à des unités du cadre B (effectifs à 30 %, matériel disponible en permanence à 100 %) mais ces unités appartenaient au deuxième échelon déployé en Russie européenne et l'état-major général craignait que les mouvements ne soient décelés par les services de renseignement occidentaux, notamment américains. En outre, cela revenait à dégarnir le dispositif à l'ouest.

À partir de 1982, le maintien en disposition opérationnelle fut réalisé uniquement par la suppression des sursis, ce qui ne manqua pas de produire des manifestations de mécontentement parmi la population estudiantine, la première touchée par la suppression des sursis. À partir de 1987, il fallut abolir la mesure et maintenir le niveau des forces engagées en Afghanistan à partir des contingents appelés normalement sous les drapeaux.

Le corps expéditionnaire soviétique est organisé très exactement sur le modèle d'un corps d'armée, face aux forces de l'OTAN, avec pour théâtre d'opérations l'Afghanistan. Cela signifie que les troupes interviendront en Afghanistan avec leur armement et leur équipement de dotation normale, comme s'il s'agissait d'une guerre à l'ouest. Ainsi, la division parachutiste emporte-t-elle avec elle ses blindés légers parachutables et aérotransportables comme les *BMD-2 et 3*, les *BRDM*, le char léger *PT-76* et même de l'artillerie antiaérienne du type *ZSU*. Les régiments d'infanterie motorisée – le nom russe pour un régiment mécanisé – conservent leur armement de dotation *BTR* et *BMP*, transporteurs et véhicules de combat d'infanterie, comme également les chars lourds de la classe du *T-72*.

D'évidence, ce matériel est inadapté à la guérilla et, qui plus est, à une région montagneuse qui est l'antithèse d'un espace de combat pour blindés. Il est même stupéfiant que les dotations en artillerie antiaérienne aient été conservées. Contre quelle aviation ?



Des unités aériennes sont adaptées au corps expéditionnaire de même que des unités d'hélicoptères. Le matériel est moderne dans l'ensemble, à l'exception de celui des forces terrestres issues de la mobilisation, le premier choix étant conservé pour les forces faisant face directement à l'OTAN. C'est encore la motivation première des Soviétiques : la crainte d'une attaque en premier par surprise des Occidentaux de même que la tentation pour eux de prononcer cette attaque en premier.

La comparaison avec les forces américaines engagées en Irak en 2003 demande à être nuancée, mais elle n'en demeure pas moins tangible. Il s'agit du même volume de forces, à des nuances près, de faibles nuances que ne viennent que très peu infirmer une masse de mercenaires employée par les Américains qui ne saurait excéder 40 000 hommes. Il faudrait y ajouter les contingents alliés et irakiens. En ce qui concerne le corps expéditionnaire soviétique, s'y adjoignent les forces gouvernementales afghanes. Quant au matériel, nous avons une homothétie absolue : les Américains en Irak, comme les Russes en Afghanistan une trentaine d'années auparavant, sont allés au combat comme s'ils allaient s'opposer à un adversaire du type de l'OTAN ou du pacte de Varsovie. En Irak, cela pouvait être vrai au début de la campagne, en se heurtant à un ennemi organisé sur le modèle des armées des pays industrialisés et développés. Cela devenait faux et inadapté dès que les opérations ont tourné à la guérilla. De là ont émané les déboires aussi bien pour les Soviétiques que pour les Américains ! Et ces derniers n'ont tiré aucun enseignement de l'aventure soviétique en Afghanistan valable pour leur campagne irakienne.

c) Le déroulement opérationnel de l'intervention militaire

L'entrée en campagne des Soviétiques fut un modèle du genre et surprit aussi bien les analystes politiques que les spécialistes du renseignement.

La date choisie, le 27 décembre, entre les festivités de Noël et celles du jour de l'an, prit en défaut la vigilance des Occidentaux et notamment des Américains. La mise en place des troupes fut effectuée dans la plus grande discrétion, à l'abri de toute une série de manœuvres de déception. Les mouvements des troupes en Afghanistan furent réalisés dans la plus grande discipline et dans un ordre parfait. En pratique, à l'aube du 27 décembre 1979, Kaboul et l'aéroport de Bagram à son nord, à quelque 150 km de la frontière russe, furent pris sans coup férir. Partie pour une opération limitée dans le temps et l'espace, la force de projection soviétique occupa très rapidement l'Afghanistan et épaula l'armée gouvernementale afghane sans rencontrer de grandes résistances.

Cependant, les Soviétiques, conformément à leur stratégie, ne s'intéressaient qu'aux grands axes et aux villes. L'un des buts poursuivis était de mettre en place un dispositif coupant l'Afghanistan du Pakistan de manière à empêcher le passage de matériel de guerre et de renforts. Ainsi cloisonné, le territoire afghan serait de surcroît compartimenté par les troupes soviétiques, permettant aux forces gouvernementales afghanes, quelque 120 000 combattants des forces de réserve générale, d'opé-

rer en masse dans le compartiment rendu hermétique et de réduire l'adversaire, puis de passer au compartiment suivant. En moins d'un an, l'opération devait être terminée et le corps expéditionnaire soviétique rapatrié.

Parallèlement, les réformes devaient être mises en place progressivement, dans les compartiments pacifiés. La plus importante de ces réformes, voulue expressément par le Parcham, visait la réforme agraire et une redistribution des terres, ce qui était susceptible de rallier les populations.

Cette construction théorique fut battue en brèche dès l'origine. Les Soviétiques se figuraient avoir à combattre un adversaire organisé sur un modèle occidental. Or, il n'en était rien. La résistance afghane ne disposait pas d'armement lourd. Elle se composait théoriquement de sept partis politiques formant autant de groupements de troupe. En réalité, il s'agissait d'ethnies, voire de tribus, mettant sur pied des formations armées, temporaires ou permanentes, parfois des bandes, armées à la légère, très bien entraînées à la guérilla qu'elles pratiquaient depuis longtemps. Ces forces se caractérisaient par leur mobilité, leur combativité, leur robustesse physique exceptionnelle et leur aptitude à la dissolution, suivie d'une nouvelle concentration. Il n'est possible que d'avoir une grossière estimation du volume de ces forces : quelque 400 000 combattants. La frontière pakistano-afghane fut une passoire. Les Soviétiques tenaient les axes, vides de toute circulation. En revanche, à quelques kilomètres de ces axes, la montagne était parcourue d'est en ouest, sans cesse, par de multiples caravanes qui acheminaient à la résistance tout ce dont elle avait besoin. Au total, la résistance ne manqua jamais d'armement ni de munitions et en eut toujours assez pour combattre comme pour de multiples trafics.

Le compartimentage voulu par les Soviétiques ne connut pas un meilleur sort pour les mêmes raisons. Les forces soviétiques étaient continuellement harcelées, se déplaçaient sur les axes où elles ne rencontraient aucun adversaire de front. Alors, les Soviétiques se résolurent à adopter une nouvelle tactique qui consistait à monter des opérations offensives visant à détruire des concentrations adverses. Il serait fastidieux de décrire ces opérations dont l'idée de manœuvre se ramenait sempiternellement à enserrer l'ennemi dans une tenaille qu'il fallait refermer. Il s'agissait de la réédition de la bataille de Stalingrad et de Koursk adaptée au théâtre d'opérations afghan. La plupart de ces manœuvres en tenaille tombaient dans le vide car l'adversaire se diluant sur le terrain, échappait à l'encerclement et surtout se refusait à livrer une bataille de front.

L'une de ces opérations fut même une défaite. Les Soviétiques voulaient réduire la vallée du Panshir, fief du chef de guerre tadjik Massoud, particulièrement talentueux et adversaire notable parce qu'il était capable de gangrener le Tadjikistan soviétique voisin. L'opération fut montée avec un emploi massif d'hélicoptères, transportant des parachutistes qui formèrent les mâchoires de la tenaille, tandis que des troupes blindées et mécanisées attaquaient frontalement. Les résistants encerclés et fixés devaient être anéantis par des forces blindées et mécanisées de réserve, appuyées par de l'aviation d'attaque au sol et des hélicoptères de combat. Massoud contre-attaqua les mâchoires parachutistes qui ne purent se refermer. De plus, les troupes blindées furent ralenties par des actions de harcèlement jusqu'au moment où le terrain permit de les bloquer. Les Soviétiques suspendirent l'opération puis décidèrent le retrait. Massoud demeura dans son fief du Panshir. Ce genre d'opération se renouvela à plusieurs reprises, sans que les Soviétiques en tirent la leçon.

Jusqu'à la fin de la guerre d'Afghanistan, les Soviétiques ne surent ou ne voulurent pas se départir de leur système de troupes organisées selon le modèle adopté initialement. Même les troupes parachutistes n'abandonnèrent pas leur matériel blindé. Il n'y eut que de faibles tentatives de s'adapter à la guérilla, menées essentiellement par les forces *spetsnaz*, forces spéciales de reconnaissance armées, équipées à la légère et faisant partie intégrante des grandes unités. Mais encore, les Soviétiques répugnaient à se déplacer autrement qu'en véhicule tandis que les déplacements à pied étaient communs aux résistants.



Les Soviétiques adoptaient rigoureusement les dispositifs prévus par leur règlement. Le déplacement en terrain réputé hostile d'une section d'infanterie, 3 véhicules blindés ou d'un peloton de chars, soit 3 chars, se faisait en colonne. Les autres dispositifs étaient en triangle, la pointe en avant en situation offensive, la base en avant en situation défensive. La ligne n'était adoptée que pour l'assaut. L'infanterie ne débarquait de ses véhicules que sur la ligne d'assaut proprement dite et faisait feu par les sabords lors de l'avance des véhicules. Les ordres étaient stricts : ne jamais se départir des dispositifs prévus. Dans ces conditions, les routes et les pistes d'Afghanistan furent encombrées de véhicules blindés soviétiques détruits par des lance-roquettes fournis massivement par les Américains comme par des mines américaines ou de fabrication de fortune.

Dans ce type d'opérations caractérisé par la dilution et l'imbrication des combattants, l'aviation d'appui au sol ou de bombardement ne peut être que d'un appoint faible. D'autant plus que dans les années 1980, le guidage au sol des appareils était bien moins perfectionné que dans la décennie 2000 et que la détection au sol de l'ennemi à partir des images spatiales était à un stade embryonnaire et guère plus efficace à partir d'images aériennes parce que non transmises en temps réel. À la différence des Français qui, durant la guerre d'Algérie, avaient mis en service des *T-6*, avions lents et plus adaptés à la guérilla, les Soviétiques en Afghanistan n'ont pas cherché l'emploi d'avions spécialement conçus pour cette forme de guerre. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, ce type d'appareil, l'équivalent du *T-6*, n'existait pas dans les pays de l'Est. Il eut fallu les acquérir sur un marché occidental ou les fabriquer et former les pilotes. Or, les Soviétiques ne se sont pas départis de leur option d'une guerre courte en Afghanistan. Ils en sont donc restés aux équipements initiaux. Par ailleurs, des équipements comme les drones de détection et de combat ne seront d'un usage courant sur un théâtre d'opérations qu'avec le nouveau millénaire.

À titre de comparaison, entrés en campagne en Irak en 2003, les Américains n'ont pas plus changé leurs habitudes que leur matériel. En 2006, ils en sont à l'évacuation de 80 chars Abrams sur les États-Unis pour remise en état. Ces chars ont été endommagés par des tirs de roquettes ou par mines, du fait de la résistance, après une phase de destruction de l'armée irakienne au cours de laquelle l'armée des États-Unis n'a perdu aucun blindé.

Il n'en est pas de même des hélicoptères de combat, de reconnaissance et de transport dont les Soviétiques firent un très large usage. Surtout des hélicoptères de combat, d'appui au sol, qui représentèrent une véritable terreur pour les résistants. À partir de 1985, leur efficacité diminue avec la mise en œuvre des lance-missiles américains sol-air du type *Stinger*. Cette mise en œuvre très simple est réalisable individuellement. D'une part, les Soviétiques ont dû adjoindre au ventre des hélicoptères une plaque de blindage, ce qui alourdissait la machine. D'autre part, les hélicoptères durent abandonner la faible altitude pour manœuvrer contre les roquettes. Les troupes soviétiques au sol, sans être livrées à elles-mêmes, ne bénéficient plus que d'un appui aérien restreint.

Ce ne sont certes pas ces circonstances qui amenèrent le retrait soviétique, le 16 février 1989, soit quatre années après l'introduction du lance-missiles *Stinger*. De fait, les Soviétiques se sont rendus compte très tôt, en un an, de leur double erreur d'analyse politique et militaire, conduisant au constat de l'enlisement. C'est ce qui amène les Soviétiques au retrait.



L'autre solution, hasardeuse pour les Soviétiques, consistait à prolonger la guerre et à changer certainement de tactique. S'y opposaient des considérations militaires et politiques. Le commandement soviétique n'était pas sans ignorer que les Français, sur le théâtre d'opérations algérien de 207 700 km² avaient engagé jusqu'à 600 000 hommes, pour en fin de compte évacuer l'Algérie ! Le théâtre d'opérations afghan représentait 652 000 km² avec un engagement de 135 000 soviétiques et moins de 200 000 Afghans. S'inspirant de l'exemple français, l'état-major soviétique devait alors multiplier par six le volume des forces disponibles. Avec quel résultat en étudiant la guerre d'Algérie ! Quant au plan politique, c'est déjà du temps de Brejnev, en 1981, que datent les premières tentatives de désengagement. La Perestroïka de Gorbatchev avec sa « Nouvelle pensée politique » n'a fait que les renforcer. Le retrait du premier contingent a débuté en 1988. Le 16 février 1989, il était achevé. Ce retrait s'est déroulé sans incident, dans un ordre parfait, ce qui souligne la valeur des forces soviétiques. Le chant du cygne ? Peut-être !

d) Les pertes et le moral des troupes et de l'URSS

La tenue au combat des Soviétiques a été excellente. Certes, il y a eu de la concussion et des trafics, surtout de munitions, comme de l'usage de la drogue dans les rangs des forces armées, mais pas plus que dans l'armée américaine au Viêt Nam et plus que dans l'armée française en Algérie où il n'y a eu aucun trafic d'armes et de munitions et pas plus de drogue.

D'après les données communiquées par l'état-major général soviétique, du 27 décembre 1979 au 16 février 1989, leurs pertes en Afghanistan s'élèvent à 13 833 hommes dont 11 381 tués au combat. La différence est due aux accidents. En fonction d'une règle qui conduisait à l'époque à estimer qu'à un tué correspondaient 2,5 blessés, le nombre de combattants hors de combat atteint près de 40 000, soit de l'ordre de 4 500 par an. Par rapport aux effectifs engagés, ces pertes sont comparables à celles des Américains en Corée et au Viêt Nam, mais supérieures à celles des Français en Algérie. La proportion d'officiers tués chez les Russes est notable en atteignant 15,42 % des pertes. Cela s'explique, certes, par le sens du devoir de l'officier, mais aussi par l'organisation de l'armée soviétique : elle comprenait beaucoup moins de sous-officiers que les armées occidentales, moins d'un tiers, mais remplaçait ces sous-officiers par des officiers dans les postes subalternes, donc au contact de l'ennemi. Vieille tradition héritée des armées impériales russes !

Le nombre des déserteurs a été infime, mais il y a lieu de prendre en compte l'âpreté et la sauvagerie de la lutte, ce qui explique la faible propension à la désertion comme à la capitulation, de part et d'autre. Une centaine de prisonniers ou de déserteurs a été dénombrée, dont une trentaine a été remise à la Croix-Rouge. Certains ont demandé le droit d'asile en Occident pour finalement être rapatriés en Russie, à leur demande. En 1988, les Soviétiques ont élevé une réclamation auprès du Pakistan visant le sort de 311 disparus qui auraient été détenus au Pakistan. Il s'est révélé qu'un tiers était des tués et deux tiers, effectivement, des prisonniers, aux dires des Pakistanais.

Au total, les Soviétiques ont eu à déplorer au plus 400 prisonniers dont une vingtaine d'officiers. Toutes les redditions ont été individuelles. Ce faible nombre s'explique par le caractère acharné de la lutte qui ne laissait pas de place à une quelconque pitié ou commisération. Du côté soviétique, la perte en ligne des prisonniers et des déserteurs en Afghanistan est inférieure à celle du côté américain au Viêt Nam et supérieure à celle des Français en Algérie.

La campagne d'Afghanistan n'a pas servi aux Russes de leçon tactique, opérative ou stratégique sur le plan strictement militaire. Quelques années plus tard, engagés dans un conflit du même genre en Tchétchénie, ils commettent les mêmes erreurs, notamment dans l'emploi des blindés. Ils entreront en campagne en Tchétchénie avec la même organisation qui avait prévalu en Afghanistan. Ce n'est qu'à la lumière des échecs de la première guerre de Tchétchénie qu'ils tireront des leçons



qui amèneront des modifications dans l'organisation des forces et, à partir de là, à une amélioration de l'efficacité des troupes dans des opérations asymétriques.

L'armée soviétique opérant en Afghanistan est encore excellente. Ce n'est que par la suite qu'elle s'effondre dans le sillage de l'État soviétique, tant dans son organisation que dans son moral et qu'elle est rongée par la corruption. En revanche, si les Russes ont été très longs à tirer au plan militaire les leçons de la situation asymétrique dans laquelle ils se trouvaient en Afghanistan, cela n'est pas vrai sur le plan politique. En effet, dès 1981, ils recherchaient une solution négociée au conflit, comprenant qu'ils se sont fourvoyés dans leur analyse, en voyant une similitude des configurations socio-politiques entre la Russie de 1917 et l'Afghanistan de 1979. Cela rend encore plus étonnante leur absence d'autocritique militaire, alors que les Russes sont réputés pour être de fervents théoriciens attachés à la réalité des faits.

Le retrait russe d'Afghanistan a eu lieu, cependant, trop tard, près de huit ans après la reconnaissance de leur erreur d'analyse, elle-même causée par une croyance aveugle dans un raisonnement marxiste. La propagande, abondamment déversée, s'en était fait l'écho à outrance. La chute n'en fut que plus dure. Ainsi, au lieu de se féliciter de ce retrait, l'opinion publique russe tint grief aux dirigeants politiques de l'intervention sans se rendre compte que ces dirigeants n'étaient plus ceux qui avaient initié le conflit. Allant au-delà très rapidement, c'est le marxisme, en tant que philosophie et politique, qui est mis en cause. L'échec afghan a considérablement contribué à l'effondrement du système marxiste et de l'URSS.

Cependant, en 1988, de premières leçons politiques avaient été tirées. L'article 113 de la Constitution avait été amendé en soumettant désormais obligatoirement tout engagement des forces armées à l'extérieur du territoire national à l'assentiment du Soviet suprême, c'est-à-dire à l'époque la chambre des représentants devenue la Douma. Tout renouvellement d'une aventure afghane est donc théoriquement impossible. Cet amendement subsiste dans la Constitution russe de 1993 et il existe dans toutes les grandes démocraties, y compris aux États-Unis. Mais pas dans la Constitution française, il faut y faire attention !

C'est plutôt le progrès scientifique et technique dans son élévation constante et le bond observé depuis 1990 qui ont considérablement augmenté l'efficacité des troupes organisées dans les conflits, y compris ceux relevant de l'asymétrie et de la guérilla. La révolution dans les affaires militaires a permis l'introduction des drones et autres vecteurs non pilotés. Les systèmes de détection ont été valorisés avec une ampleur inattendue, ce qui conduit la force aérienne à jouer un rôle primordial.

En contre-mesure consciente ou non, la guérilla ou la résistance ou encore le terrorisme se réfugient dans des systèmes asymétriques rejetant tout procédé susceptible de donner prise à la détection électromagnétique ou autre. Le vecteur piloté, dans ce champ d'application comme dans l'appui au sol tend à être remplacé par le drone. Il ne faut pas oublier que dans ce constat asymétrique, le résistant comme le terroriste peuvent utiliser individuellement un armement sophistiqué, à l'instar de l'Afghan épaulant son lance-missiles *Stinger* à partir de 1985. Au plan politico-stratégique, et en regard de la situation qui prévaut en 2006 en Afghanistan et en Irak, on est surpris. Les Américains se sont empêtrés politiquement et militairement, comme les Soviétiques trente ans auparavant, avec le même résultat prévisible.

En 1989, lors du retrait soviétique et lorsque Najibullah a démontré sa longévité en durant jusqu'en 1992, n'aurait-il pas mieux valu que Washington négocie avec lui ou avec les Tadjiks de Massoud plutôt qu'avec les talibans ? Après, en 2001, les Américains rejetant les islamistes vont se résoudre à soutenir les héritiers de Najibullah et de Massoud. Au Kremlin, on n'a pas fini de ricaner sur l'appui que les Américains ont donné aux islamistes. ●

L'action complémentaire des forces spéciales et de l'arme aérienne en Afghanistan

par le lieutenant-colonel Renon,
du Commandement des opérations spéciales (COS).

« Les premières opérations des forces spéciales en Afghanistan ont montré qu'au regard des caractéristiques du terrain, de l'ennemi et des procédures de la coalition, l'emploi de l'arme aérienne devait s'imaginer autrement, ne pas se limiter à l'appui feu et couvrir un champ plus large. Il apparaissait notamment qu'on devait rechercher une très grande interaction entre les composantes « air » et « sol » pour obtenir les meilleurs résultats ». Ainsi, la mise en application du concept ODESSAA (observation et destruction de site par l'arme aérienne) et, notamment, l'emploi de son module 3D, qui offre une vision très précise du terrain, ont favorisé l'émergence d'une formidable synergie entre les forces aériennes et spéciales. Cette association, marquée par l'échange permanent et précis du renseignement, laisse aujourd'hui entrevoir de nouvelles perspectives.



Photo : Sgt Defente

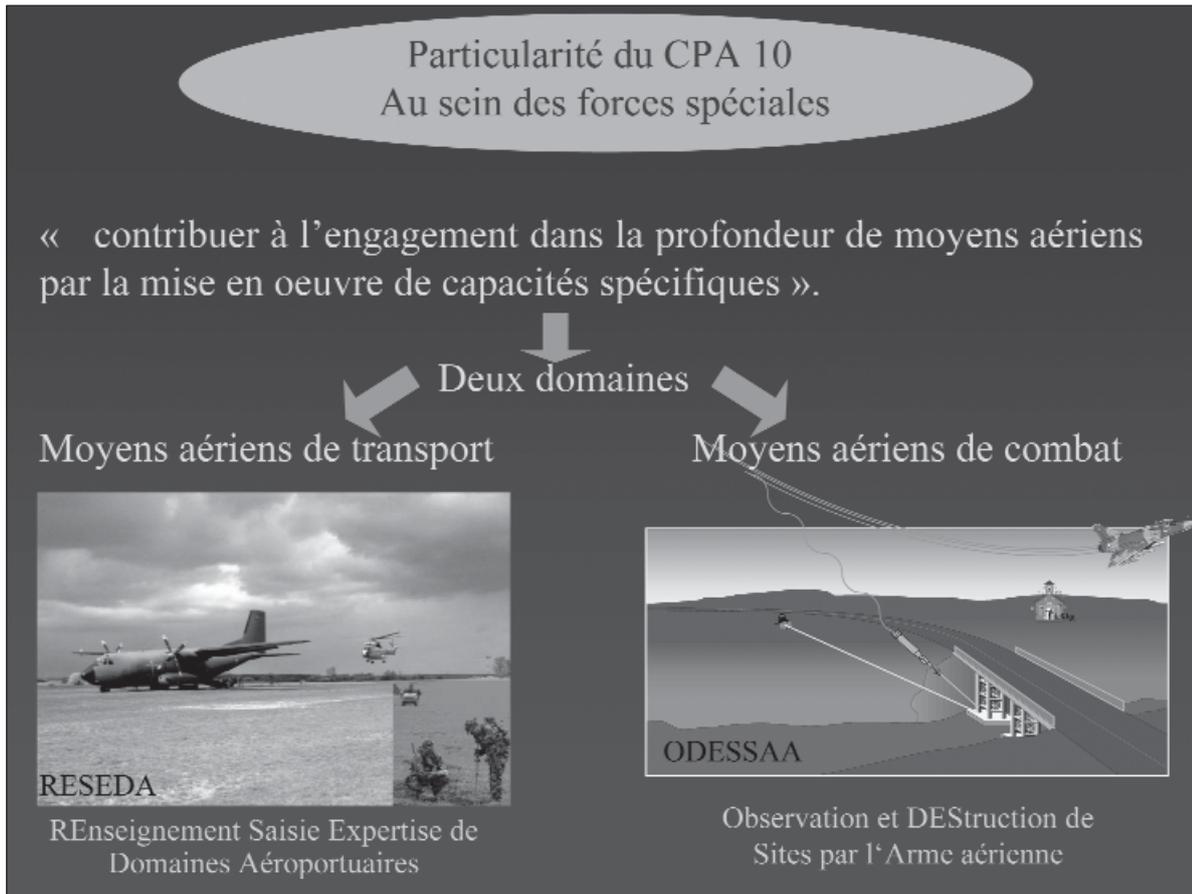
Le lieutenant-colonel
Bertrand Renon, (COS).

Dans l'armée américaine, le lien opérationnel entre les forces spéciales et l'arme aérienne est depuis longtemps établi. Il a été notamment mis en œuvre avec succès lors des derniers conflits. En France, c'est l'engagement des forces spéciales en Afghanistan, depuis juillet 2003 dans l'opération *Enduring Freedom*, qui a permis de resserrer ce lien.

Dans ce cadre, l'action complémentaire des forces spéciales et de l'arme aérienne en Afghanistan peut être traitée par l'apport d'un témoignage de terrain sur l'action que mènent les unités du commandement des opérations spéciales (COS) et les forces aériennes dans le cadre de l'opération *Serpentaire*.

Parmi les unités du COS, c'est le commando parachutiste de l'air n° 10 (CPA 10) qui est reconnu comme expert dans l'emploi des moyens de la troisième dimension. Ses connaissances du domaine lui ont permis très rapidement de proposer au commandant du groupe de forces spéciales (GFS) français engagé en Afghanistan des modes d'action originaux favorisant l'emploi de l'ensemble des possibilités offertes par la troisième dimension, prenant en compte les caractéristiques propres de la zone d'opération, s'appuyant sur les structures de commandement de la coalition et obéissant à des règles d'engagement très strictes. À l'expérience, il est apparu que l'emploi coordonné des moyens « air » au profit des éléments engagés sur le terrain donnait des résultats militaires notables.

Après une présentation des particularités du CPA 10 en matière de gestion de la troisième dimension, on analysera l'évolution de cette fonction en cours d'opération, puis l'organisation et les moyens qui permettent de coordonner les actions des forces spéciales et de l'arme aérienne dans le cadre de l'opération *Serpentaire* seront explicités.



1. Spécificité du CPA 10 au sein des forces spéciales : la gestion tactique de la 3^e dimension.

Au même titre que le commando marine « *Hubert* » possède des capacités particulières dans le domaine subaquatique, le commando parachutiste de l'air n° 10, pour sa part, dispose d'équipes spécialisées dans l'emploi des moyens de la troisième dimension.

Cette unité de l'armée de l'air qui comprend environ 200 hommes est stationnée sur la base aérienne 123 d'Orléans. Lorsqu'en 1992 le Commandement des opérations spéciales fut créé, chaque armée mit pour emploi au profit de cet état-major opérationnel un certain nombre de ses unités. Pour l'armée de l'air il s'agissait bien sûr de fournir des aéronefs de transport, mais le CPA 10 était également choisi parce qu'il disposait d'hommes aguerris dans le domaine des actions commandos et aussi parce qu'il pouvait contribuer à l'engagement dans la profondeur des moyens aériens en apportant au COS une vraie plus-value dans deux domaines liés directement à la troisième dimension :

- ☞ L'emploi des zones aéroportuaires au profit d'avions de transport tactique et d'hélicoptères. Concrètement, cela se traduit par une large gamme de capacités qui va du poser d'un hélicoptère sur terrain libre à la réalisation de dossiers d'objectifs relatifs à des zones aéroportuaires complexes, en passant par la création de pistes sommaires, leur marquage et le poser d'avions de transport tactiques sur ces pistes ;

- ☞ Le deuxième domaine est sans doute le plus prometteur en termes de résultats tactiques et en termes d'évolution. Il s'agit du guidage d'avions d'armes sur leurs objectifs. L'évolution majeure est due au fait que l'emploi de l'arme aérienne comme arme d'appui feu a été largement dépassé pour devenir aujourd'hui, la mission ODESSAA (Observation et DEstruction de Site par l'Arme Aérienne).

Ces deux domaines d'emploi qui forment le lien entre les forces spéciales et l'arme aérienne ont été mis en œuvre par le CPA 10 au sein du GFS engagé en Afghanistan dans la lutte anti-terroriste mais c'est ODESSAA qui a obtenu de réels résultats tactiques sur ce théâtre.

2. Évolution de l'emploi des moyens de la 3D sur le théâtre afghan

Les premières opérations des forces spéciales en Afghanistan ont montré qu'au regard des caractéristiques du terrain, de l'ennemi et des procédures de la coalition l'emploi de l'arme aérienne devait s'imaginer autrement, ne pas se limiter à l'appui feu et couvrir un champ plus large. Il apparaissait notamment qu'on devait rechercher une très grande interaction entre les composantes « air » et « sol » pour obtenir les meilleurs résultats.

Le premier constat concernait la géographie du territoire afghan, le terrain étant très compartimenté avec des reliefs abrupts et de nombreuses coupures faites par les rivières. La liberté de mouvement des troupes au sol est de ce fait limitée. En véhicule tactique il faut 8 heures pour faire 200 km. L'arme aérienne, qui s'affranchit des discontinuités du terrain, permet aux troupes au sol de retrouver une partie de la mobilité qui leur fait défaut.

Les modes d'action ennemis, l'emploi de mines et de pièges commandés ou non ralentissent encore les mouvements et accentuent la vulnérabilité des troupes au sol. L'emploi d'aéronefs en avant d'un dispositif en progression peut apporter des renseignements décisifs, voire dissuader toute action ennemie.

L'ennemi est fugace. Il agit puis il se retire dans les montagnes. Cela laisse peu de temps à la réaction. Dans ce cadre, les drones mais aussi les avions d'armes peuvent apporter des renseignements importants sur les déplacements de l'ennemi et ainsi faciliter le travail des commandos. Comme dans toutes les guérillas la distinction entre ennemi et ami est difficile. Il faut donc des troupes au sol pour identifier formellement un objectif et autoriser un tir.

L'acquisition d'objectif par les pilotes s'est révélée difficile. D'une part, en raison d'un temps de présence des avions d'armes au-dessus de la zone d'opération très réduit, de l'ordre de 10 à 20 minutes. D'autre part, parce que parfois les coordonnées GPS transmises par les équipes au sol ne suffisaient pas aux équipages pour détecter des positions ennemies de façon indéniable. Il faut donc un échange permanent et précis du renseignement entre les deux parties.

Enfin, le concept américain du « *close air support* » (CAS), qui est défini précisément dans les « *special instructions* » (SPINS) du théâtre, dépasse largement l'appui feu. Il met en œuvre toutes les capacités de l'arme aérienne mais doit être coordonné à partir du sol au niveau tactique, pour assurer notamment la déconfliction.

L'analyse de ces éléments a conduit le CPA 10 à mettre à la disposition du chef du GFS un outil permettant d'optimiser l'emploi de l'arme aérienne tout en lui offrant des atouts déterminants.

3. ODESSAA : l'action coordonnée des forces spéciales et de l'arme aérienne

Cet outil, c'est l'application sur le théâtre afghan du concept ODESSAA, qui fait l'objet d'un mémorandum signé par le chef d'état-major de l'armée de l'air. L'application de ce concept s'appuie d'une part sur l'emploi d'un groupe action particulier du GFS, le module 3D, dont la vocation est d'être engagé sur le terrain, et d'autre part sur des éléments de liaison « air » implantés dans les structures de commandement du théâtre.

L'élément de liaison « CPA 10 » implanté dans le PC interarmées de GFS est chargé de faire accepter les avantages de la 3D dans le choix des modes d'action. Au cours de la phase de préparation mission, les options impliquant la mise en œuvre de moyens aériens sont par exemple :

- ☞ la mise en place et la récupération hélicoptères des groupes action ;
- ☞ le guidage des groupes action véhiculés vers leurs objectifs. La vision des équipages leur permet de choisir les meilleurs itinéraires et ainsi de réduire les délais de déplacement ;
- ☞ les patrouilles de reconnaissance aérienne en avant de dispositifs amis en vue d'observer les agissements de l'ennemi (reconnaissance armée) ;
- ☞ l'information en direct des actions de l'ennemi en fonction des manœuvres amies ;
- ☞ les passages bas à haute vitesse d'avions d'armes afin d'utiliser l'effet psychologique de l'arme aérienne (*show of force*). Cela permet notamment de limiter les velléités de l'ennemi lorsqu'il n'est pas formellement identifié et qu'il ne peut donc pas faire l'objet d'une frappe directe ;
- ☞ le bombardement planifié d'objectif et l'appui feu.

Une fois choisis les modes d'action 3D, un travail essentiel reste à faire. Il s'agit de préparer l'imagerie numérique nécessaire à la poursuite de la préparation mission et à sa conduite sur le terrain. Les images satellitaires *HELIOS* de la zone sont choisies dans la banque de données SAIM/SLI du GFS ou sont demandées au CF3I (Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie) de Creil. Dans ce cas de figure, le système de transmission *SYRACUSE* permet la diffusion des fichiers images *HELIOS* vers le GFS.

Les images satellites sont ensuite géoréférencées à l'aide d'un logiciel spécifique, c'est-à-dire que chaque point de l'image contient des données géographiques (coordonnées, altitude), ce qui permet de positionner très précisément les points et de visualiser le terrain en 3D.

En fonction des besoins, pour obtenir une meilleure définition de la zone d'action, des images prises par les *FICR* peuvent être à leur tour géoréférencées puis superposées à l'image satellite. Ce montage permet de donner sans risque d'erreur :

- ☞ la situation tactique ;
- ☞ les traces des itinéraires au profit des équipes véhiculées (*tracking*) ;
- ☞ les zones de poser pour hélicoptère ;
- ☞ des caps/distances ;
- ☞ des zones d'intervisibilité pour, par exemple, définir l'emplacement d'un FAC (*forward air controller*) par rapport aux cibles envisagées ;
- ☞ les résultats d'un tir.

Lorsque la mission commence, l'ensemble des acteurs (*task unit* du GFS engagé sur le terrain avec le module 3D, équipages des aéronefs, éléments de liaison) disposent du concept d'opération et

de l'imagerie numérique qui donne à tous les mêmes références, permettant ainsi de faciliter l'échange des données en cours de mission.

Sur le terrain, l'action du module 3D du CPA 10 consiste alors à :

- ☞ mettre à jour la situation tactique et la transmettre à l'ensemble des acteurs ;
- ☞ collationner et fusionner au niveau tactique le renseignement obtenu par les moyens air en temps réel puis le transmettre au chef du *task unit* mais également le partager avec tous les éléments de la boucle ;
- ☞ utiliser ce renseignement tactique en cours de mission pour proposer des actions au chef du *task unit* ;
- ☞ assurer le contrôle permanent de l'activité aérienne de tout type d'aéronef et de ses moyens embarqués en vue d'appuyer les missions de forces spéciales (satellite, drone, avion, hélicoptère) au-dessus de l'aire d'opération ;
- ☞ garantir la déconfliction entre les différents moyens aériens et avec les troupes au sol ;
- ☞ transmettre les dossiers d'objectifs d'opportunité vers les structures de commandement ;
- ☞ faire mettre en jeu les différents éléments de liaison du CJSOTF (*combined joint special operation task force*) et du CJTF (*combined joint task force*) pour que ces derniers, en passant par l'ASOC (*air support operation center*, qui gère les moyens aériens mis à sa disposition), obtiennent du CAOC (*combined air operation center* chargé pour sa part de rédiger l'ATO – *air task order*) d'Al-Udeid des moyens aériens supplémentaires et orientent les décisions afin que les moyens français de l'opération *Serpentaire* soient préférés ;
- ☞ prendre en compte les aéronefs mis à sa disposition et conduire l'action en fonction des ordres donnés par le chef du *task unit* ;
- ☞ utiliser le feu en cas de nécessité.

Ces actions sont possibles grâce aux moyens de communication sécurisés et, pour certains, interopérables permettant au module 3D engagé sur le terrain d'être en liaison avec l'escadron de l'opération *Serpentaire* distant de plus de 1 000 km, sa base arrière (le PC de GFS), l'ensemble de la structure de commandement du théâtre et bien sûr tout type d'aéronef.

Des éléments de liaison placés aux bons endroits afin d'optimiser l'emploi des moyens, des actions qui conduisent à favoriser l'emploi de l'arme aérienne en donnant au commandant tactique, au cours de la préparation mission puis sur le terrain, en conduite, un outil performant qui lui offre la possibilité d'utiliser des options différentes, cette organisation et les moyens qui la servent permettent de mener des actions de contre-guérilla en utilisant la 3D avec les meilleurs résultats.

En Afghanistan, l'action des unités du COS et les forces aériennes dans le cadre de l'opération *Serpentaire* en s'appuyant sur le concept ODESSAA, a affirmé la complémentarité de ces deux entités qui sont faites pour travailler ensemble.

En effet, par ses caractéristiques – flexibilité, réactivité, utilisation des techniques les plus modernes, capacité à utiliser la continuité de l'espace, action de petits éléments dans la profondeur d'un dispositif, vision à la fois stratégique et tactique – l'arme aérienne se rapproche naturellement des forces spéciales.

Cependant, il faut bien garder à l'esprit que ce lien ne peut exister qu'aux travers de spécialistes entraînés spécifiquement, qui aujourd'hui peuvent tirer les premiers enseignements de l'expérience acquise en Afghanistan :

- ☞ mener une guerre asymétrique c'est accepter de mettre en jeu des moyens importants pour obtenir des effets militaires parfois limités ;
- ☞ l'armée de l'air française dispose d'un atout précieux dans le domaine de l'IMINT (*image intelligence*). Il peut être exploité notamment au profit des forces spéciales ;
- ☞ la culture air s'appuyant sur une vision très technique de la guerre est commune aux commandos de l'air et aux unités aériennes. Elle favorise la mise sur pied de modes d'action originaux ;
- ☞ la connaissance mutuelle des FAC et des équipages, obtenue par des entraînements communs réguliers, permet d'améliorer la conduite des missions. Équipages des escadrons français et FAC du CPA 10 se reconnaissent à la voix, lors de leurs contacts radio, ce qui simplifie les prises de décision qui mettent en jeu les responsabilités des uns et des autres ;
- ☞ la prise de décision au niveau tactique, rendue possible par le fusionnement du renseignement au sein du module 3D, doit être minutieusement anticipée, préparée au cours de la planification et prévue dans les SPINS ;
- ☞ l'arme aérienne ne doit pas être cantonnée dans des missions d'appui feu. Ainsi, les éléments qui contribuent à un meilleur emploi de l'arme aérienne doivent être déterminés et persuasifs pour faire accepter que les équipes au sol assurent le travail difficile, risqué et parfois ingrat qui consiste à débusquer l'adversaire pour que l'arme aérienne puisse mener une action décisive. Il faut alors expliquer qu'à l'inverse l'arme aérienne peut apporter les renseignements ou mener une action (*show of force* par exemple) qui permettront de sauver des vies amies sur le terrain.

Enfin, il faut souligner qu'ODESSAA est un concept très ouvert qui permettra encore de nombreuses évolutions. En la matière, actuellement le CEAM (Centre d'expériences aériennes militaires) de Mont-de-Marsan intègre sur avion d'armes le système IDM (*Improved data modem*) qui permettra d'échanger des données et ainsi de diffuser à un avion en vol la mise à jour de la situation tactique reportée directement sur sa cartographie numérique. En outre, il est envisageable à court terme de développer des procédures qui permettront de demander puis de recevoir directement sur le terrain les images *HELIOS* et de placer les forces spéciales comme utilisateur du futur drone de l'armée de l'air le SIDM (système intérimaire de drone moyenne altitude longue endurance). ●



La puissance aérienne et les conflits asymétriques

par le colonel Noël,
chef de la Cellule études et stratégie
aériennes militaires (CESAM).

Le conflit irakien démontre l'importance de penser les relations entre puissance aérienne et guerre asymétrique, ce qui revient à s'interroger sur l'usage qui peut être fait de la troisième dimension pour projeter de la force militaire grâce à des technologies avancées dans le but de vaincre des insurgés. En s'appuyant sur de nombreux exemples, le colonel Jean-Christophe Noël offre une analyse complète des enjeux militaires et politiques de l'utilisation du feu aérien dans un contexte asymétrique. L'exposé ouvre la réflexion sur les modalités d'emploi de la puissance aérienne et le rééquilibrage entre la recherche d'effets physiques et celui, à renforcer, de la recherche d'effets psychologiques.

Le 7 juin 2006, deux *F-16* de l'*United States Air Force* (USAF) effectuent une patrouille de routine au-dessus de l'Irak. Leur mission est de surveiller à travers leurs pods les voies de communication empruntées par les soldats américains pour débusquer d'éventuels Irakiens en train de poser des *Improved Explosive Device* (IED). Soudain, les pilotes se voient désigner une cible de haute valeur située dans une palmeraie. Ils se dirigent immédiatement vers leur objectif et larguent à 18h15 heure locale une bombe de 250 kg guidée laser *GBU 12* près de Baqouba en Irak sur une résidence isolée. Une seconde bombe de 250 kg, de type *GBU 38 Joint Direct Attack Munition* (JDAM), est lancée peu après pour assurer la destruction de la cible. Quelques secondes plus tard, Al-Zarqawi et son conseiller spirituel Abdul-Rahman sont mortellement blessés, ce qui met définitivement fin à leurs actions meurtrières.

On peut s'étonner du choix de l'arme utilisée pour tuer le terroriste d'origine jordanienne. Pourquoi mobiliser des avions de chasse là où des forces spéciales auraient probablement obtenu le même résultat ? Sans doute, l'effet de surprise était recherché. Le désir de ne pas faire de prisonnier, d'empêcher Al-Zarqawi de devenir un martyr en livrant un dernier combat héroïque était peut-être une préoccupation importante. L'aspect spectaculaire de l'intervention et le côté psychologique du châtimeur tombant du ciel n'étaient sûrement pas à négliger. Toujours est-il que les circonstances de la mort d'Al-Zarqawi prouvent qu'il est légitime de réfléchir sur l'usage de la puissance aérienne contre des adversaires asymétriques.

Pour ce faire, la première étape indispensable est bien entendue de définir ces deux termes. L'acteur asymétrique sera envisagé ici selon les critères proposés par Étienne de Durand, en le caractérisant principalement par son refus d'engager une bataille classique contre un ennemi, par sa volonté affirmée d'instrumentaliser les civils dans sa lutte, bref par son déni d'utiliser la grammaire occidentale de la guerre. Un de ses objectifs est de vider le champ de bataille, d'en faire un espace lacunaire pour imposer la forme, le lieu, et le rythme de l'affrontement.

La notion de puissance aérienne est sûrement plus difficile à appréhender. Hervé Coutau-Bégarie estime même qu'il ne s'agit que d'« *un concept intermittent, qui reparait périodiquement, mais n'a guère été théorisé de façon satisfaisante* »¹. Nous prendrons néanmoins comme point de départ

1. Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, 5^{ème} édition, Economica, 2006, p.633.



Photo : Sgt Defente

Le colonel J.-C. Noël,
(CESAM).

la définition qu'a retenue la Royal Air force, qui désigne la puissance aérienne comme « *l'aptitude de projeter de la force militaire dans l'air ou dans l'espace par ou depuis une plate-forme ou un missile opérant au-dessus de la surface de la terre. Les plates-formes aériennes sont définies comme n'importe quel type d'aéronef, d'hélicoptère ou de véhicule aérien sans homme à bord* »².

Penser les relations entre puissance aérienne et guerre asymétrique revient donc à s'interroger sur l'usage qui peut être fait de la troisième dimension pour projeter de la force militaire grâce à des technologies avancées dans le but de vaincre des insurgés. Ces insurgés évoluent dans un milieu naturel différent et un de leur objectif militaire est justement de se soustraire aux raids, aux engagements aériens pour préférer d'autres terrains d'affrontement. Si l'on considère que les acteurs asymétriques sont en plus particulièrement motivés par une idéologie, une croyance, un principe, le problème se complique singulièrement. Il devient alors nécessaire de se demander si la force militaire employée depuis le ciel par le biais de la technologie peut venir à bout de forces morales ou plus simplement, si les obus, les bombes et autres missiles peuvent vaincre des idées ? La réponse en première analyse paraît négative. L'arme aérienne ne semble pas par exemple être en mesure de réduire significativement le nombre d'attentats en Irak. Les actions du Hamas ou du Hezbollah se poursuivent malgré la puissance reconnue de l'aviation israélienne.

L'idée qu'on voudrait défendre ici est que la puissance aérienne, telle qu'elle est mise en œuvre dans certaines armées de l'air aujourd'hui, offre une maîtrise tactique des engagements telle que l'emploi de l'aviation militaire semble désormais incontournable sur les théâtres asymétriques. Les victoires tactiques ne suffisent cependant pas et il est nécessaire de comprendre et d'étendre ses domaines d'action, notamment à la sphère psychologique, pour la rendre plus performante et donc plus utile dans l'avenir.

La zone urbaine semble être un lieu où la puissance aérienne n'offre que des performances limitées. L'imbrication des combattants et des non combattants, le peu d'espaces découverts, la difficulté d'identifier sûrement un objectif mobile alors que les lignes de vue sont contraintes par les bâtiments sont autant d'obstacles redoutables dont l'aviateur peut difficilement s'affranchir. Pourtant, l'*Israeli Air Force* (IAF) est parvenue à réaliser des frappes extrêmement performantes et précises dans la bande de Gaza, révélant tout le potentiel de l'aviation militaire contre des adversaires asymétriques.

Les Israéliens présentent d'ailleurs volontiers des films de leurs tirs les plus réussis à leurs visiteurs officiels. Une vidéo montre ainsi quatre Palestiniens surgissant d'une maison et installant un lance-roquettes artisanal dans un cimetière. Ils profitent de la zone dégagée pour envoyer chacun leur tour un projectile. Alors que le dernier vient d'introduire sa munition dans la bouche du tube et qu'il s'apprête à se saisir du lance-roquettes pour se replier rapidement, l'écran est obscurci brusquement par de la fumée. Le Palestinien vient de s'écrouler, comme englouti par les volutes de poussière

2. British Air Power Doctrine, AP 3000, Third Edition, 1.2.1. « *The ability to project military force in air or space by or from a platform or missile operating above the surface of the Earth. Air platforms are defined as any aircraft, helicopter or unmanned air vehicle* ».

provoquées par l'impact des obus tirés probablement depuis un hélicoptère. Dans un autre film, une voiture est suivie par la caméra d'un drone. Le véhicule se déplace en ville, dans de petites rues et croise des passants. À un moment, l'automobile paraît seule dans une rue et le tir d'un missile depuis un hélicoptère semble commandé. L'objectif est bientôt détruit sans dommages collatéraux apparents. En tenant compte du temps de vol du missile d'environ quinze secondes, on mesure la difficulté de la prise de décision et la nécessité de disposer d'une boucle OODA éprouvée.

L'impression qui se dégage de ces attaques est qu'elles sont les versions modernes des engagements qu'ont toujours favorisés les armées traditionnelles face à des adversaires asymétriques et qui sont fondés sur l'exploitation de leur puissance de feu. La tentation est de fait grande pour ce type d'armée de profiter pleinement de cet important avantage comparatif. Au Vietnam, l'*US Army* fondait par exemple son action dans la péninsule indochinoise sur la formule « *Search and Destroy* ». Le but était de débusquer, fixer, combattre et détruire l'ennemi. Des troupes plus ou moins spécialisées, des vecteurs aériens, des senseurs au sol devaient trouver l'ennemi. Des renforts éventuels devaient empêcher les rebelles de s'échapper avant que des batteries d'artillerie ou des avions d'appui aérien n'entrent en jeu en faisant valoir leur formidable puissance de feu pour les écraser définitivement ³.

La puissance aérienne possède des qualités qui conviennent à ce type de défi et d'engagement, rendant légitime son utilisation. L'utilisation de la troisième dimension offre différentes perspectives du champ de bataille, selon le type de capteurs employés, en faisant varier l'altitude de vol. Les plates-formes aériennes dominent – au sens physique – les zones d'engagement et sont invulnérables quand les armements utilisés par les insurgés sont peu évolués. En outre, les vecteurs aériens sont les moyens les plus rapides disponibles sur le champ de bataille de sorte qu'ils peuvent être projetés rapidement d'un point vers un autre ou se voir assigner de nouvelles missions si le besoin s'en fait sentir. Bref, ils peuvent accomplir en un temps limité un nombre de tâches souvent supérieur à n'importe quelle autre forme de puissance militaire. Enfin, ces aéronefs sont très peu contraints par les barrières physiques de la topographie et peuvent agir sur toute l'étendue du théâtre d'opérations ⁴.

Des avancées technologiques améliorent sensiblement les effets de ces qualités intrinsèques que sont la hauteur, la vitesse et l'allonge. La précision des munitions en est un exemple. Des individus occupant une pièce dans un immeuble ou des cibles réduites et mobiles peuvent être atteints et éliminés aujourd'hui par des armements largués du ciel avec une probabilité de dommages collatéraux faibles pourvu que la charge militaire soit adaptée. Les nouvelles opportunités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication rendent plus aisées la diffusion des renseignements fournies par l'ensemble des capteurs disponibles (image, humain, électronique, etc). Une interface entre le milieu terrestre et aérien s'élabore, ce qui brise l'isolement dans lequel étaient tenus les équipages d'aéronefs. L'espace clos des cockpits s'ouvre, de sorte que les équipages disposent d'une meilleure intelligence de l'environnement sur lequel ils s'appêtent éventuellement à agir.

Une utilisation adéquate de ces avantages offre finalement l'opportunité de frapper des cibles asymétriques dans des délais courts. Lorsque l'aviation militaire maîtrise mieux le temps court que son adversaire, elle peut raisonnablement prétendre qu'une cible repérée et identifiée est potentiellement détruite. Les Israéliens ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Profitant parfois de renseignements humains, ils utilisent de manière intensive dans la bande de Gaza leurs drones pour recueillir le plus d'informations possible en temps réel. Ils intègrent tous les éléments qu'ils reçoivent dans une boucle

3. Kersti Larsdotter, *New War, Old Warfare ? Comparing US Tactics in Vietnam and Afghanistan*, pp.141-142 in Isabelle Duyvesten, Jan Angstrom (ed), *Rethinking the Nature of War*, Frank Cass, 2005.

4. Le contenu de ce paragraphe est fortement inspiré du paragraphe *Key Characteristics*, développé page 10 de la version 2001 de l'*EURAC Air Power Paper*.



OODA ⁵ éprouvée par les échecs et l'expérience d'engagements précédents. Leur chaîne de décision s'est montrée suffisamment performante pour que les frappes dans les territoires palestiniens prennent progressivement une orientation aérienne. Ainsi le pourcentage des tirs aériens par rapport aux tirs terrestres sur des cibles palestiniennes n'a cessé d'augmenter au cours du temps. Il s'élevait à 5% en 2002, puis passait à 23% en 2004 avant d'atteindre 31% en 2005 ⁶.

Cette maîtrise tactique ne transforme toutefois pas complètement la logique qui est à l'œuvre dans les campagnes aériennes récentes menées contre des acteurs asymétriques. Les catégories d'objectifs frappés récemment, notamment au Proche-Orient, restent assez classiques. Les Israéliens ont bombardé au début de l'été 2006 des bâtiments palestiniens rattachés au ministère de l'intérieur ou des centrales électriques pour riposter contre l'enlèvement par les Palestiniens d'un de leurs soldats. Ils tentaient de détruire de la sorte les relais de pouvoir du Hamas. Les conditions de vie des habitants se détérioraient tandis que l'activité économique était fortement grevée. Quelques jours plus tard, au Liban, les voies de communication qu'utilise le Hezbollah pour se ravitailler ont été à leur tour attaquées. L'idée était, entre autre, d'interdire l'acheminement de matériels militaires complémentaires pour réduire rapidement le potentiel militaire du mouvement chiite. Ces modes d'action ne seraient pas reniés par les stratèges aériens de la seconde guerre mondiale qui combattaient pour tant des adversaires étatiques et organisés selon des chaînes hiérarchiques.

L'intégration de la maîtrise du temps court dans la campagne s'effectue en fait à travers les frappes conduites contre les deux cercles externe et interne du fameux modèle de Warden ⁷. Les combattants asymétriques et les responsables politiques sont des cibles privilégiées. Elles ne peuvent généralement être traitées qu'après l'obtention de renseignements dont la durée de vie est souvent éphémère ou valable pour une courte période. La réduction des délais de la frappe contre les combattants d'une rébellion devient néanmoins l'antidote principal au fait que le champ de bataille asymétrique se vide de plus en plus.

Les Américains en Irak ou les Russes en Tchétchénie n'hésitent plus à s'attaquer aux chefs de rébellion ennemis depuis le ciel. Mais l'armée de l'air israélienne est peut-être l'aviation qui intègre le plus systématiquement le thème de la décapitation dans ses campagnes aériennes. Le but est de s'en prendre directement aux responsables politiques ou militaires ennemis en les éliminant physiquement pour paralyser l'organisation adverse. Or ces organisations possèdent souvent une structure en réseau, de sorte que des études particulières et très détaillées doivent être menées pour tenter d'en venir à bout. Les Israéliens sont parvenus à la conclusion que chaque réseau palestinien est constitué d'hommes disposant de compétences particulières (comme la planification des attentats, la lutte politique, le recueil de renseignement, la propagande ...). Les hommes de *Tsahal* tentent à chaque fois de comprendre la manière dont fonctionnent ces différents réseaux, de repérer les nœuds essentiels, les intersections entre les différentes branches, et d'identifier les membres qui occupent ces places importantes pour finalement les éliminer.

Deux à trois frappes peuvent suffire pour désorganiser un réseau, qui ne pourra de nouveau fonctionner qu'au bout d'un temps conséquent. Quelques semaines sont nécessaires pour venir à bout d'une cellule. La succession de frappes dans la durée n'a toutefois pas qu'un impact fonctionnel. À terme, la qualité des personnes aptes à remplacer celles qui ont disparu diminue, les plus performants ayant a priori accédé aux hautes fonctions rapidement compte tenu de leurs compétences.

5. Observation, Orientation, Décision, Action.

6. Valeurs recueillies par l'auteur en Israël en mars 2006.

7. John A. Warden III, *L'ennemi en tant que système*, pp.7-29 in *Stratégique*, n°59. Ces deux cercles correspondent respectivement aux forces déployées et à la direction de l'adversaire.



Photo : Sgt Defente

Monsieur de Durand, modérateur (au centre), entouré des quatre intervenants des Ateliers.

L'efficacité de l'organisation tend à s'amoinrir avec le temps. L'objet de telles frappes rejoint finalement celui des campagnes aériennes plus classiques. Il ne s'agit pas de détruire complètement une organisation, mais d'empêcher des systèmes (cette fois il est vrai moins structurés, moins hiérarchisés) de fonctionner.

Compte tenu de toutes ces remarques, il peut sembler pertinent d'effectuer un parallèle entre la puissance aérienne moderne et la puissance navale dont Charles E. Callwell faisait l'éloge il y a plus de cent ans dans son fameux livre *Small Wars : A Tactical Textbook for Imperial Soldiers*. Il écrivait ainsi que « la supériorité navale appartient toujours aux forces régulières. L'influence que la puissance navale, judicieusement employée, exerce sur les opérations à terre, a, ces dernières années, appelé l'attention générale. On en reconnaît la grande importance et le rôle »⁸. Le fait que la puissance aérienne s'affirme comme un recours de plus en plus systématique dans les guerres asymétriques n'a pas échappé aux observateurs militaires. Pour autant, il faut savoir raison garder et apprécier les limites inhérentes à l'action coercitive de l'arme aérienne dans de telles circonstances. Elle ne saurait en aucun cas être l'arme magique et décisive capable de contenir une insurrection. De nouveaux défis émergent au fur et à mesure que l'aviation est de plus en plus sollicitée.

La première difficulté que doivent affronter les aviateurs est inhérente à la guerre. L'adversaire cherche toujours à trouver des parades aux éléments qui assurent la supériorité de son ennemi et il s'organise pour en limiter les effets. Ce processus d'adaptation a été particulièrement mis en lumière lors des récents affrontements au sud Liban. L'aviation israélienne, dont nous venons de vanter les performances, a connu d'énormes difficultés pour empêcher les miliciens chiites de délivrer leur armement balistique, pourtant souvent rudimentaire. Si la mauvaise qualité du renseignement a été mise en avant⁹, force est de constater que le Hezbollah s'était protégé contre les frappes aériennes en s'enterrant et en creusant d'innombrables tunnels. Les roquettes tirées contre Israël étaient placées sur des châssis mobiles. Elles étaient envoyées depuis des garages, des caves, des espaces réduits coincés entre deux immeubles. Bref, le Hezbollah est parvenu à reprendre en partie l'initiative, à vider de nouveau le champ de bataille en gagnant la bataille pour la maîtrise du temps court par l'emploi de stratagèmes simples.

Les actions menées pour se prémunir contre les attaques aériennes ne sont cependant pas limitées au théâtre du Liban sud. Des couvertures recouvrent en grand nombre les ruelles de Gaza pour empêcher les drones de recueillir du renseignement. En Irak, les rebelles ont changé de stratégie et refusent désormais tout affrontement direct d'importance contre les troupes américaines. Ils ont compris à Falloujah que le nombre ne faisait pas tout et qu'ils ne pourraient à terme s'opposer victorieusement à des Marines soutenus par une aviation omniprésente. Les talibans

8. Charles E. Callwell, *Petites guerres*, Economica, 1998, p.25.

9. Cet aspect de l'opération suscite d'intenses polémiques en Israël. Il faut encore attendre un peu pour savoir si les services de renseignement ont failli dans ce domaine ou s'ils n'ont pas été écoutés.

ont tendance à se cacher ou à rompre leurs engagements quand ils entendent le bruit des réacteurs des avions de la coalition. Autrement dit, les tactiques aériennes vont devoir évoluer pour contrer les nouveaux modes d'action des acteurs asymétriques.

Le fait de disposer d'armements capables de détruire des infrastructures enfouies dans le sol peut ouvrir de nouvelles voies pour nier à l'adversaire la maîtrise de la troisième dimension... entendue cette fois comme orientée de la surface terrestre vers le centre de la terre.

D'autres voies de progrès sont envisageables. L'amélioration des processus permettant d'obtenir et de traiter des renseignements supplémentaires fiables en temps réel doit pouvoir susciter une plus grande efficacité. Ce type de renseignement apparaît bien comme la denrée décisive ou le maillon le plus fragile de l'engagement tactique des avions dans les conditions actuelles d'engagement.

Mais au-delà des nouveautés tactiques ou technologiques, la maîtrise du temps court risque de poser à terme des problèmes sur le principe de centralisation du commandement ou de respect des règles d'engagement. Le brouillard de la guerre tend à s'épaissir quand le temps disponible pour l'action est limité. Les décisions de frappe sont par exemple prises parce qu'on estime les critères nécessaires remplis, mais que faut-il faire si l'environnement se modifie soudainement ? Des options doivent être rapidement choisies pour lesquelles des responsables plus ou moins éloignés du théâtre d'action ne possèdent pas nécessairement une valeur ajoutée supérieure à celle de l'exécutant malgré les images de nombreux capteurs. À l'inverse, un exécutant peut saisir des opportunités en prenant des initiatives par une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel il agit. Ce débat entre norme et initiative ne peut sûrement pas être tranché de manière définitive. Les circonstances commandent. Que faire si soudainement un groupe d'individus sortent de la maison où était Al-Zarqawi alors que les bombes sont larguées et que l'objectif assigné n'était que la bâtisse ? Faut-il malgré tout diriger les bombes dans la rue en espérant qu'il fasse partie du groupe ? Continuer à les guider sur la maison en espérant qu'il soit resté à l'intérieur ? Faut-il renoncer à tirer une deuxième salve pour éviter des dommages collatéraux tout en sachant que la prochaine opportunité pour le neutraliser est peut-être très éloignée ? Il ne s'agit pas de répondre ici à ce débat qui peut en rappeler d'autres, mais de comprendre que les règles d'engagement ne seront jamais assez exhaustives pour prévoir tous les cas qui peuvent être rencontrés. Les différents exécutants devront engager leurs responsabilités que ce soit dans le sens de la précaution, de la prudence ou d'une prise de risque assumée. Les règles d'engagement ne leur fourniront qu'un cadre d'action dans lequel ils devront évoluer et prendre le cas échéant leurs responsabilités.

Mais l'argument essentiel qui milite pour ne pas surestimer le rôle de la puissance aérienne dans de tels affrontements est le fait que ces conflits sont d'abord d'ordre politique et qu'ils opposent des camps défendant des valeurs différentes ou irréductibles. La lutte armée est loin de suffire pour résoudre le problème. Ainsi, la mort de Zarkawi, si elle a légitimement été célébrée comme une victoire par l'armée américaine, ne résout pas le problème irakien. La lutte asymétrique implique autant les idées, les croyances que les hommes. La solution définitive pour clore ce type de conflit appartient toujours au champ du politique. Les méthodes employées pour venir à bout d'une insurrection peuvent bien sûr s'appuyer sur l'usage de la force, qui est souvent indispensable pour participer à l'obtention des conditions nécessaires pour le règlement politique du conflit. Mais l'usage de la violence comme seule démonstration de la légitimité d'un camp est vouée à l'échec. Les rebelles s'attacheront à démontrer l'impuissance régaliennne du gouvernement en place, à le décrédibiliser en soulignant qu'il n'a ni les moyens, ni la légitimité de sa politique.

Les responsables qui insufflent l'esprit de la lutte se doivent d'être vigilants sur ce point en convainquant leurs troupes d'agir dans la mesure du possible en respectant les lois et les valeurs qu'elles incarnent.

Les abus doivent être évités pour gagner la population encore non radicalisée à leur cause et ne pas la jeter dans les bras de l'adversaire. L'adhésion et la coopération de cette partie de la population sont d'ailleurs souvent avancées comme étant le centre de gravité de ces guerres. Ainsi en Malaisie dans les années cinquante, les bombardements stratégiques effectués dans la jungle par les Britanniques se sont révélés peu efficaces. Des études ont montré que 1 000 tonnes de bombes devaient être larguées pour tuer... un seul rebelle ¹⁰. L'emploi coercitif de l'aviation fut mis sous le contrôle étroit des responsables politiques pour éviter d'inévitables dommages collatéraux et la destruction des plantations d'arbres en caoutchouc, qui représentaient la principale richesse du pays. Ces décideurs montrèrent plus de retenue, ce qui participa sans aucun doute au fait que la Malaisie ne tomba aux mains des rebelles communistes.

Les aviateurs et les troupes impliquées d'une manière générale doivent se montrer justes dans leurs actions, doivent suivre le principe de proportionnalité face aux menaces potentielles et aux attaques subies. Dans les années 20, la *Royal Air Force* mena plusieurs missions de bombardement au-dessus de l'Irak pour punir certains clans qui rechignaient à payer leurs impôts ou pour intimider des bandits qui rançonnaient des routes. Les pilotes britanniques ne pouvaient cependant compter sur la technologie moderne et les fautes de navigation furent nombreuses, de sorte que des villages étaient parfois confondus et des maisons appartenant à des populations tranquilles détruites. Des innocents étaient tués. L'imprécision des tirs multipliait les dommages collatéraux. Il est difficile d'estimer avec justesse aujourd'hui les conséquences de ces erreurs, mais il est peu probable qu'elles favorisèrent les desseins impériaux des Britanniques ¹¹.

C'est donc moins l'usage de la puissance aérienne selon ses propres principes et sa logique d'emploi particulière qui doit être retenu qu'un usage s'accordant avec les finalités politiques. Bref, ce n'est pas parce qu'on a le pouvoir de faire quelque chose qu'on doit le faire.

D'un point de vue militaire, la puissance aérienne ne peut être non plus décisive à elle seule. Toute opération militaire doit se penser de manière intégrée pour mettre le plus à profit la variété des moyens que possède une force armée classique. Si des insurgés peuvent affronter avec succès des troupes adverses évoluant dans un seul milieu naturel, il leur est plus difficile de se coordonner et de posséder des armements adaptés pour vaincre dans deux milieux naturels différents. Au contraire, les forces armées peuvent bénéficier de la complémentarité de leurs moyens et mettre en avant certains modes d'action si d'autres sont mis en échec.

L'intégration de l'aviation dans une organisation interarmées peut se penser de différentes manières. Les Marines offrent un exemple qui possède des avantages multiples dans le cas de conflits asymétriques. Mais d'autres solutions sont possibles. Une force aérienne spéciale peut être constituée, comme l'ont fait les Américains avant la guerre du Vietnam. L'USAF était soucieuse de conserver ses plates-formes les plus performantes pour préparer un éventuel conflit mondial alors qu'elle était pressée par le pouvoir politique de fournir des moyens dans la lutte contre les rebellions communistes qui proliféraient. Plutôt que de dédier une partie de ses moyens à cette lutte, elle proposa pour satisfaire les souhaits des hommes politiques de créer un *Special Air Warfare Center* sur la base d'Eglin où demeureraient deux unités aériennes spéciales. Cette unité est en quelque sorte l'ancêtre de l'*Air Force Special Operations Command* (ASFOC) qui regroupait à la fin de l'année 2000, 13 000 hommes, 102 avions et 58 hélicoptères. L'ASFOC a pour vocation d'apporter un soutien aérien à toutes les missions génériques des

10. Chiffre cité par Jean-Jacques Patry sur la planche 31 du rapport final de l'étude 2004/31 « quel rôle peut tenir l'arme aérienne dans les conflits de basse intensité ? » effectuée pour la délégation aux affaires stratégiques (DAS).

11. James S. Corum and Wray R. Johnson, *Airpower in Small Wars, Fighting Insurgents and Terrorists*. University Press of Kansas, 2003, p. 63-64.



forces spéciales américaines. Ses unités travaillent à cet effet en étroite coopération avec ces unités. Elles développent par ailleurs des compétences pour conseiller ou assister d'autres armées de l'air affrontant des rebellions. Elles assurent enfin des *information operations* ou des *psychological operations*.

Ce recours aux forces spéciales aériennes montre que l'emploi à des fins coercitives de l'aviation militaire n'est qu'une des options qui s'offre aux responsables militaires lorsqu'ils désirent employer la troisième dimension. Les missions de liaison, de transport, de soutien logistique, de surveillance de convois, de présence, de reconnaissance sont essentielles. En Malaisie par exemple, les Britanniques ravitaillèrent par air des petites équipes de SAS qui évoluaient, parfois pendant un mois ou plus, près des lieux où avaient été localisés des rebelles. Ces équipes parvinrent bientôt à repousser les communistes au fond de la jungle. Ces derniers reculèrent et obligèrent les populations aborigènes locales à leur fournir de la nourriture. Les SAS eurent alors l'idée de construire des forts pour pérenniser leur présence et pour offrir un refuge aux populations aborigènes mal traitées. Les autochtones décidèrent d'assister ces troupes d'élite bienveillantes. Bientôt, les révolutionnaires durent pourvoir par leurs propres moyens à l'obtention de nourriture. Ils durent déboiser certaines parties de la forêt pour laisser entrer le soleil, ce qui trahissait leur présence lors des missions de reconnaissance aérienne. Un maillage de la jungle malaise fut lentement réalisé qui participa à l'élimination de la rébellion communiste. Un des enseignements de l'opération fut que le réseau de places fortes ne put tenir que parce qu'il était ravitaillé par l'aviation, qui contribua ainsi largement à l'isolation du champ de bataille ¹².

Mais l'action de la puissance aérienne pourrait peut-être se révéler encore plus productive si les stratégestes aériens s'emparaient d'un nouveau champ d'étude, à savoir les conséquences psychologiques de l'usage de la troisième dimension à des fins coercitives. Étrangement, peu de contributions sont consacrées à ce thème alors qu'il est au fondement même de l'emploi de la force armée depuis les airs, notamment sous son aspect stratégique. Rappelons que les effets physiques des bombes doivent théoriquement susciter des effets psychologiques tels que la volonté des victimes potentielles doit être altérée en un sens favorable à nos fins.

Sans prétendre analyser en un paragraphe un tel champ d'étude, il paraît néanmoins possible de le circonscrire en une première approche à trois domaines particuliers.

Un premier usage psychologique de la puissance aérienne pourrait être développé en s'appuyant sur ses effets dissuasifs. L'idée est de montrer ostensiblement quels sont les effets potentiels de la puissance aérienne pour pouvoir menacer de s'en servir si des individus ne réagissent pas de la manière souhaitée. C'est ce principe qui sous-tend les actions de *show of force* ou les tirs d'avertissement. Il ne s'agit pas dans ces cas d'annihiler l'ennemi, mais bien de le faire renoncer à agir pour permettre par exemple à une colonne de ravitailler un point d'appui. Le gain espéré dans ce type de mission n'est pas la destruction de l'adversaire, mais plutôt la conservation de notre liberté d'action pour faire en sorte que les éléments protégés par le parapluie aérien puissent assurer la mission prévue (recherche de l'ennemi, présence auprès des populations neutres, aide sanitaire, etc). Des formes plus édulcorées de *show of force* existent comme les passages à très basse altitude à vitesse supersonique des avions israéliens au-dessus de Gaza.

Les effets psychologiques obtenus dans tous ces cas sont avérés. Les Israéliens prétendent que la gêne sonore est telle que certains habitants tendent à inviter les activistes palestiniens à diminuer le nombre de leurs opérations pour faire stopper ces survols bruyants. Quelques frappes, même

12. *Idem*, p.196.



Photo : Sglt Defente

Le colonel Noël,
débattant avec l'assemblée.

peu meurtrières, ont suffi pour donner l'impression aux fellaghas pendant la guerre d'Algérie d'être victimes d'une sorte de calamité, d'un fléau aveugle qui pouvait frapper n'importe où, n'importe quand, n'importe qui. Les troupes françaises au sol appréciaient aussi l'aspect réconfortant de la présence de l'aviation. Comme le précisait un colonel français à propos du soutien des avions français, le « fantassin ne se sent plus seul, il est plus hardi »¹³.

Mais dans ce domaine aussi, des effets pervers existent. Les rebelles s'habituent aux survols répétés, apprennent à reconnaître les intentions des pilotes. Les fellaghas avaient par exemple très peur des T-6 français jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent que les avions tournaient quelque temps autour de leurs objectifs avant d'attaquer. Les rebelles algériens avaient ainsi le temps de se dissimuler et de se protéger¹⁴.

Un autre usage psychologique de la puissance aérienne est de se servir de la troisième dimension pour délivrer des messages vers l'ennemi ou les neutres, qui affecteront la propagande ennemie ou ébranleront progressivement les motivations de l'adversaire en le faisant douter de l'efficacité et du sens de son action. Ce type d'action semble particulièrement pertinent dès lors qu'il amplifie l'effet d'actions précédentes. Un des cas les plus connus est le lancement au-dessus des Irakiens en 1991, des tracts américains qui les invitaient à se rendre s'ils ne voulaient pas subir d'autres bombardements¹⁵.

Enfin, un dernier emploi envisageable est la mise en place d'une surveillance continue au-dessus d'un territoire ou d'une zone. Cette version moderne de *Big Brother* peut, à défaut d'empêcher d'agir, tout au moins fortement gêner des adversaires et les faire vivre dans un état d'insécurité permanente. Les Palestiniens et les Irakiens ont appris à leurs dépens l'usage que pouvaient faire certaines armées de l'air d'une telle supériorité. Les drones israéliens sont basés à 30 km de Gaza et survolent constamment cette bande de territoire, pouvant attaquer lorsqu'ils le souhaitent. Lors de la bataille de Falloujah en novembre 2004, le nombre de sorties à des fins de reconnaissance approchait le ratio de 1/2 quand elles étaient comparées aux missions destinées à frapper. La liberté d'action des insurgés fut largement réduite par les renseignements obtenus par les Marines¹⁶. Ce pourcentage s'élevait à 1/12 lors de la phase d'invasion en 2003. Ces deux cas sont assez stimulants pour que des études autour de la notion d'*occupation aérienne* s'engagent.

13. François Pernot, *Guerre d'Algérie : la rébellion et le fait aérien*. p.44 in *Regards sur l'aviation militaire française en Algérie, 1954-1962*. Service historique de l'armée de l'air, 2002.

14. *Idem*, p.47.

15. Nous ne développerons pas plus cet aspect par manque de place et du fait qu'un article écrit par un groupe de travail du CID doit être publié dans *Penser les Ailes Françaises* et faire le point de la question.

16. Les articles de la Marine Corps Gazette publiés après la bataille en 2005 sont très instructifs. Rebecca Grant, *The Fallujah Model*, Air Force Magazine, février 2005 doit être consulté. Voir aussi Bing West, *No True Glory, A Front Line Account of the Battle of Fallujah*. Bantam Books, 2005 et une publication du CDEF, *Les fantômes furieux de Falloujah, opération Al-Fajr/Phantom Fury (juillet-novembre 2004)*. 2006, notamment écrite par le Lcl Michel Goya. On n'oubliera pas le briefing présenté par Jean-Jacques Patry de la FRS sur ce thème et disponible chez l'auteur.



La prise en compte et la maîtrise du champ psychologique offrent une variété d'effets qui ne peut que séduire le responsable politique ou militaire. Tout un spectre de modes d'action s'étendant du léthal dans le cas des frappes au non léthal est offert pour répondre de manière juste et proportionnelle au type d'agression à laquelle on fait face.

Ces actions psychologiques ne peuvent cependant prouver leur efficacité que si elles s'inscrivent dans le temps long de la politique indispensable pour venir à bout d'insurgés et qu'elles varient dans leurs formes. Un état d'esprit particulier doit être cultivé, qui tranche avec celui qui est commun aux aviateurs engagés dans une campagne aérienne classique où est recherché l'obtention de résultats immédiats. Un officier britannique commentant les opérations en Malaisie affirmait que « *dans ce type de combat, l'initiative tend à rester dans les mains de l'ennemi... (Mais) l'initiative est en train d'être arrachée aux terroristes par une chasse sans temps d'arrêt, par une sécurité améliorée et par une mobilité augmentée* »¹⁷. L'important est de ne pas se laisser entraîner dans le type de guerre que l'ennemi désire. Il convient de réfléchir à ses faiblesses plutôt que de vouloir faire valoir nécessairement nos forces, nos capacités. Le fait que les acteurs asymétriques ne soient pas présents partout est par exemple un avantage pour nous, pourvu qu'il soit exploité. Bref, ce sera parfois moins l'action que la surveillance, la présence, la protection qui amèneront la victoire. Celle-ci se construira lentement et s'inscrira dans un processus incrémental.

En conclusion, on rappellera que la contribution de la puissance aérienne dans les conflits de basse intensité est souvent tactique. Il serait souhaitable de penser cette contribution dans la durée, ce qui peut singulièrement compliquer le travail des aviateurs. Ceux-ci vont devoir gérer la tension entre la gestion du temps court et du temps long, entre l'efficacité militaire et l'efficacité politique, entre des équipements à la pointe de la technologie et des besoins reposant sur la fiabilité et la solidité dans le temps. Quelque soient les difficultés, il n'en demeure pas moins que la puissance aérienne offre déjà des ressources variées et que son emploi est légitime et indispensable.

Quelques principes semblent s'affirmer. Il est préférable et sûrement plus aisé de privilégier des modes d'action entraînant le démantèlement de l'organisation ennemie plutôt que sa destruction physique, ou de maîtriser le recours à la violence en utilisant la force au niveau le plus bas, en fonction de critères politiques et éthiques.

Le premier pas à faire pour mieux appréhender la nature de ces affrontements est, à notre sens, sémantique. Peut-être est-ce notre définition de la puissance aérienne qu'il faut repenser pour y inclure une finalité et pas simplement une modalité. Cette finalité pourrait être celle d'influencer notre cible en un sens qui nous est favorable en utilisant la liberté d'action qu'offre actuellement l'usage de la troisième dimension pour les pays occidentaux. Le modèle classique d'utilisation de la puissance aérienne pourrait en être altéré. Alors que les stratèges aériens tentent traditionnellement d'obtenir des effets physiques pour susciter des effets psychologiques entraînant une modification de la volonté, il peut être parfois avantageux de rechercher directement des effets psychologiques pour entraîner une modification de la volonté en limitant volontairement les effets physiques. ●

17. James S. Corum and Wray R. Johnson, *op. cité*, p. 197.

Les conflits asymétriques : quels rôles pour les forces terrestres ?

par le colonel Destribats,
du Centre de doctrine et
d'emploi des forces (CDEF).

Le colonel Destribats offre la vision du Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF) sur l'emploi des forces terrestres dans les conflits asymétriques. Les engagements actuels sont comme la succession de trois phases qui s'inscrivent dans un continuum. L'intervention reste un préalable indispensable où les affrontements sont le plus souvent conventionnels. Une fois la bataille gagnée commence alors la confrontation à l'asymétrie durant laquelle, il faut assurer la stabilisation du conflit avant d'obtenir la normalisation qui est la phase de retour à la paix. Stabilisation et normalisation ne peuvent être obtenus que par une utilisation de la force nécessairement mesurée, un contrôle du milieu et un renseignement performant. Cette action doit s'adapter à la spécificité du théâtre et de l'adversaire.

C'est en une quinzaine de minutes que je vais tenter d'apporter quelques éléments de réponse. Dans une première partie, je décrirai comment nous caractérisons les conflits actuels, puis je m'attacherai à mettre en évidence les caractéristiques de chacune des phases pour en tirer les conclusions pour l'emploi des forces terrestres.

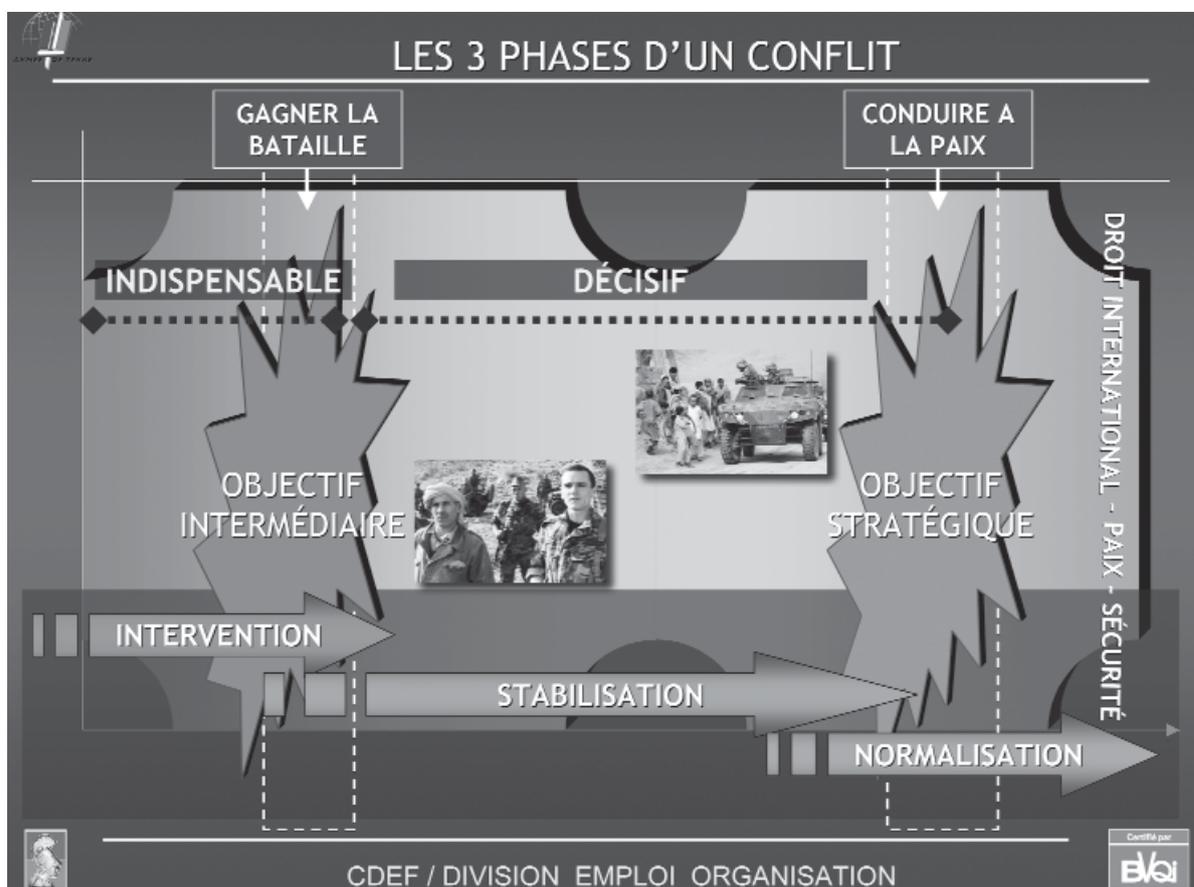




Photo : Sgt Defente

Le colonel Jean-Michel Destribats (CDEF).

1. Le continuum des opérations

Nous avons défini le déroulement des conflits actuels et prévisibles comme la succession dans le temps de trois phases qui s'inscrivent dans un continuum : **l'intervention, la stabilisation et la normalisation**. Ces phases n'ont pas de limite précise, elles se recouvrent partiellement et présentent des caractéristiques assez distinctes.

a) L'intervention est une phase indispensable

Elle se résume parfois à un simple déploiement comme cela a été le cas en Côte-d'Ivoire. Elle peut aussi être une véritable confrontation armée voire une action de guerre où elle implique la prépondérance du militaire sur le diplomate. Elle vise à imposer un ordre temporaire, si nécessaire, en employant la force. C'est en principe une phase aux objectifs définis avec clarté : une victoire militaire sur le terrain, même si, dans le nouveau contexte, il s'agit davantage de neutraliser que de détruire pour préparer au mieux les conditions **politiques** de la phase suivante.

b) La stabilisation est la nouvelle phase décisive

Elle a pour objectif de consolider l'ordre temporaire acquis en diminuant puis en contenant la violence au niveau le plus bas possible. Les forces armées agissent en coordination avec des acteurs non militaires dont l'importance va croissant. Je reviendrai sur ce point dans un instant.

À l'inverse de la phase précédente, les objectifs fixés aux forces armées y sont rarement définis avec précision, même s'il s'agit, d'une manière générale, de restaurer la stabilité par une maîtrise de la zone et de permettre le retour à la confiance entre les protagonistes. Cette phase est dorénavant la phase décisive de l'opération militaire. Elle permet d'établir les conditions pour la réalisation de l'objectif stratégique. Son succès dépend pour une large mesure de la réussite de la transition avec la phase précédente et autorise le passage vers une phase de normalisation.

c) La normalisation est la phase du retour à la paix

Grâce à la stabilité relative obtenue, un système politique, juridique et social peut être rebâti. Le retrait progressif de la force armée au profit des autorités légitimes, des forces de sécurité locales et des acteurs non militaires marque la réussite définitive de l'opération militaire.

Le défi qui s'impose à l'armée de terre s'avère donc, à l'analyse, d'une extrême complexité. D'un côté, il lui faut maintenir une capacité forte pour pouvoir s'imposer dans une guerre de plus en plus courte, et de l'autre s'inscrire au quotidien dans des actions qualifiées, à tort, « de basse intensité ». Par ailleurs, les deux phases les plus délicates pour les forces terrestres présentent des profils différents, je dirais presque antinomiques.

2. Gagner la bataille

Gagner la bataille, c'est aujourd'hui s'opposer à des armées constituées sur des modèles qui nous ressemblent, avec des objectifs de nature similaire aux nôtres, mais dont la puissance classique ou conventionnelle est, en principe, surclassée pour de longues années. Notre adversaire n'est donc

pas symétrique, comme pouvaient l'être les armées du pacte de Varsovie ; il est désormais dissymétrique, c'est-à-dire incapable de tenir longtemps en espace ouvert. On peut donc escompter raisonnablement que la durée de la bataille sera brève.

De plus, dans ces affrontements de type conventionnel, on assiste régulièrement à une inversion du rapport « appuyé/appuyant ». Il s'agit désormais essentiellement, pour les forces terrestres, d'obliger par leur action les forces adverses à se regrouper et donc à se constituer en cibles justiciables du feu aérien ou sol-sol de précision. Dans cette nouvelle manœuvre, l'adversaire a le choix :

- ☞ soit de se regrouper pour contrer une attaque terrestre et être détruit, en masse, par le feu air-sol ;
- ☞ soit d'éviter celui-ci par la dispersion et d'être alors détruit, en détail, par les forces terrestres.

Pour nos forces, dans cette phase, la prédominance du feu et du mouvement restent d'actualité. L'initiative nous appartient et nos capacités de décision, comme celles d'action, doivent nous permettre d'entretenir un rythme élevé que l'adversaire ne peut pas suivre.

Mais gagner rapidement la bataille ne veut pas dire gagner la guerre. S'il ne tient pas longtemps en terrain ouvert, l'adversaire sait trouver refuge dans une nouvelle forme d'engagement, celle qui constitue sa seule chance de l'emporter dans son combat contre le « fort ». Commence alors la longue confrontation avec l'asymétrie.

3. Conduire à la paix

Dans un tel conflit, l'adversaire se place délibérément dans un domaine différent du nôtre. Ses règles ne sont pas les nôtres, ses objectifs lui sont propres, souvent difficiles à déterminer, ses modes d'action n'ont pas de limite.

Dans ce conflit qui s'inscrit dans la durée, l'adversaire échappe à la détection, garde souvent l'initiative de l'action y compris sur le plan de la bataille de l'information, nous contraignant le plus souvent à opérer en réaction, et transformant nos supériorités opérationnelles en vulnérabilités. La force alors s'immobilise et « sectorise » le champ de bataille. Le feu et le mouvement laissent la place à la recherche du renseignement, qui devient le facteur clé des opérations de stabilisation.

L'action militaire ne devient plus qu'une ligne – d'opération – parmi les autres, essentielle sans doute parce que l'état sécuritaire du pays conditionne toutes les entreprises de reconstruction... mais néanmoins une ligne parmi les autres.

Le soldat est tour à tour l'ilotier de Montfermeil, le gendarme mobile sur la place de la Bastille, l'assistant social des populations en détresse, celui qui restaure les infrastructures vitales et le conseiller économique des autorités locales. Son objectif est bien d'appuyer la reconstruction sécuritaire, économique et politique du pays. Même s'il a vocation à rendre, aussi rapidement que possible, ces rôles à des personnes bien plus compétentes que lui, il est néanmoins toute une période où il lui faut bien les assurer.

Tout cela, évidemment, dans un contexte juridique parfois pesant et sous l'œil permanent des médias. Mais le soldat reste aussi, à tout instant, celui qui dissuade, celui qui contrôle le terrain, celui qui escorte les convois, celui qui, sans préavis, peut se retrouver engagé dans une action de coercition pure.

4. Une force nécessairement mesurée

Il n'est pas un conflit où la population civile ne se retrouve au cœur des préoccupations. Aussi, passant d'un monde où la population constituait « l'arrière » – par opposition au front, zone militaire par essence – les forces armées agissent maintenant en son sein et en référence à elle. Les notions de profondeur, de contact et d'arrière perdent leur sens.

Adversaire pour les uns, alliée pour les autres, ou tour à tour l'un et l'autre, la population est actrice à part entière des affrontements. Elle est la cible sur laquelle il s'agit d'influer, un objectif dont il faut s'emparer du cœur comme de l'esprit et dont les réactions contribueront à l'obtention du résultat final. La population s'impose donc en acteur et en enjeu majeurs ; c'est sa volonté qu'il faut emporter par l'action. Dans celle-ci, plus on utilise la force, moins on est efficace. Il n'est pas d'emploi des forces admis comme légitime par les victimes d'un conflit qui ne leur apporte pas ce qu'elles en espèrent : l'ordre, la sécurité et la justice.

Cette exigence essentielle, impossible à éluder sous peine d'échec, impose de fortes contraintes dans l'emploi des forces et les objectifs à atteindre. Elle présente aussi une grande dimension éthique dans des conflits où une part du résultat se joue dans la confrontation psychologique.

Engagement au milieu des populations, vie économique et politique à relancer, légitimité de l'action sont autant d'arguments qui nous conduisent à faire l'usage d'une force qui soit plus que jamais proportionnée et juste. La destruction ne doit pas être exclue : elle constitue encore un moyen d'action à notre disposition. Mais en dehors du fait qu'elle doit être bien mesurée dans ses conséquences, elle doit aussi être précise, circonscrite à l'objectif visé et limiter sinon exclure les dommages dits collatéraux.

Les effets des armes doivent pouvoir être gradués pour faire face à la multiplicité des menaces :

- ☞ nos armes doivent nous permettre de dissuader, de riposter à un adversaire du même pied, de contrôler une foule aux mains nues (selon l'expression d'un journaliste de Côte-d'Ivoire) d'avoir une solution quand nous faisons face à des enfants soldats.
- ☞ elles doivent aussi nous permettre les changements de posture immédiats, qu'il s'agisse de durcir le ton quand la violence se déchaîne ou l'inverse de revenir à un contexte apaisé.

5. Le contrôle du milieu, mode d'action prioritaire

L'emploi de la force s'appliquant, essentiellement, dans le champ des sociétés humaines, c'est dans le milieu terrestre qu'il trouve, par une présence durable, son domaine d'application principal. C'est dans le milieu terrestre que se nouent et se dénouent les crises. C'est au sol, physiquement, au contact des autres protagonistes, que l'action engagée porte ses fruits.

Cela passe par le contrôle continu de l'environnement, contrôle qui constitue le lien entre le succès militaire, le KO tactique de la phase d'intervention et la phase de normalisation, exploitation du succès stratégique. C'est bien le cœur et l'essence de la phase de stabilisation, et c'est un passage long, nécessairement long. Il vise à manifester la présence de la force au sein de la population et à assurer l'ordre public, à dissuader l'adversaire en le privant de sa liberté d'action pour prévenir l'émergence de nouvelles menaces, à rechercher l'adversaire et à le neutraliser, à actualiser les informations sur le milieu humain et à juger du niveau d'acceptation par la population. Les forces terrestres battent la campagne sur des zones de plus en plus vastes. Souvent concentrées sur des objectifs militaires dans la phase d'intervention, elles doivent ensuite étendre leur

action dans des proportions considérables. Se mouvant au sol ou dans les airs, basculant efforts et unités, les armées doivent conserver une liberté d'action essentielle.

Mais l'effort principal est bien de prendre, tenir et maîtriser la ville. Champ de bataille privilégié de la guerre asymétrique, elle est le dernier maquis où l'adversaire peut espérer vaincre ou résister à une armée moderne. Il y trouve un terrain propice et des soutiens nombreux. Attentats, embuscades, harcèlement, tirs isolés, engins explosifs improvisés, infiltration, désinformation ou mouvement de foule sont les armes qu'il emploie et contre lesquelles il s'agit de lutter et de se garder. Le quadrillage systématique est pour nous impossible, en raison d'effectifs toujours comptés : il fragilise les dispositifs et épuise les forces. Il ne faut donc chercher à contrôler que ce qui est strictement nécessaire, en concédant à l'adversaire, ponctuellement et localement, des zones de libre circulation.

6. La primauté du renseignement

Si dans la guerre conventionnelle l'action l'emporte sur le renseignement, dans la phase de stabilisation, contre l'ennemi asymétrique, ce rapport s'inverse au large bénéfice du second. Le contrôle du milieu passe par la primauté du renseignement. Et le temps n'ayant dans cette phase qu'une importance relative, c'est davantage dans la capacité d'analyse, dans la capacité à identifier les réseaux, à comprendre les interactions et les intentions que doit porter notre effort.

Par ailleurs, sur un adversaire qui se dissimule, c'est bien le renseignement humain qui reprend le dessus, même si cela n'exclut pas de compléter cette action par des capacités techniques que peuvent apporter les capteurs fixes, le drone, l'avion ou le satellite. Dans les espaces ouverts, on cherchera à surveiller les points de passage obligé et les zones caractéristiques, on cherchera à déceler les endroits où se déroulent les activités anormales. Bases logistiques, camps d'entraînement, lieux de racket et d'entrave à la libre circulation figurent parmi les objectifs principaux des plans de recherche du renseignement.

Dans les zones de concentration, zones urbaines en particulier, c'est davantage sur l'identification des personnes et sur la détection des indices d'actions terroristes que nous devons porter notre effort. Tout le défi qui nous oppose à l'ennemi asymétrique, terrorisme ou guérilla, est bien d'intervenir avant l'action adverse. Qu'il s'agisse de « sniping » ou d'attentats à l'explosif, l'objectif est de prévenir et non de guérir. Car, au-delà des simples résultats quantitatifs en nombre de victimes, l'impact sur le sentiment d'insécurité et les développements réalisés dans la presse conduisent inexorablement à la perte de légitimité de la force, entraînant avec elle la crédibilité politique de l'intervention.

Conclusion

La guerre contre l'asymétrie ne peut pas, ne doit pas être déconnectée du contexte dans lequel elle se développe : déliquescence de l'État, création de contre-pouvoirs radicaux, populations omniprésentes en quête d'une situation meilleure. Comme le chirurgien dans le traitement d'une maladie grave, il s'agit pour les forces, avec discernement, d'éradiquer les cellules atteintes tout en respectant et préservant les cellules saines. Parallèlement, en s'appuyant chaque fois que nécessaire sur les spécialistes, il faut redonner au patient la force physique et morale, sans jamais perdre de vue qu'il n'existe pas un modèle unique de patient mais que chacun réagit selon sa propre constitution. Je vous remercie. ●

QUESTIONS - RÉPONSES des ateliers du 4 juillet 2006



Photo : Sgt Defente

Le capitaine Laurent Levitte,
Escadron de chasse 1/7
à Saint-Dizier.

? **Capitaine Levitte, Escadron de chasse 1/7 à Saint-Dizier** : J'aimerais focaliser le débat sur le théâtre d'Afghanistan. L'histoire des soixante dernières années montre que les guerres dites de quatrième génération apparaissent comme le mode d'action le plus efficace contre les forces occidentales : le conflit russo-afghan, le Viêtnam, l'Indochine en sont l'illustration. En 2006, soit cinq ans après *Enduring Freedom*, on observe ces dernières semaines un regain d'activité des talibans dans le Sud du pays, où ils semblent bénéficier de tous les atouts : la zone tribale est devenue leur sanctuaire et le soutien des populations leur est de plus en plus acquis, si bien que, selon les rapports, les forces terrestres de la coalition sont contraintes de rester cantonnées dans leur camp. Par ailleurs, les talibans utilisent parfaitement Internet et les médias, armes de persuasion massive s'il en est, en manipulant l'information sur le mode émotionnel. En l'absence d'échéances électorales proches, le temps joue pour eux et, grâce à la drogue (plus de 80% de l'opium livré en Occident serait d'origine afghane), leur financement est assuré. Enfin, l'absence traditionnelle d'un pouvoir central fort leur laisse le champ libre. Ma question est alors la suivante : nos forces armées peuvent-elles, à elles seules, gagner ce conflit de quatrième génération, tel qu'il se livre présentement en Afghanistan ?

- ✓ **Modérateur (Étienne de Durand)** : En attendant la réponse à cette question, je voudrais en adresser une autre au général Paris : vous avez mentionné le rôle des *Stinger* ; pensez-vous que leur arrivée en 1985-1986 a marqué, au niveau tactique, un véritable basculement du conflit ? D'autres questions, je vous en prie ?
- ? **Aspirant Auny (Service historique de la Défense)** : Par rapport au binôme forces spéciales/appui aérien, quels sont les problèmes d'interopérabilité avec les Américains, surtout en matière de communication ?
- ✓ **Général Paris** : En ce qui concerne les talibans, votre analyse est exacte : je ne pense pas qu'on puisse gagner ce genre de guerre, parce que, comme vous l'avez dit, le temps joue pour l'adversaire et contre nous. Lors de leur campagne en Afghanistan, et forts du succès des interventions limitées qu'ils avaient opérées en Hongrie et en Tchécoslovaquie, les Soviétiques ont cru, en bons marxistes qu'ils étaient à l'époque, qu'ils allaient facilement régler la question afghane. De même, avec notre système de pensée occidental (marqué par le pragmatisme anglo-saxon) nous nous sommes trompés, faute de comprendre la mentalité de l'adversaire. Quant au *Stinger*, c'est l'arme par excellence du conflit asymétrique : facile à manier, même pour un combattant quasi inculte, le *Stinger* restreignait l'efficacité des hélicoptères soviétiques, d'une part en les obligeant à prendre de l'altitude, d'autre part en nécessitant de les équiper d'un blindage ventral, d'où perte de manœuvrabilité et de rayon d'action. Ce n'est



Photo : Sgt Defente

William Dean, professeur d'histoire militaire à l'*Air Command and Staff College* (Maxwell AFB, Alabama)

néanmoins pas la cause première de la défaite des Soviétiques, mais cela y a indubitablement contribué. Au bout d'un an de guerre, dès 1981, ayant compris qu'il ne s'agissait pas d'une intervention limitée, ils ouvrirent alors, les négociations avec les Américains pour se sortir de ce guêpier dans lequel ils s'étaient eux-mêmes jetés. Mieux, on peut dater de cette époque le signal de la chute de l'URSS ; plutôt que de remettre en cause le dogme marxiste, ils déduisirent que leurs déboires étaient imputables à une erreur d'application de leur doctrine. Pour éviter des conflits interminables, nous devons éviter de transposer tels quels nos systèmes de réflexion : en Afghanistan, la dimension idéologique des talibans n'est pas maîtrisable et il faut adapter nos doctrines à ce contexte. Sinon, le conflit peut se prolonger indéfiniment.

- ✓ **Modérateur** : Je ne partage pas entièrement votre point de vue. Quel que soit l'apport financier de la drogue, il reste inférieur à l'aide militaire fournie aux moudjahidin dans les années 1980 par les États-Unis et l'Arabie Saoudite (500 millions de dollars chacun). Toutefois, les Soviétiques (du moins selon les auteurs américains) ont pu opérer à peu près librement grâce aux hélicoptères, en combinant l'action d'une force terrestre et d'éléments hélicoptérés sur les hauteurs pour prendre en tenaille l'adversaire (Massoud lui-même y a échappé de justesse à plusieurs reprises). À partir de l'arrivée des *Stinger*, associés à une aide massive, la situation s'est détériorée pour les Soviétiques, si l'on en croit les sources anglo-saxonnes.

Pour résumer, c'est à des opérations de longue durée qu'il faut se résoudre dans ces contextes, à moins de reconnaître notre impuissance à intervenir dans les conflits contemporains.

Dans le cas de l'Afghanistan, apportons toutefois quelques nuances : les talibans n'ont pas l'appui de toute la population, mais seulement d'une partie de la zone pachtoune ; donc ils n'ont aucune chance, par exemple, de prendre Kaboul. Certes, la situation se dégrade actuellement en Afghanistan, mais nous ne sommes pas dans la même position que les Soviétiques dans les années 1980.

- ? **Lieutenant-colonel Renon** : Si on vise à l'interopérabilité totale avec les Américains, il faudrait n'acheter que du matériel américain. En revanche, dans le domaine des communications, il existe des moyens satellite et HF sécurisés (en tout cas pour les forces spéciales) complètement interopérables avec ceux des Américains sur le terrain. S'agissant de la composante aérienne, les enseignements des opérations *Serpentine* précédentes ont contribué à rendre interopérables les aéronefs français, capables à présent de frapper au profit de la coalition sans guidage au sol français comme cela s'est produit la semaine dernière. Pour conclure, oui, nous sommes interopérables.



Photo : Sgt Defente

Le général Desportes, commandant le CDEF.

- ✓ **William Dean, professeur d'histoire militaire à l'Air Command and Staff College (Maxwell AFB, Alabama) :** Je voudrais mettre l'accent sur la question des rapports entre la technique et le commandement, à travers l'exemple de la bataille de *Roberts Ridge* [NDLR : pour le dispositif français, l'opération *Anaconda*]. Selon l'implantation de leurs QG respectifs – de la Floride à l'Afghanistan – neuf fuseaux horaires au total séparent le chef du dispositif terre, celui des unités aériennes, et celui qui commande l'ensemble de ces forces : une telle extension complique notablement la planification d'opérations synchronisées. De plus, le général Michael Hoseley, chef du CAOC, n'est prévenu par le général Hagenbeck, que 24 h avant le début de l'opération alors qu'il faut 72 h pour préparer un ATO (Air Tasking Order).

Dans ce type de terrain, l'emploi des hélicoptères est difficile. Le problème de leur efficacité dans une atmosphère montagnarde à l'oxygène raréfié se pose aussi : performances moindres, capacité d'emport (en armement et en troupes) réduite...Après de lourdes pertes, l'*Army* doit faire appel à l'*US Air Force*.

Je me dois également de souligner que l'usage quotidien de techniques ultramodernes nous conduit parfois à négliger le sens de l'humain, du contact : il faut rencontrer les combattants, éviter les dissensions personnelles entre les chefs, composer avec les dirigeants politiques – qui, sans considération du décalage horaire, veulent conduire l'opération depuis Washington D.C. –, empêcher la saturation mentale du chef aérien par l'abondance des informations reçues (400 000 par jour dans le centre de combat et de contrôle !) ... Enfin, il est vital, en matière de renseignement, de ne pas se reposer que sur la technique et d'apprécier à sa juste valeur le renseignement humain.

- ✓ **Général Desportes :** Pour compléter la réponse à la question posée par le capitaine Levitte, je suis convaincu que personne ne réglera la situation afghane par des moyens purement militaires. Ce qui importe, en l'espèce, ce ne sont pas les modalités, et encore moins les capacités, mais la finalité, c'est-à-dire le rétablissement d'une condition sécuritaire qui permette d'instaurer un État afghan - qui ne sera pas forcément démocratique (là n'est pas la question) mais qui évite l'émergence de formes de terrorisme anti-occidental ; la finalité, c'est la reconstruction de l'État de droit (fût-il imparfait). Pour ce faire, il est évident que, si les moyens militaires sont absolument nécessaires lors de la première phase de l'intervention, ils ont toujours un rôle à jouer pendant la phase de stabilisation, avant de s'effacer progressivement pour aboutir à la phase de normalisation, où ce seront les autres lignes d'opération (pour reprendre le terme de Jomini) qui vont œuvrer en vue d'atteindre l'objectif final : les lignes d'opération diplomatique, juridique, économique, sécuritaire... Les moyens militaires n'étant pas suffisants, bien qu'indispensables, il nous faut apprendre à passer la main, progressivement, à toutes les autres instances qui vont terminer le travail sur le terrain ; il nous faut apprendre à coopérer de



Photo : Sgt Defente

Le colonel Gilles Michel,
(EMO AIR).

manière à maîtriser la violence, tout en restant en mesure d'y recourir si besoin pour parvenir à cette dernière phase qui permettra de résoudre les difficultés*. Donc, mon capitaine, vous avez raison : les moyens militaires sont tout à fait insuffisants pour régler le genre de crises auxquelles nous sommes confrontés de nos jours. C'est pour cela qu'en Afghanistan, l'OTAN a mis sur pied les Provincial Reconstruction Team (PRT) qui marchent plus ou moins bien.

- ✓ **Général Paris** : Je voudrais ajouter une remarque : en prospective politico-militaire à propos de l'Afghanistan, on a formulé quantité d'hypothèses sauf celle qui prévalut - le maintien au pouvoir, durant un peu plus de deux ans, du régime communiste Najibullah en dépit des efforts de la résistance afghane soutenue par le Pakistan. On peut alors se demander si, à l'époque, les Occidentaux, et notamment les Américains, n'auraient pas été plus avisés de négocier avec le parti au pouvoir de manière à aboutir à un régime stable plutôt que de frayer, par leur politique, le chemin aux talibans. Il est vrai que l'alliance avec l'islam fut dans la politique américaine une constante de longue durée.

- ? **Colonel Michel** : Je m'étonne quelque peu que l'on semble suggérer que les opérations aéroterrestres sont une manœuvre aisée, et je tiens à signaler qu'il s'agit en réalité d'un prodigieux défi. Cela dit, pourquoi l'exemple de l'Afghanistan est-il bien choisi pour évoquer ce sujet ?

Parce que si en Bosnie, par exemple, la force terrestre peut s'estimer capable de maîtriser un pont, une ville..., grâce à ses blindés et à ses moyens lourds, en revanche, en Afghanistan la nature du terrain fait que, lors de leurs déplacements, les troupes à terre sont sur un pied d'égalité avec les talibans. Ils sont alors contraints de quitter leurs montagnes, si bien que l'on peut alors mener des actions aéroterrestres.

Par ailleurs, ces opérations aéroterrestres en Afghanistan ont nécessité la mise en place de moyens techniques et de chaînes de commandement très élaborés. Cette expérience a bouleversé notre manière de concevoir les opérations. La question se pose de savoir jusqu'où il faut aller et si ces techniques vont permettre de traiter tous les conflits. Grâce à leur expérience afghane, les Américains ont décidé de ne pas convoier d'unités blindées lourdes en Irak, mais des forces légères dont l'appui feu serait fourni par l'arme aérienne.

- ✓ **Colonel Noël** : Effectivement, c'est tout sauf facile. Malgré le volume et la modernité de leurs moyens, les Israéliens ont par exemple subi des échecs, provoqué des dommages collatéraux, et ont même été amenés à revoir régulièrement leurs modes d'action pour les améliorer. Aujourd'hui, seules quelques armées parviennent à maîtriser le temps court et le temps long.

*C'est pour cela qu'en Afghanistan, l'OTAN a mis sur pied les *Provincial Reconstruction Team* (PRT) qui marchent plus ou moins bien.

- ✓ **Modérateur** : Avant de passer la parole au général Desportes, je remarquerai que, très souvent, le problème, face à une insurrection, est que l'on n'a pas de cible à proprement parler ; quelle que soit la puissance de feu, on ne parviendra jamais à éradiquer la guérilla dans sa totalité, même après des décennies de combats. La solution est donc bien de nature stratégique.

On ne doit cependant pas sous-estimer les aspects psychologiques de l'arme aérienne, aspects fondamentaux sur lesquels ne se penchent guère les doctrines (bien qu'aux États-Unis on commence à parler d'*Air presence*).

- ✓ **Général Desportes** : Permettez-moi de revenir sur l'exemple de la Task Force des Marines qui, en 2001, débarqua en Afghanistan, car cela montre bien la complémentarité en même temps que les limites des différentes armes.

Suivant les ordres de M. Rumsfeld, ces troupes sont parties sans artillerie, le rôle de soutien étant dévolu à l'aviation, afin d'alléger ce dispositif dont la mission exigeait une projection assez profonde dans ce territoire éloigné de la mer. Mais très rapidement le commandant du *Marine Corps* a fait revenir son artillerie, mortiers compris, leur cadence de feu moyenne se révélant mieux adaptée à l'opération (de l'ordre d'une minute) que celle d'une plate-forme aérienne (une vingtaine de minutes). Autrement dit, et sans dénier l'efficacité, même en milieu urbain, des frappes air-sol, ces méthodes, comme l'ont démontré les combats de Falloujah, ne sont pas équivalentes mais bien plutôt complémentaires.

- ✓ **Colonel Noël** : L'alliance entre forces spéciales et puissance aérienne n'a été que très peu utilisée au Kosovo, on la pratique en Afghanistan, mais ce n'est pas une méthode récente, puisqu'on y recourait déjà au Vietnam. Il ne s'agit donc que d'une remise au goût du jour d'un procédé qui en aucun cas n'a vu le jour au XXI^e siècle.

Cela dit, posons la question fondamentale des effets psychologiques de l'arme aérienne. Cet aspect, hélas est trop souvent absent des réflexions doctrinales. J'insiste : le raisonnement doit s'appuyer sur cette réalité mal connue. Les bombardements stratégiques ne reposent pas seulement sur les effets physiques, mais aussi sur le choc psychologique : excédée et épuisée par les destructions de son territoire, par les deuils et les souffrances, la population peut en venir à faire pression sur ses dirigeants pour les contraindre à demander grâce.

Or, les études sur les effets psychologiques des bombardements sont malheureusement assez rares, et relativement anciennes, malgré le regain d'intérêt dont l'*Air presence* fait l'objet aux États-Unis. La principale difficulté réside dans la quasi-impossibilité de mesurer ces effets : parfois, au lieu de capituler, la population durcit son attitude, quelquefois des troupes sur le terrain ont tendance à se rendre rapidement. Comme chaque fois que l'on doit composer avec le facteur humain, la planification (démarche logique s'il en est !) se heurte à l'inconnu. Mais, pour malaisé qu'il soit à quantifier, cet effet psychologique est à intégrer impérativement dans notre processus. Voilà pourquoi nous nous devons d'investir ce domaine mouvant, où se combinent les variables psychologiques, culturelles, sociales... Dans cette optique, l'expérience du terrain dont bénéficie l'armée de terre offre une riche source d'enseignements.

- ✓ **Modérateur** : À ce stade du débat, ne perdons pas de vue la distinction très nette entre les opérations de combat proprement dites (*Enduring Freedom* en 2001-2002 dans le Sud-Est de l'Afghanistan) et l'opération de stabilisation en cours depuis 2002 dans le reste du pays :

les problématiques en sont différentes, et les rôles respectifs des forces terrestres et aériennes ne sont pas identiques, ainsi que l'a montré le colonel Noël.

- ? **Bernard Bombeau (Air et Cosmos)** : Du point de vue de l'aspect opérationnel, et selon certains propos qui se sont tenus dans cette salle, on retire l'impression que nous avons les moyens de contribuer efficacement à cette guerre lointaine : est-ce une certitude ? Disposons-nous aujourd'hui de toutes ces techniques, en termes de liaisons, de systèmes, d'armements ? Par exemple, les Américains sont dotés de moyens de communication en temps réel qui transmettent directement, aux troupes au sol, des images permettant des identifications. À ma connaissance, tel n'est pas notre cas : en avons-nous besoin, ou pourrions-nous nous en passer ? Quant à la coordination des actions entre les troupes terrestres et les éléments aériens, est-elle suffisante aujourd'hui, ou peut-on encore améliorer cette boucle courte ?
- ✓ **Lieutenant-colonel Renon** : En effet, tout repose sur les moyens de transmission pour que l'équipage de l'avion et l'équipe au sol bénéficient de la même vision du théâtre. Nous n'en disposons pas vraiment, mais les évolutions en cours devraient satisfaire à court terme cette ambition, notamment grâce au système IDM (*Improve Data Modem*) actuellement étudié au CEAM et qui va être intégré sur le *Mirage 2000 D*. Le *CPA 10* sera également doté de ce modem.

Avec les moyens disponibles aujourd'hui, une équipe sur le terrain, au milieu des montagnes, est capable de transférer vers Douchanbé des données cartographiques, de l'imagerie, ou de simples éléments complétant une image déjà détenue par l'escadron. Ce n'est pas encore possible lorsque l'avion est en vol, et on opère par liaison vocale. Grâce à l'IDM il devient possible de transférer l'image vers l'avion et inversement. Cette boucle qui peut être courte (entre le terrain et l'avion) ou un peu plus grande (entre le terrain, l'avion et Douchanbé), qui peut encore s'élargir lorsqu'on demande des images *Hélios* au Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CF3I) à Creil, toutes ces boucles concentriques, nous en avons réellement besoin pour créer et entretenir, entre les forces spéciales et l'arme aérienne, ce lien faute duquel chacun combat isolément, au détriment de l'efficacité. D'où l'intérêt de conserver ce lien, de le renforcer, de l'améliorer. Lorsque l'on dit « ça ne sert à rien de tuer dix talibans parce que le lendemain, dix autres se lèveront », c'est une vision pas forcément erronée de la situation. Sur le terrain, l'emploi de l'arme aérienne sert aussi à sauver la vie de nos gars qui recherchent le renseignement. Et lorsque je mentionne l'arme aérienne, je l'entends dans un sens global : j'y inclus les satellites, les drones, et tous les types d'aéronefs, hélicoptères compris.

Enfin, je me permets de préciser qu'aux États-Unis, en matière de liaisons air-sol, le problème n'est pas seulement technique : les *Marines* chargés de cette mission sont beaucoup plus performants que leurs homologues de l'armée de terre, car l'entraînement est un facteur déterminant. Du reste, le niveau de l'armée de terre américaine a nettement progressé en Afghanistan grâce à l'expérience acquise lors des opérations antérieures, tout en restant (selon mes sources) inférieur en la matière à celui des *Marines*. C'est pourquoi les équipes au sol doivent être constituées de « professionnels » du domaine considéré. Ainsi, aujourd'hui, les équipes du *CPA 10* travaillent quotidiennement avec des escadrons français, au point qu'en Afghanistan les fusiliers-commandos savent reconnaître à la voix les pilotes qui les survolent : la preuve qu'il existe une authentique complicité entre les deux entités. ●



Allocution de clôture

– par le général Gaviard, conseiller du gouvernement pour la défense –

Les différentes présentations ont été claires. Je voudrais simplement essayer d'élargir le débat. Je prononcerai donc quelques mots sur les interventions avant de conclure.

Le lieutenant-colonel Renon, a montré que les forces spéciales et l'aviation de combat forment, désormais, un couple qui fonctionne. Je souhaiterais juste citer un exemple concret pour renforcer ce constat : en son temps, l'état-major de l'armée de l'air avait insisté pour projeter en Afghanistan des Mirage 2000D et des FICR, aujourd'hui, c'est le commandement des opérations spéciales qui demande systématiquement ce soutien aérien. Les forces spéciales sont, en effet, très légères et très démunies en matière de soutien lourd. Le lieutenant-colonel Renon a raison de souligner ce point essentiel. Par delà l'action offensive des moyens aériens, il faut aussi pouvoir aider nos soldats quand ils sont pris à partie, surtout quand ils sont isolés au fond d'un territoire hostile avec uniquement des moyens légers pour se défendre.

Des interventions des colonels Destribats et Noël en charge de la doctrine, respectivement au sein de l'armée de terre et de l'armée de l'air, je retiendrai quelques points particuliers. Je crois que ce qui est très intéressant dans les propos du colonel Noël, c'est de constater que les aviateurs qui, se cantonnaient hier dans la technique développent aujourd'hui un concept et des doctrines d'emploi de l'arme aérienne. Ainsi, il a été montré que la force aérienne n'est pas destinée simplement à frapper et à détruire, mais qu'elle peut intervenir, par exemple, suivant des modes d'action psychologique. Il faut poursuivre dans cette voie.

Le colonel Destribats a rappelé que l'homme doit rester au centre des opérations surtout en phase de stabilisation. Je suis totalement d'accord. C'est un fait vérifié au Kosovo, en Bosnie, en Afghanistan et en Côte d'Ivoire. Vous avez souligné, mon colonel, la large palette des différents modes d'action que doit pouvoir utiliser un soldat sur le terrain, surtout s'il doit évoluer très rapidement d'une phase calme à une phase très agitée et risquée, comme on peut le voir sur de nombreux théâtres. Je voudrais juste rappeler qu'il ne faut pas, pour autant, exclure trop rapidement l'aviation de combat, même en phase de stabilisation. On a vu en Bosnie, par exemple, qu'il a fallu garder en alerte, pendant de très nombreuses années des avions de combats pour dissuader toute velléité de reprise des hostilités.

En conclusion partielle, je pense que l'on ne peut plus « phaser » les interventions par type de composante, mais qu'il est nécessaire de les utiliser d'une manière très complémentaire en fonction d'un but stratégique affiché. En fait, l'ensemble des composantes est nécessaire et on ne peut pas en écarter une par rapport à une autre.

Je voudrais citer deux exemples très parlant : au Kosovo, au printemps 1999, avec beaucoup d'arrogance, les « aviateurs » prétendaient régler la guerre sur place, seuls et rapidement. Les opérations ont duré 90 jours et quelques chars seulement ont pu être détruits. Certes les bombardements ont participé à l'effondrement du régime, mais si on avait utilisé alors les forces spéciales et l'UCK¹ en complément des moyens aériens, les résultats auraient été atteints beaucoup plus rapidement et avec une plus grande efficacité². Le dernier exemple est celui que William Dean, ici présent, a cité, il y a quelques minutes. En mars 2002, en Afghanistan le général Paul T. Mikolashek, commandant le *Combined Forces Land Component Command* (CFLCC)³ avait



Photo : Sgt Defente

Le général Gaviard, conseiller du gouvernement pour la défense.

effectivement monté une opération exclusivement terrestre sans l'appui et la couverture des appareils de combat de l'armée de l'air. Le commandant de la composante aérienne, le général T. Buzz Moseley, alors en déplacement au Qatar ou au Koweït, n'était pas informé de cette opération et devint fou furieux, quand il en prit connaissance. Cette opération sans couverture aérienne se solda, en effet, rapidement par la destruction de nombreux hélicoptères de combat et la perte de plusieurs soldats. La conclusion est évidente : on ne peut pas se priver, quelque soit le type de conflit, des capacités offertes par l'ensemble des composantes, même si toutes n'apparaissent pas, au départ de l'action, strictement nécessaires.

À ce stade, je souhaiterais élargir le débat. On a longuement évoqué, et c'était le centre du sujet, les opérations aéro-terrestres, mais on pourrait aussi débattre des opérations amphibies aéroportées, ou de renseignement. Dans ce cadre, je voudrais évoquer le soutien indispensable lié à la mise en réseau des différents centres de commandement qui permet d'obtenir un travail collaboratif efficace entre les différentes composantes. En effet, la maîtrise de l'information permet d'utiliser toutes les composantes et ainsi de rejeter le concept d'opération à « dominante » terre, air ou mer. Il s'agit alors d'un travail en totale complémentarité, parce que l'ouverture des différents réseaux autorise un travail totalement collaboratif. Par ailleurs, l'information est plus fluide et c'est un élément primordial, quand on sait que l'adversaire, dans le cas du terrorisme, par exemple décide où et quand il interviendra.

La mise en réseau ouvert est un préalable indispensable aujourd'hui pour mener des opérations interarmées et multinationales. Il existera donc dans les années à venir, des nations capables de participer au premier niveau d'intervention et de décision – car possédant les capacités de travail en réseau – et les nations qui n'auront pas cette capacité et seront tenues à des missions secondaires et seront écartées de fait des décisions stratégiques.

Dans ce domaine, et c'est l'analyse que j'en fait au travers de la mission que m'a confiée madame le ministre de la Défense, notre pays a tous les atouts pour posséder rapidement cette capacité. En effet, si la marine et l'armée de l'air travaillent en réseau depuis de nombreuses années, l'armée de terre avance très vite sur ce sujet dans le cadre de la numérisation de l'espace de bataille (NEB). Ainsi les deux premières brigades seront opérationnelles en 2009, les deux suivantes en 2011 et les dernières en 2014.

Aujourd'hui, on ne peut se passer de ces systèmes d'information et de communication modernes (SIC) tant pour des raisons opérationnelles que d'interopérabilité. Il faut donc conti-

1. UCK : *Ushtria Clirimtare ë Kosovës* – armée de libération du Kosovo.
2. Voir à ce propos, général Jean-patrick Gaviard, « Le commandement air, poste clé auprès du commandement interarmées de théâtre », *Penser les ailes françaises*, n° 6, juin 2005, p. 40 à 44.
3. Commandant les opérations terrestres.

nuer à développer les technologies associées, c'est-à-dire, à travailler sur des socles techniques communs de communication pour qu'au travers d'applicatifs métiers les différentes composantes puissent communiquer librement entre elles. En France, le résultat technique est attendu aussi pour 2009.

Communiquer librement, sans bulle étanche, est essentiel. Planifier efficacement, en particulier les opérations futures, est également indispensable. Car planifier efficacement une phase de stabilisation, par exemple, permet d'éviter un échec par la suite. Dans ce domaine, la France est en bonne place également, comme en témoigne sa participation à MNE04 (*Multinational Experiment 04*), en particulier, aux côtés des Américains. Cet exercice complexe était, en effet, centré sur les planifications des opérations asymétriques. Un point très intéressant concernait la mise en oeuvre de banques de données relatives à la compréhension des comportements humains sur des théâtres lointains comme cela peut l'être aujourd'hui en Afghanistan. Cette compréhension est un préalable indispensable à une planification efficace.

Il importe donc, on l'a compris, de planifier des opérations par rapport à un effet stratégique déterminé avec des outils adaptés aux conflits principalement asymétriques et sur des théâtres d'opération éloignés. On ne peut, en effet, réduire des opérations face à des actes terroristes à des opérations en temps réel suivant le principe du TST (*Time-Sensitive Targeting*). Il faut certes savoir travailler en boucle très courte, mais il est aussi indispensable de planifier et de travailler en « temps utile »⁴.

En conclusion, la mise en réseau permettra aux différentes composantes de comprendre qu'elles ont besoin les unes des autres au moyen d'un travail collaboratif efficace, centré sur des effets recherchés et clairement définis. Ainsi, les modes d'action proposés seront plus diversifiés et comprendront par exemple des actions centrées sur les opérations psychologiques ou d'information. On notera que nos adversaires savent, d'ailleurs, utiliser ces modes d'action. Dans le cadre de la maîtrise de l'information, socle indispensable de l'interarmisation, la France dispose de tous les moyens pour, en 2009, répondre à ce besoin, si on lui demande d'intervenir au profit de l'Union Européenne ou de l'OTAN. ●



Photo : Sgt Defente

4. Sur les notions de temps « utile » et de temps « réel », voir l'article du général Gaviard, « Représentation opérationnelle partagée et pertinente ou ROPP », *Penser les ailes françaises*, n° 11, octobre 2006, pp. 4 à 10.

Un exemple d'opération en réseau : l'appui feu rapproché en combat urbain

par le général de corps aérien(2^eS) Asencio,
chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

L'arme aérienne, utilisée pour l'appui feu rapproché, s'est constamment développée dans le souci constant d'une précision toujours plus grande. Cependant, l'engagement de la force aérienne en milieu urbain, aujourd'hui considéré comme la première manifestation d'un conflit asymétrique, rencontre des contraintes sévères. Éclairages sur des défis opérationnels et techniques et éléments de réponses...

Introduction

Dans les guerres, les conflits et les crises, on a depuis très longtemps utilisé l'arme aérienne en appui feu rapproché pour aider ou desserrer l'étau sur les troupes au sol. Ce concept d'appui feu aérien de proximité, *Close Air Support* (CAS) pour les Anglo-Saxons, a démontré son utilité et son efficacité en espace ouvert pour permettre aux forces au sol de se désengager. Dans les crises récentes d'Afghanistan et d'Irak, de nouvelles données sont venues perturber ce bel arrangement rodé et huilé depuis fort longtemps. Le combat aujourd'hui s'est non seulement déplacé en zone urbaine mais il faut faire face à des groupuscules déterminés, légers et mobiles, bénéficiant au moins de la neutralité de la population. Avec la reprise des villes de Bagdad et de Falloudja en Irak par les Américains, on a vu apparaître une utilisation particulière de l'arme aérienne dans son assistance aux troupes au sol. L'appui feu rapproché en milieu urbain ou « *Urban close air support* » a été pratiqué mais avec une recherche dans la précision des frappes et l'utilisation intensive des réseaux d'information. Le but de cet article est de faire un point sur les problèmes que peut poser l'application de ce concept pour les armées occidentales et en particulier les armées françaises.

La spécificité du milieu urbain

L'emploi d'un terrain défavorable pour l'adversaire a toujours été un moyen de compenser ses propres faiblesses et de réduire l'avantage des forces ennemies. Lui imposer un maximum d'élongation dans ses mouvements de transfert limite le temps de présence sur zone et l'utilisation optimale de la force. Lors des guerres de décolonisation (Indochine, Algérie) de petits groupes parcourant les espaces ouverts (jungle ou djebel) étaient déjà assez difficiles à éliminer en profitant du couvert de la jungle ou des caches dans les montagnes. Aujourd'hui, alors que la guerre se pratique à 75 % dans les villes, cet espace de bataille offre à de petits groupes armés la liberté de manœuvre et la compréhension sinon l'adhésion de la population face à « l'occupant ».

Inversement, pour les forces constituées, le milieu urbain pose des problèmes de franchissement et de visibilité, réduit la mobilité des engins, limite l'efficacité des capteurs en raccourcissant l'espace libre de propagation. Le développement d'obstacles verticaux (tours, immeubles) réduit également l'efficacité des armes et des missiles guidés. De plus, cet espace de combat demande une bonne « maîtrise de la violence » car il est propice aux dommages collatéraux qui sont parfaitement mis à profit par une stratégie médiatique de « victimisation » des populations locales, immédiatement relayée d'ailleurs par l'opinion internationale.



DR

Cette photo prise en Serbie montre la sélectivité d'une attaque aérienne conduite avec des armements de précision.

Les insurgés, mobiles et réactifs, recherchent l'imbrication forte au plus près des dispositifs terrestres adverses en les obligeant à faire appel à l'appui feu d'artillerie ou aérien rapproché dans une zone tampon très étroite et proche des positions amies.

Pour contrer cette mobilité et cette promiscuité, les forces occidentales doivent exercer une surveillance de tous les instants sur zone et en s'efforçant d'écourter au maximum les délais de réponse de la boucle OODA (observation, optimisation, décision et action). Cela suppose de bonnes capacités d'observation, de reconnaissance, de désignation d'objectifs et surtout un bon système fédérateur de communication et d'information qui permette des opérations en réseau.

L'appui aérien

Définitions

Au niveau de l'OTAN, l'*Allied Tactical Publication* (ATP-27) définit les différentes missions incombant aux forces aériennes et parmi elles, on trouve le *Close Air Support*, ou appui feu rapproché en support direct des troupes amies.

L'ATP-63 définit, quant à lui, les procédures et les tactiques à appliquer lors de telles missions. Pour parler de mission CAS, il faut que les troupes amies et ennemies soient assez proches pour qu'une coordination avec la manœuvre terrestre se révèle nécessaire et que la coordination et l'intégration des feux soient assurées.

Dans une mission CAS, le leader de la patrouille aérienne est assisté au sol d'un contrôleur d'appui aérien (CAA) ou *Forward Air Controller* (FAC) qui fait partie d'un *Tactical Air Control Party* (TACP),



En CAS de nuit, on peut utiliser un pointeur infrarouge avec des jumelles de vision de nuit (JVN) pour le pilote. L'armement utilisé est une bombe GBU-12 (500 lbs) ou GBU-24 (2 000 lbs).

équipe chargée des échanges radio, de l'extraction des coordonnées de l'objectif, de l'illumination de la cible et de l'autoprotection de l'équipe. La formation initiale de ces personnels se déroule au Centre de formation à l'appui aérien (CFAA) à Nancy, école de formation franco-allemande, reconnue par l'OTAN. Il existe plusieurs niveaux de qualification : l'opérateur d'appui aérien (OAA), laser ou de désignation ; le contrôleur d'appui aérien (CAA), CAA de jour puis de nuit ; le contrôleur aérien tactique (CTA) qui est un spécialiste éprouvé utilisé dans un centre de commandement.

S'il existe une bijection entre les organisations et les différents niveaux de décision air OTAN et français, depuis le niveau stratégique jusque sur le terrain, les textes nationaux existants ou en préparation sont plus restrictifs dans certains cas (Emergency CAS, par exemple).

Deux types de CAS sont utilisés : le CAS moyenne altitude (à partir de 5 000ft) et le CAS basse ou très basse altitude (< 500ft). Dans le premier cas la supériorité aérienne doit être acquise et les chasseurs restent au-dessus des domaines de tir des systèmes sol/air légers ; la météo doit permettre le tir et ce cas permet un temps sur zone plus important. Si la météo l'impose, s'il y a de fortes défenses sol/air et si l'on recherche l'effet de surprise, on utilisera le CAS très basse altitude mais les aéronefs sont plus vulnérables et le temps sur zone est limité par la charge de travail de l'équipage (surveillance de la menace sol-air et des contre-mesures).

Dans les méthodes de guidage au sol, on distingue le contrôle direct où le FAC a le visuel sur l'objectif, le chasseur et sur les troupes amies dans la zone d'action. Il peut donc assurer la coordination et l'intégration des feux. Dans le contrôle indirect, le FAC ne voit pas l'avion ou la cible. Il travaille, par exemple, sur photos aériennes et autorise l'ouverture du feu uniquement si aucun doute ne subsiste sur l'objectif et les positions des troupes amies. Cette forme de contrôle doit être autorisée par le commandement terrestre.

Armements utilisés

Tous les types de chasseurs utilisent des bombes classiques américaines de 500 livres type *MK 82* qui sont larguées par gravité sans guidage terminal. Avec une précision moyenne de l'ordre de 100 m, il va s'en dire que la mission CAS en milieu urbain ne peut que rarement se satisfaire d'un tel armement qui peut occasionner des dommages collatéraux très importants.

Il lui sera préféré l'armement guidé laser. En espace ouvert, au sol, un laser illumine la cible qui réfléchit une partie de l'énergie incidente. L'aéronef ou le terminal de guidage du corps de bombe acquièrent cette énergie réfléchie et la bombe est larguée en phase balistique mais avec l'autodirecteur verrouillé sur la cible en phase terminale. Le laser illuminateur peut être porté



par l'aéronef tireur, un second aéronef ou opérateur au sol. En CAS de nuit, on peut utiliser un pointeur infrarouge avec des jumelles de vision nocturne (JVN) pour le pilote. L'armement utilisé est une bombe *GBU-12* (500 lbs) ou *GBU-24* (2 000 lbs), cette dernière perforant 3 m de béton mais plutôt réservée aux cibles d'infrastructure importantes. Il y a actuellement une bombe en développement aux États-Unis, la *Small Diameter Bomb* (SDB) ou *GBU-39* de 113 kg (250 livres) avec une charge militaire de 22 kg qui peut percer 2 m de béton.

En plus des fumées, poussières et autres particules en suspension dans l'atmosphère lors d'un combat urbain, préjudiciables à la propagation du faisceau laser, le développement vertical des immeubles ne permet pas d'atteindre le maximum d'efficacité avec une bombe guidée laser. En effet, elle doit arriver presque à la verticale sur l'objectif, ce qui est incompatible avec une illumination du laser en espace ouvert plutôt rasante. Il faut dans ce cas, tirer ou illuminer au-dessus de l'objectif, le vol stationnaire en hélicoptère ou la conservation d'un angle d'illumination relativement constant en avion étant un gage de réussite du tir. On a noté une forte utilisation d'hélicoptères armés de missiles *Hellfire* dans la bataille de Falloudja.

Les avions de chasse modernes ne peuvent pas être utilisés comme les *JU-87* Stuka en bombardement en piqué, capables d'atteindre un char en mouvement. La solution réside peut-être dans la conception d'armements tirés d'une plate-forme aérienne ou terrestre (avion, hélicoptère, drone ou lance-roquettes) qui puissent rester en orbite autour de l'objectif le temps nécessaire pour le poursuivre, l'identifier positivement, effectuer une ressource puis piquer avec le bon angle d'impact (cas de l'armement *A2-SM*). Il pourrait s'agir en fait d'un UCAV (*unmanned combat aerial vehicle*) capable de persistance sur zone et armé de missiles adaptés au combat urbain, à effets limités mais capables de pénétration dure avant explosion.

Un Urban CAS récent : la bataille de Falloudja

En avril 2004, les Américains ont perdu la première campagne de Falloudja.

Sur le plan stratégique, ils ont perdu la bataille médiatique face aux reportages d'Al-Jazeera qui a présenté le remplacement des Marines américains par une brigade irakienne comme une défaite, même s'il y a eu 600 morts d'un côté et une quarantaine de l'autre.

Au niveau opératif, les autorités centrales irakiennes et les forces de sécurité ont été incapables de sécuriser la zone de Falloudja et la brigade irakienne, inefficace, s'est débandée. Pour les insurgés, le retrait américain a été une victoire.

Au niveau tactique, les sanctuaires et les caches d'armes n'ont pas été touchés et les insurgés sont restés indemnes en essaimant dans les villages voisins.

Les principales raisons de cet échec ont été analysées aux plans politique, stratégique¹ et opératif. En se focalisant sur le plan tactique, les forces de l'USMC avec 1 300 hommes étaient insuffisantes face à 2 000 insurgés bien préparés mais surtout, il n'y avait pas d'appui feu, ni de préparation de planification du champ de bataille (pas de renseignements précis et mis à jour).

Pour la deuxième campagne, en novembre 2004, la phase initiale de préparation a duré d'avril à la fin du mois de septembre avec la préparation de la campagne sur le terrain et le renseignement

1. Ce chapitre est développé dans l'étude « ORC et gestion des crises » de décembre 2005 de M. Asencio et J.-J. Patry (non diffusée à tous).



GBU-38 JDAM de 500 lbs avec une bombe MK-82 avec guidage GPS (précision de 3 à 7 m).

DF

stratégique à froid. Début octobre, intensification des activités de renseignement avec un ciblage précis sur les menaces les plus importantes à réduire lors de l'assaut. Fin octobre, mouvement des forces de la coalition, encerclement de la ville et assaut contre les rebelles fortement retranchés.

Les combinaisons des éléments du renseignement humain avec un réseau d'informateurs dans la ville, de forces spéciales de reconnaissance et des renseignements photo et électronique à partir d'UAV ont été des facteurs importants du succès. Dans cette deuxième opération, les priorités principales étaient données :

- ☞ au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance avec des *UAV Predator* équipés de caméra vidéo combinés avec des *UAV Pionner* (ligne directe entre le centre tactique et les *UAV* et les avions ; 10 équipes de contrôleurs au sol en liaison avec la *Navy* et l'*USAF* ; 24 heures de couverture aérienne). Un *CAOC (Combined Air Operation Center)* focalisé sur l'*ISR (intelligence, surveillance, reconnaissance)* pour couvrir la ville et ses environs.
- ☞ à l'âge du renseignement, à temps et au niveau tactique le plus bas possible (bataillon, section).
- ☞ à la préparation des attaques pré planifiées. Il y a eu digitalisation (très rapide) de 800 immeubles dans une base de données commune incluant les adresses, les coordonnées et les numéros d'habitation des immeubles. Toutes les unités au sol et en l'air disposaient du même outil géo-référencé, à la fenêtre près.
- ☞ à la combinaison d'un *ISR* permanent avec des frappes à la demande. Un *AC-130* était capable de pister, de suivre, d'identifier, de désigner des insurgés et de les détruire. Une attaque à la demande demandait trois minutes pour une frappe grâce à la persistance de moyens aériens au-dessus de la ville.
- ☞ à de nouvelles munitions précises communes : *GBU-38 JDAM* de 250 kg avec une bombe *MK-82* avec guidage GPS (précision de 3 à 7 m). Une tête militaire allégée a été conçue pour réduire l'effet de souffle et les dommages collatéraux en environnement urbain. Un corps de bombe inerte (béton) a été également employé.



En particulier, le NCW a permis d'accomplir les missions principales suivantes :

- ☞ la supériorité aérienne a été permise grâce à un ISR qui a donné le temps d'avoir une compréhension complète de la situation, a permis un travail efficace avec les unités au sol et a autorisé le choix des armes adéquates. L'interdiction des mouvements entre réduits de terroristes, de véhicules de transport d'armes d'une cache à une autre, a été imposé avec des missiles *Hellfire* tirés d'hélicoptères et le CAS urbain (y compris avec des *F-15* au canon).
- ☞ vingt quatre heures de soutien effectif. La déconfliction des plates-formes au-dessus de l'espace urbain a été une des premières tâches assurées par le NCW.
- ☞ l'intégration des forces. Les planificateurs aériens ont organisé pendant cette phase de 24 heures, la couverture des troupes au sol sans interruption. Il y a eu une combinaison de l'USAF, de la Navy, de l'aviation des Marines et des éléments aéroportés de forces spéciales.
- ☞ *straffing et Close Air Support* direct sur la ville avec des *F-15* pour contrecarrer les embuscades au sol ; les attaques directes contre des immeubles individuels au milieu d'une zone peuplée.
- ☞ un nombre de missions ISR important : lors de l'opération *Iraqi Freedom I* sur Bagdad, 12 frappes ont été programmées pour une sortie ISR ; à Falloudja 12 sorties ISR ont été effectuées pour 1 frappe.
- ☞ la première frappe doit être un succès. Les groupuscules d'insurgés étaient identifiés par les troupes au sol, une frappe demandée et la première attaque devait être décisive (immeuble, véhicules, snipers).
- ☞ les frappes doivent être immédiates. Les aviateurs ont été en mesure de suivre des insurgés fuyant un immeuble pris pour cible et de frapper immédiatement les nouvelles positions de repli. La fugacité des cibles est plus marquée que sur les champs de bataille ouverts. Un véhicule léger ou un groupe d'individus en déplacement ne reste que quelques secondes dans le champ d'acquisition d'une arme guidée tirée en *stand-off*.

Falloudja est une petite ville de 300 000 habitants, située à 70 km au sud-ouest de Bagdad, elle avait été en partie désertée par ses habitants puisqu'on estime la population retranchée, au début de l'attaque, à 70 000. Elle ne représentait que 20 km² de surface à traiter, ce qui est relativement restreint pour une opération aéroterrestre. S'il avait fallu se battre pour Bagdad dans les mêmes conditions, il est vraisemblable que l'entreprise aurait été plus difficile, plus longue et plus meurtrière pour les deux camps. Mais la démarche aurait été identique, en compartimentant la zone en quartiers hermétiquement bouclés et en les traitant les uns après les autres.

Les difficultés de l'Urban CAS

L'engagement en zone urbaine est considéré aujourd'hui par les forces occidentales comme la première manifestation d'un conflit asymétrique. D'un point de vue tactique, la ville pose un problème qui n'a pas de solution idéale.

On sait qu'à partir du sol, l'engagement dans un cadre urbain défendu entraîne rapidement une multitude de micro combats tactiques, s'étendant sur quelques dizaines de mètres, micro



DR

La sécurisation des communications avec le contrôleur au sol (G-FAC) est également vitale en mission CAS comme on l'a vu dernièrement en Afghanistan.

manœuvres dévoreuses d'effectifs et de matériels. Le contrôle de la manœuvre opérative d'ensemble devient impossible, faute de coordination suffisante. Il est alors fait appel à l'appui feu direct par l'artillerie terrestre, navale ou le bombardement aérien, sachant que ni l'armée de l'air, ni l'armée de terre ne disposent de solutions miracles pour traiter l'ensemble du problème et qu'il est nécessaire de mener une opération combinée². Et seule l'opération en réseau peut répondre à ce besoin.

L'engagement aérien contemporain sur un centre urbain rencontre cependant des contraintes sévères.

Les feux d'artillerie ou de moyens aériens sont extrêmement difficiles à coordonner dans la zone des 50 m autour des unités amies, en raison des contraintes opérationnelles liées à la présence d'une population non combattante et à la topographie de la ville. Les hélicoptères offrent, certes, une option acceptable, mais ils ne sont pas toujours disponibles et restent vulnérables aux tirs directs, ce qui est toujours le cas en milieu urbain.

Pour les pilotes, l'urban CAS fait apparaître la nécessité absolue d'avoir une identification positive (identification visuelle directe ou électronique par pod d'acquisition) de l'objectif avant tout tir d'armement. Cela implique, comme sur *M-2000D*, une remontée de l'information dans la visualisation cabine du pilote par intégration du capteur optique ou infrarouge du système d'armes de l'avion.

La sécurisation des communications avec le contrôleur au sol (G-FAC) est également vitale en mission CAS comme on l'a vu dernièrement en Afghanistan avec un refus de tir pour cause de défaut d'équipement crypté, la liaison vocale à évocation de fréquence ne suffisant plus. Le travail en ambiance dégradée en mission CAS nécessite de disposer d'une transmission de données permettant d'éviter la perte d'informations capitales pour la réussite de la mission et d'abrèger au strict minimum les échanges verbaux entre l'équipage de l'aéronef et le G-FAC.

Le positionnement des objectifs peut devenir problématique en l'absence de recalage GPS intégré au système d'armes de l'aéronef. La capacité de tir d'armement guidé laser peut, au moins partiellement, régler cette lacune. L'aide de la visualisation d'un écartomètre laser en tête haute permet de vérifier la position de l'objectif et complète la solution. La mise à jour de la carte tactique associée (menaces sol-air, positionnement des forces amies, ...), en visualisation tête basse, est également une nécessité. Il ne faut pas oublier que les seuls standards géo-référencés reconnus CAS sont le *WGS 84* ou les coordonnées *UTM* alors que les systèmes de navigation des aéronefs peuvent utiliser des standards différents. La précision exigée en Urban CAS demande obligatoirement une transformation logicielle.

L'absence d'armement adapté à ce type d'objectif reste à trouver, en dehors de corps de bombes inertes ou lestées de béton. Il existait, il y a une vingtaine d'années, dans l'armée de l'air, des bom-



bes de 125 kg, elles sont toujours en utilisation dans l'aéronautique navale. Les Américains en ont développé une, à guidage terminal laser en moins de six mois, pour répondre à ce besoin et diminuer les dommages collatéraux.

L'adage qui a toujours fait ses preuves : « on combat comme on s'entraîne » prend ici toute sa pertinence et sa raison d'être. Les équipages d'aéronefs et les forces spéciales doivent s'entraîner de façon régulière à la mission d'appui des forces au sol, y compris de nuit et en interarmées, interalliés.

Les réponses à ces défis opérationnels et techniques

Le professionnalisme des équipages et des forces spéciales au sol sera pérennisé par des entraînements réalistes et par des exercices conjoints avec les Américains et les Britanniques. Le savoir-faire existant dans cette capacité, que l'on peut qualifier de nouvelle si on remplace « CAS Urbain » par « CAS de précision » ne doit pas disparaître.

Il existe, d'autre part, des réponses aux défis techniques posés par l'intervention urbaine dans la troisième dimension. Les capteurs d'acquisition et de désignation bi-modes sont connus depuis fort longtemps et ne posent aucun problème d'intégration dans les plates-formes aéronautiques, les seuls freins à cette évolution sont financiers ; il en va de même pour l'écartomètre laser et l'adaptation des armements à cet environnement particulier.

Les réseaux d'information et de communication permettent de réduire les effets de l'asymétrie du combat urbain. Comme on l'a vu dans la bataille de Falloudja, ils permettent au commandement d'appréhender rapidement une vision globale de la situation et pour peu que tous les acteurs se réfèrent à un standard géo-référencé commun, il peut atteindre un niveau de détail inconnu jusqu'ici.

Les réseaux maillés et sans fil ont également assuré au commandement interarmées une couverture en transmissions (radio et données) permanente. Ce dernier a toujours été en mesure de conduire la manœuvre et les éléments sur le terrain capables de l'exécuter.

L'opération en réseau a permis également de combiner les feux de précision, artillerie terrestre intégrée ou aéronefs et de doser ainsi les effets.



DF

Les réseaux ont assuré au commandement interarmées une couverture en transmissions permanente. Ici une vue du Centre d'opérations interarmées (COIA).

Conclusions

Les missions de CAS effectuées dans le cadre d'un combat urbain, diffèrent des missions CAS en terrain ouvert car les objectifs sont de très petites tailles, quelquefois mobiles et très fugitifs, noyés dans un environnement dense avec imbrication de troupes amies et de population civile non combattante. En cas d'erreur, les tirs fratricides et les dommages collatéraux peuvent être très importants. Trouver l'objectif et l'identifier positivement est déjà une première difficulté, le détruire sans dommages collatéraux en est une deuxième.

Tous les vecteurs aériens américains qui effectuent ce type de mission sont équipés de systèmes de navigation très précis qui permettent d'asservir au mieux le conteneur bi modes (TV et IR, IR bi-bandes) d'acquisition et de désignation. La définition et la dynamique de résolution de ces pods embarqués doivent être performantes pour traiter les contrastes thermiques sévères et les spécificités jour/nuit.

L'écartomètre laser est également un élément indispensable car il permet de rallier rapidement le faisceau du pod embarqué sur l'objectif et de le vérifier sur la visualisation « tête haute » du pilote. La transmission par liaison de données réduit considérablement les temps de transmission radio et les risques d'erreurs.

Il va sans dire que ces équipages ne partent pas en mission sans avoir une bonne visualisation de l'objectif grâce à un dossier de renseignement comportant des photographies aériennes ou spatiales géo référencées et renseignées.

Durant la seconde guerre mondiale, on bombardait des villes entières (Londres, Dresde) ; au Viêtnam, on focalisait sur un quartier ; aujourd'hui en Irak ou sur les territoires palestiniens, on traite l'immeuble, voire la fenêtre d'un étage de cet immeuble.

Pour accomplir cette mission extrêmement difficile de CAS de précision, les capteurs et aéronefs français actuels présentent quelques faiblesses : navigation insuffisamment précise, dynamique des capteurs limitée, pas de traitement bi modes, armements mal adaptés, ... mais cela est partiellement compensé quand même par le professionnalisme des équipages de *Mirage 2000-D*, *Mirage 2000-N*, *Mirage F1-CR* et *CT* et des forces spéciales de guidage au sol, sans oublier les *Super Étendard* de la Marine (professionnalisme reconnu par les Américains lors d'exercices conjoints récents).

Il convient dans ces conditions de s'interroger sur l'évolution des systèmes d'armes actuels qui seront amenés à accompagner pendant longtemps encore les plates-formes nouvelles qui arrivent en service opérationnel : le *Rafale*, au standard air-sol (F2), l'hélicoptère de combat TIGRE et plus tard des drones de combat armés. Pour acquérir la pleine et entière capacité de CAS en milieu urbain ou plus exactement, comme le désigne les opérationnels, de « CAS d'extrême précision » il faudra comme pour toute capacité, renforcer, améliorer tout ou partie des cinq ingrédients génériques la constituant : doctrine, organisations, moyens, hommes et soutien.

Cette capacité nouvelle d'appui feu rapproché en théâtre urbain, associée à un effet final recherché, restera longtemps d'actualité puisque aujourd'hui 75 % des combats se déroulent dans les villes et que les demandes de frappes chirurgicales très ciblées sont courantes dans les conflits actuels. Il ne fait aucun doute que cette capacité sera abordée dans les discussions sur la prochaine loi de programmation 2008-2015. ●



Les relations franco-israéliennes dans le domaine de l'aéronautique militaire (1949-1973)¹

par monsieur Adrien Houizot.

Tout au long des années 1950 et 1960, la France et l'État d'Israël entretiennent des relations militaires et diplomatiques particulièrement soutenues. Progressivement, cet axe majeur de la politique étrangère française de l'époque engendre une coopération franco-israélienne tout à fait singulière dans un certain nombre de domaines hautement stratégiques (nucléaire notamment). L'objet de cet article est d'essayer de faire la lumière sur le soutien militaire apporté par la France à son allié israélien dans le domaine aérien. Les livraisons de matériels aéronautiques sont en effet à l'origine des relations franco-israéliennes telles qu'elles se sont épanouies dans leur diversité, et elles le restent jusqu'à la rupture de 1967. La question aérienne, si importante dans le contexte défensif proche-oriental, tient une place absolument prépondérante et conditionne véritablement la nature et l'intensité des relations entre les deux pays, à tel point qu'il n'est pas possible de comprendre « l'idylle » franco-israélienne si l'on en fait abstraction. Bien que le soutien militaire français et les livraisons de matériels aériens constituent la base de ces relations, la coopération « tous azimuts » qui se met progressivement en place (notamment dans les domaines techniques, industriels et du renseignement) en marque l'aboutissement et révèle fondamentalement la singularité de ces échanges.

Introduction

À travers la crise libanaise, l'actualité nous rappelle que les liens entre la France et la région du Levant sont étroits et anciens. En nous limitant à l'époque contemporaine, nous retiendrons simplement qu'ils s'incarnent essentiellement dans le cadre d'une rivalité franco-britannique. C'est durant la première guerre mondiale que se cristallisent ces rapports de force. En 1916, les accords secrets Sykes-Picot, puis la conférence de San Remo de 1920, fixent de manière durable les zones d'influence des deux pays dans la région. La France établit un mandat sur le Liban tandis que la Grande-Bretagne s'implante en Palestine. La France, écartée dès cette époque du jeu palestinien, assiste en spectateur à l'échec de la politique mandataire de la Grande-Bretagne face à la montée en puissance du mouvement sioniste et des premières manifestations du nationalisme arabe.

La seconde guerre mondiale marque véritablement un tournant idéologique en raison du traumatisme provoqué par la Shoah. Dès 1946, la situation insurrectionnelle s'accroissant en Palestine, les difficultés que rencontrent les Britanniques contrastent avec le sentiment de sympathie réciproque qui se développe entre les Sionistes et l'opinion publique française, notamment en raison des combats de la Résistance et de la France Libre contre le nazisme. En 1947, les Anglais se retirent et décident de confier à l'ONU le soin de résoudre le problème palestinien. Les Nations unies proposent la création d'un État juif sous réserve de l'acceptation d'un plan de partage de la Palestine par la communauté internationale. En approuvant favorablement ce plan, la France s'inscrit pour longtemps au Moyen-Orient comme un acteur majeur de la scène internationale.

En mai 1948, au lendemain de l'indépendance d'Israël, les relations du nouvel État avec la France ne sont pourtant pas particulièrement amicales. Cette dernière, influencée par la ligne traditionnellement pro-arabe du Quai d'Orsay, adopte plutôt une politique de conciliation du nationalisme arabe et voit dans le sionisme une entreprise concurrente qui revendique un territoire sur lequel ses intérêts sont

1. Cet article constitue une synthèse d'un mémoire de DEA préparé à l'université de Reims sous la direction du professeur Catherine Nicault. Ce travail a été récompensé par une mention spéciale du jury du prix René Mouchotte en 2006.

nombreux. Ainsi, l'hostilité d'une partie de la classe politique française, mêlée à un certain ressentiment vis-à-vis de l'influence américaine sur le vote français de 1947, a pour effet de repousser au mois de mai 1949 la reconnaissance officielle de l'État d'Israël par la France.

À la suite de la première guerre israélo-arabe, qui a éclaté au lendemain de la proclamation d'indépendance du nouvel État, les grandes puissances ont adopté une politique floue, visant à concilier Israël et les États arabes. La France ne fait pas exception. La période n'est pourtant pas à l'apaisement et les appels sans cesse répétés des États arabes promettant à Israël un second holocauste et un écrasement imminent n'ont pour effet que d'inciter ce dernier à accorder la plus grande priorité à un réarmement rapide et puissant, au besoin par l'intermédiaire de filières clandestines. Soucieux de prévenir toute course aux armements entre Occidentaux et Soviétiques, et de manière à faire évoluer la situation qui prévaut depuis l'embargo sur les armes à destination du Proche-Orient décrété en 1949, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne signent une Déclaration tripartite le 25 mai 1950 garantissant l'équilibre militaire au Proche-Orient et les frontières issues de la guerre d'Indépendance. Ce texte prévoit implicitement la création d'un Comité chargé de veiller à un strict équilibre militaire dans la région, notamment dans le domaine des fournitures d'armes. Pourtant, la volonté des Occidentaux de ménager les capitales arabes et la volte-face de l'Union soviétique en faveur de leur cause isolent le jeune État hébreu *de facto*. Les Premiers ministres israéliens David Ben Gourion et Moshé Sharett se tournent alors résolument vers la France sur la base des intérêts communs et des sympathies individuelles qui peuvent lier les deux nations. C'est à la partie la plus importante de cette collaboration, la plus visible et en même temps la plus dissimulée, incontestablement la plus décisive, que nous avons choisi de nous intéresser. Cette tendance lourde de la politique étrangère israélienne cherche avant tout à acquérir des moyens aéronautiques performants de manière à fournir à l'État hébreu les capacités de ripostes rapides et efficaces à une offensive arabe avantagée à la base par un territoire israélien totalement dépourvu de profondeur stratégique.

Il est évident que la question des livraisons d'armes à Israël nous apporte un éclairage certain sur le jeu complexe des relations internationales dans la région à cette époque, en même temps qu'elle nous donne à réfléchir sur les motivations réelles des grandes puissances à l'égard des enjeux du Moyen-Orient. Quels sont les intérêts réciproques qui lient si étroitement les gouvernements français et israéliens ? On peut également se demander dans quelle mesure la politique française de soutien militaire appuie la politique étrangère israélienne par le poids stratégique que cette relation introduit dans l'équilibre de la région. Plus concrètement, il sera nécessaire de déterminer de quelle manière la crise de Suez a introduit les règles et le degré de la coopération franco-israélienne pour les dix années qui la sépare de la guerre des Six Jours.

Une autre approche peut nous amener à nous interroger sur le caractère bilatéral de cette collaboration. La relation militaire franco-israélienne doit-elle être envisagée dans le cadre étroit d'un échange strictement bilatéral, ou est-il nécessaire d'élargir cet horizon aux subtilités des politiques étrangères et stratégiques des deux grandes puissances, et notamment des États-Unis ? Il sera enfin question de déterminer si cette problématique élargie est pertinente pour expliquer la remise en question partielle puis totale des relations militaires entre les deux pays suite à l'affirmation de la politique souveraine du général de Gaulle.

Prémices d'un soutien militaire appuyé : les premières livraisons

Au lendemain de l'indépendance d'Israël, et malgré son enthousiasme vis-à-vis de l'entreprise sioniste et son éternelle rivalité avec la Grande-Bretagne au Levant, la France fait preuve d'une cer-



La Heyl Ha'Avir réceptionne 61 Mosquito de l'armée de l'air entre juin 1951 et novembre 1952.

taine frilosité à soutenir sans réserve Israël et hésite à compromettre de manière si évidente sa position à l'égard des intérêts qu'elle entretient dans le monde arabe. C'est dans ce contexte d'incertitude que la France contribue pour la première fois à l'équipement militaire de la toute nouvelle force aérienne israélienne sous la forme d'un modeste lot de 25 AT-6 Harvard d'entraînement. Des contacts plus étroits s'établissent entre les milieux militaires et diplomatiques français et israéliens à partir de l'année 1950, au moment où la filière d'approvisionnement tchécoslovaque ne fonctionne plus (laquelle a permis à Israël de se doter de ses premiers appareils de combat issus des surplus de la seconde guerre mondiale). Bien plus que les livraisons au compte-goutte octroyées plus ou moins tacitement par les puissances occidentales, Israël exprime le besoin d'un soutien militaire appuyé et constant. En août 1953, une réunion de diplomates israéliens se tient à Paris durant laquelle ces derniers affirment que « *si en effet Israël reste attentif à ne pas se lier trop avant avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, il n'aurait par contre pas d'objection à accepter, dans divers domaines, une certaine dépendance vis-à-vis de la France* »¹. Néanmoins, les premiers contacts sérieux s'établissent uniquement avec les autorités militaires françaises. Il faut en effet compter sur l'hostilité constante de la diplomatie française. Au début des années 1950, suite à la possibilité d'un embargo décrété par les Nations unies, le ministère des Affaires étrangères déclare que « *le principe d'un embargo ne pourrait que recueillir notre approbation* » pour « *éviter une course aux armements au Proche-Orient, aussi ruineuse pour cette région que périlleuse pour le maintien de la paix* »². Le caractère profondément sensible et embarrassant des questions militaires pour la diplomatie française est une constante tout au long de notre période. Le Quai d'Orsay estime « *qu'un embargo général devrait être précédé d'un rétablissement, au moins partiel, de l'équilibre entre Israël et les pays arabes* »³. Pourtant, dès 1950, la France accepte pour la première fois de céder à l'État israélien des avions de combat offensifs. C'est ainsi que la Heyl Ha'Avir réceptionne 61 Mosquito de l'armée de l'air entre juin 1951 et novembre 1952⁴.

1. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Israël 1953-1959, carton 577, dossier « Relations avec la France », note du 27 août 1953.

2. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Généralités 1953-1959, carton 722, dossier « Comité de coordination pour les fournitures d'armes aux pays du Proche-Orient », s.d.

3. *Ibid.*

4. SHD/Air, sous série 2E, carton 188, note du 17 mars 1953. Quatre exemplaires de la version d'entraînement semblent n'avoir pas été livrés avant l'année 1954.



Le Quai d'Orsay autorise le 17 juillet 1954 la vente de quelques *Mystère II* à Israël. Mais face aux difficultés de mise au point de cet appareil, l'état-major de la *Heyl Ha'Avir* décide d'annuler la commande initiale afin d'acquérir le plus prometteur *Mystère IV A*.

C'est à partir de 1952, suite à l'efficacité démontrée des chasseurs à réaction en Corée et à la perspective d'un soutien militaire massif de l'Union soviétique aux pays arabes, que s'affirme en Israël l'idée que l'acquisition d'avions de combat à réaction relève de la plus stricte priorité. Pour accéder à sa requête, Israël se tourne tout d'abord vers les États-Unis mais cet espoir est rapidement déçu. Les Israéliens s'intéressent alors à la France, malgré les réticences de nombreux officiers de la *Heyl Ha'Avir*, formés par les Britanniques, qui « ne croyaient pas beaucoup en la capacité de l'industrie aéronautique française et auraient préféré des avions britanniques ou américains éprouvés en service »⁵. Malgré l'opposition du Quai d'Orsay, une mission d'évaluation israélienne est autorisée à tester le Dassault *Ouragan*⁶ et le *Mystère II* en avril 1954. C'est à cette époque que se tissent des liens étroits entre les milieux militaires français et israéliens. Après de nombreuses démarches entre Shimon Peres (à l'époque représentant officiel pour l'approvisionnement en armes d'Israël) et les autorités françaises, le Quai d'Orsay autorise le 17 juillet 1954 la vente de quelques *Mystère II* à Israël. Mais face aux difficultés de mise au point de cet appareil, l'état-major de la *Heyl Ha'Avir* décide d'annuler la commande initiale afin d'acquérir le plus prometteur *Mystère IV A*. De manière à assurer l'intérim du *Mystère IV*, la *Heyl Ha'Avir* reçoit 24 *Ouragan* prélevés directement sur les effectifs de l'armée de l'air française et livrés d'octobre à novembre 1955⁷. Le 28 décembre 1955, un contrat d'achat de douze *Mystère IV* est signé entre Israël et le gouvernement français. Les chasseurs sont convoyés clandestinement par des équipages français sous identité civile. Le 23 avril, un autre lot de douze appareils est commandé auprès du gouvernement français. Les avions sont livrés durant le mois de mai suivant la même procédure de convoyage.

La crise de Suez et le renforcement de l'alliance franco-israélienne

Sur la base des intérêts communs et des inimitiés partagées par les deux pays dans le monde arabe, Israël s'applique à exploiter au maximum la filière française et n'hésite pas à réclamer les appareils les plus performants. C'est ainsi que l'on sait que l'État hébreu, par l'intermédiaire de Shimon Peres et avec le soutien du général Koenig (ministre de la Défense nationale), souhaite acquérir dès l'été 1955 une quinzaine de bombardiers à réaction SNCASO *Vautour*, malgré

5. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Israël 1960-1965, carton 905, dossier « Aviation militaire », lettre du 13 avril 1960.

6. *A posteriori*, au vu de la carrière désastreuse du *Mystère II* en France, on ne peut qu'admirer la sagesse de la décision israélienne de se doter immédiatement d'un appareil théoriquement très inférieur pour attendre le bien meilleur *Mystère IV*.

7. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Généralités 1953-1959, carton 727, *états périodiques des livraisons d'armes aux pays du Moyen-Orient (mars 1953-juillet 1959)*. Le détail des livraisons de ces appareils est relaté dans différentes notes du 2^e bureau conservées dans le carton 188 de la sous série 2E du SHD/Air.



l'opposition initiale du Quai d'Orsay envers ces appareils susceptibles de renverser l'équilibre militaire au Proche-Orient⁸. Le gouvernement français n'autorise la vente de ces appareils à Israël qu'à partir de l'été 1956, au moment de l'affaire de Suez. C'est en raison de ces divergences de vues entre le Quai d'Orsay et le ministère de la Défense nationale qu'une conférence secrète réunissant les principaux responsables français et israéliens de la défense (Shimon Peres, Moshé Dayan, Abel Thomas représentant Maurice Bourgès-Maunoury, le général Challe, ...) est organisée le 22 juin 1956 à Vémars (petite ville à une vingtaine de kilomètres au Nord de Paris)⁹. Cette conférence fondatrice (bien que très peu connue), au cours de laquelle le Quai d'Orsay fut soigneusement écarté, semble avoir posé pour longtemps les règles de la coopération militaire franco-israélienne et des livraisons d'armes à venir entre les deux pays. Il semble notamment qu'il y ait été question de la livraison de 60 autres *Mystère IV* réclamés par les Israéliens (ainsi que le rapporte l'ambassadeur d'Israël en France Jacob Tsur au ministre des Affaires étrangères Christian Pineau quatre mois auparavant)¹⁰.

La communion d'intérêt qui favorise depuis quelques années le rapprochement franco-israélien s'accroît brutalement à l'été 1956, lorsque le colonel Nasser décide de nationaliser le canal de Suez. La certitude des milieux officiels français quant à la responsabilité de l'Égypte dans l'accroissement de la situation insurrectionnelle en Algérie, offre à Israël l'occasion d'intervenir aux côtés des puissances européennes humiliées contre ses voisins arabes qui, forts du récent soutien soviétique qui leur est accordé massivement, profèrent à l'encontre de l'État hébreu des menaces chaque jour plus vindicatives. En outre, l'État d'Israël se trouve plus que jamais menacé d'un embargo qui serait imposé par les États-Unis pour toute la région alors même que les pays arabes bénéficieraient toujours de l'aide militaire soviétique. Pour répondre à ces inquiétudes, la France accorde discrètement en août 1956 un soutien militaire conséquent à son allié. Les promesses de la conférence de Vémars se concrétisent par la livraison d'environ 36 *Mystère IV* et de six *Ouragan* supplémentaires.

La collusion franco-israélienne est néanmoins perçue avec méfiance par la Grande-Bretagne, ancienne puissance tutélaire de la Palestine mandataire, qui voit d'un mauvais œil s'instaurer une influence politique et militaire majeure de la France auprès de l'État hébreu. Plus concrètement, c'est la possibilité que la France cède à Israël des chasseurs *Mystère II*, susceptibles de mettre directement en état d'infériorité les formations de la *Royal Air Force* basées au Proche-Orient, qui fait réagir initialement la diplomatie britannique. En 1956, ce sont les liens de la Grande-Bretagne avec le monde arabe, et avec la Jordanie en particulier, qui posent le problème d'une connivence avec Israël, par ailleurs acceptée avec réticence.

La position des États-Unis est encore plus ambivalente. Alors que les États-Unis reconnaissent parfaitement la légitimité de l'existence de l'État juif, et bien que ce dernier soit définitivement ancré à l'Occident dès 1950¹¹, le Département d'État oppose presque systématiquement son veto à toutes livraisons officielles d'armes performantes pour ne pas favoriser une course aux armements et une pénétration soviétique au Moyen-Orient. À la manière de la Grande-Bretagne, les

8. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Généralités 1953-1959, carton 722, dossier « Politique française d'exportation d'armes » (juin 1948-juillet 1956), notes du 29 août et du 2 décembre 1955.

9. Voir à ce sujet l'article de Mordechai Bar-on, « Israeli-French relations during the Suez Crisis », in Centre d'études d'histoire de la défense, *La France et l'opération de Suez de 1956 : actes d'une table ronde (Paris, 18 octobre 1996)*, sous la direction de Maurice Vaisse, Paris, Addim, 1997.

10. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Généralités 1953-1959, carton 722, dossier « Politique française d'exportation d'armes (juin 1948-juillet 1956), courrier du 22 février 1956.

11. Notamment depuis la signature d'un acte de sécurité mutuelle entre Ben Gourion et le président Truman le 31 octobre 1951. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Israël 1953-1959, carton 577, note de novembre 1952.

États-Unis se rattachent à la Déclaration tripartite de mai 1950 et à la mission de conciliation de l'ONU ¹² pour se justifier de leur immobilisme. Mais en livrant ses productions aéronautiques de pointe, la France ne revêt-t-elle pas tout simplement un rôle joué à l'instigation des États-Unis ? En effet, il est troublant de constater que, peu de temps après que le Quai d'Orsay ait enfin donné son accord à l'exportation vers Israël du chasseur *Mystère II*, les États-Unis retirent leur offre de fournir à l'État hébreu le *F-86 Sabre* alors qu'avait été mis au point, à l'instigation des autorités américaines, un judicieux plan d'acquisition de l'avion via le Canada. On peut penser que le Département d'État ait, en fin de compte, préféré laisser à la France le soin de s'afficher en tant que fournisseur officiel d'Israël. De la même façon, alors que les États-Unis envisagent toujours de livrer en octobre 1956 le *Sabre* aux Israéliens, la vente est annulée à la faveur des événements de Suez, et peut être aussi à la suite de la récente découverte de l'important soutien militaire que la France accorde à son allié depuis le mois d'août ¹³. De ce point de vue, l'affaire de Suez, au regard de son dénouement inattendu, marque l'apogée du caractère paradoxal de la politique américaine vis-à-vis du couple franco-israélien.

Pour étayer notre propos, attardons nous sur le problème encore plus épineux des avions « off-shore ». Les *Ouragan* et *Mystère IV* mis en œuvre par l'armée de l'air sont, pour la grande majorité d'entre eux, des avions de construction nationale financés par les États-Unis et, par la suite, gratuitement rétrocédés par ces derniers aux autorités françaises. Par conséquent, ces avions de combat restent, tout comme les matériels américains acquis au titre du PAM, entièrement sous la propriété du gouvernement des États-Unis. Or, au regard du nombre d'avions de ce type (toujours incertain) exporté vers Israël, il est peu probable que ces derniers n'aient pas été prélevés sur le parc d'appareils relevant de ce statut. Il est donc difficilement concevable que le Département d'État, s'il était hostile à ces transactions, ne se soit pas manifesté pour réclamer l'arrêt des livraisons et le retour en France de ces appareils. En effet, alors qu'une note du ministère de la Défense nationale nous indique que les douze premiers *Mystère IV* destinés à la *Heyl Ha'Avir* doivent être normalement livrés en juillet 1956, elle ajoute qu'« *il a été convenu d'une livraison anticipée des douze Mystère IV dans le cas où les États-Unis, sollicités, accepteraient le principe d'un prélèvement sur la commande « off-shore » en cours* » ¹⁴. Or les avions ont été livrés le 11 avril... Par ailleurs, une autre note issue du fonds de la DCMAA nous confirme que « *la livraison immédiate des avions Mystère IV reste toutefois subordonnée à la réception préalable d'un accord des autorités américaines* » ¹⁵. Cela semble confirmer le rôle actif du Département d'État dans le processus de cession de ces appareils. Nous pouvons donc considérer comme séduisante l'hypothèse selon laquelle l'administration Eisenhower en campagne électorale a laissé la France soutenir militairement Israël, seul pays sous influence occidentale dans la région, pour ne pas apparaître comme partie prenante dans un conflit israélo-arabe amplifié par une entreprise colonialiste incompatible avec les principes fondamentaux de la nation américaine. Malgré tout, les États-Unis ont le devoir de sauvegarder Israël pour avoir approuvé le plan de partage de 1947 et ratifié la déclaration tripartite de 1950. Il est évident que sans l'aide des États-Unis, la France n'est absolument pas en mesure de rétablir à elle seule l'équilibre militaire rompu par les Soviétiques à partir de 1955. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'au travers de ce conflit moyen-oriental, les autorités américaines saisissent une occasion rare (la première depuis la Corée) de tester la façon dont se comportent les matériels occidentaux face aux plus récentes productions militaires soviétiques.

12. Archives diplomatiques, série Nuoi, sous série Affaires de Palestine, carton 216.

13. Charles Cogan, « De la politique du mensonge à la farce de Suez : appréhensions et réactions américaines », in Centre d'études d'histoire de la défense, *op.cit.*, p.119.

14. SHD/Air, sous série 2E, carton 188, note du 9 mars 1956.

15. SHD/Air, sous série 30E, carton 7280, note du 10 novembre 1955.



DF

La jeune V^e République autorise la poursuite des livraisons à la *Heyl Ha'Avir* du bombardier *Vautour*, tout juste introduit au sein de l'armée de l'air française.

Le général de Gaulle et la normalisation des relations militaires franco-israéliennes

Comme l'indique Samy Cohen, « *au lendemain de Suez naît en France et en Israël l'idée de la transformation de l'alliance de fait en une alliance de droit* »¹⁶. Cette dernière est si étroite que Jean Lacouture la définit en ces termes : « *Plus que de coopération, dans le domaine militaire, il s'agissait d'une véritable symbiose, d'autres parlent d'osmose* »¹⁷. La normalisation des pratiques de collaboration s'effectue tout d'abord dans le domaine du renseignement. Nous savons que l'échange de renseignements, essentiellement à but militaire, eut lieu à grande échelle durant toute la durée des hostilités. Cette intégration presque totale des services de renseignement français et israéliens fut probablement décidée lors de la conférence de Vémars au cours de laquelle, croit-on savoir, étaient présents les principaux responsables des services secrets des deux pays. Il est néanmoins intéressant de considérer que ces pratiques ont perduré au moins jusqu'à la moitié des années 1960.

On constate également dès la fin de l'année 1956 une augmentation très significative des visites de délégations militaires françaises et israéliennes dans les deux pays. Ces pratiques, les archives nous le prouvent, deviennent très régulières et systématiques. L'envoi de stagiaires dans les écoles militaires et les centres de formation des deux pays est également organisé à grande échelle.

La question de la coopération technique et industrielle dans le domaine aéronautique mérite que l'on s'y attarde. D'un point de vue strictement militaire, des contacts étroits sont noués entre les différents services techniques. Par exemple, on apprend qu'il est institué en octobre 1962 un échange d'informations entre la DCMAA et la *Heyl Ha'Avir* qui se matérialise par l'envoi d'une synthèse mensuelle sur des problèmes touchant à l'armement, aux équipements aéronautiques, aux matériels de télécommunications et de servitudes¹⁸.

La France confie très vite aux industries aéronautiques israéliennes le soin d'assurer les entretiens de tous niveaux des appareils livrés à la *Heyl Ha'Avir*. De même, en matière de compensations, « *le gouvernement français a signé le 26 décembre 1957 avec la société israélienne BEDEK un contrat aux termes duquel cette société s'engage à assurer la révision d'un certain nombre de Dakota de l'armée de l'air* »¹⁹. Bien que nous ne possédions que très peu de détails sur ce point, on sait également que la France délivre une licence de construction de l'avion d'entraînement à réaction

16. Samy Cohen, *De Gaulle, les gaullistes et Israël*, Paris, Alain Moreau, 1974.

17. Jean Lacouture, *De Gaulle. Le souverain*, t.3, Paris, Le Seuil, 1986, p.488.

18. SHD/Air, sous série 30E, carton 7280, *Note relative à l'échange d'informations entre la DCMAA et l'Israeli Air Force*, 6 novembre 1962.

19. SHD/Air, sous série 2E, carton 188, courrier du 12 juillet 1958.



L'intercepteur bisonique *Mirage III-C*, commandé initialement à 100 exemplaires (soit autant que le nombre d'appareils commandés par l'armée de l'air française !), mais finalement acquis à 72 unités.

Fouga CM-170 Magister à la BEDEK. La livraison et l'entretien de matériels aéronautiques français modernes ont permis à cette industrie d'acquérir très rapidement des compétences reconnues. Contrairement à une idée reçue, et malgré les réticences personnelles du nouveau chef de l'État, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle n'entrave aucunement l'évolution des relations militaires franco-israéliennes. On assiste même à une recrudescence des livraisons d'armes à caractère aussi bien défensif qu'offensif. Il est vrai que les gaullistes comprennent dès 1950 qu'il est de l'intérêt de la France d'appuyer Israël, principal ennemi du Caire. Or, comme le remarque judicieusement Samy Cohen, des personnalités telles que les généraux Koenig et Billotte sont des gaullistes et d'ardents défenseurs de la cause sioniste²⁰. C'est ainsi que la jeune V^e République autorise la poursuite des livraisons à la *Heyl Ha'Avir* du bombardier *Vautour*, tout juste introduit au sein de l'armée de l'air française²¹. En acceptant de céder cet appareil, la France de la IV^e République avait donné pour la première fois à Israël les moyens de frapper ses ennemis en profondeur avec un appareil moderne et performant. Le gouvernement israélien avait immédiatement saisi l'occasion en commandant en 1956 un total de 28 *Vautour* de différentes versions, livrés entre le 1^{er} août 1957 et le mois d'avril 1959²² dans la clandestinité la plus totale²³.

C'est à cette époque également que la France augmente de manière très significative les capacités du transport aérien militaire de la *Heyl Ha'Avir* par la livraison d'avions *N-2501 Noratlas*²⁴. Le canal d'approvisionnement tout à fait particulier de ces appareils mérite toutefois que l'on s'y attarde. En effet, après avoir livré cinq *Noratlas* de l'armée de l'air entre février et juin 1959, la France laisse à l'Allemagne le soin de se substituer à elle pour répondre aux attentes de l'État hébreu dans ce domaine. C'est ainsi que la reprise des relations entre Israël et la République fédérale d'Allemagne

20. Samy Cohen, *op.cit.*

21. Alain Crosnier, *SO.4050 Vautour*, Boulogne sur Mer, Éditions Lela presse, 1996.

22. SHD/Air, sous série 2E, carton 188, courrier du 5 juin 1959.

23. Des témoignages concernant le déroulement de ces convois nous sont fournis par les articles de Shlomo Aloni, « Les *Vautour* en Israël. 15 ans de carrière, 6 jours de guerre », in *Le fana de l'aviation*, juillet 1997, pp.12-19 ; août 1997, pp.40-48 ; septembre 1997, pp.50-60.

24. Shlomo ALONI, « Du transport au bombardement. Le *Noratlas* en Israël », in *Le fana de l'aviation*, août 2003, pp.20-34.



se concrétise en octobre 1962 par la cession, au titre des dommages de guerre consentis par le gouvernement de Konrad Adenauer, de dix *Noratlans* issus de la *BundesLuftwaffe*. Nous pouvons cependant émettre l'hypothèse que ces avions, en apparence cédés selon des accords bilatéraux entre Israël et la RFA, fassent l'objet d'une cession déguisée de la part du gouvernement français. Néanmoins, alors qu'il est avéré que six autres *Noratlans* sont acquis de la même façon à la fin de l'année 1963, les archives ne nous permettent pas de pousser plus loin l'étude de ces livraisons.

Mais la quête d'un nombre suffisant d'avions de combat performants demeure la priorité des autorités israéliennes. C'est ainsi que la première moitié des années 1960 marque l'apogée des livraisons d'avions de combat français à Israël, tant au niveau quantitatif que qualitatif. L'acquisition de 58 *SMB.2* à partir de 1958 est essentiellement perçue comme une mesure intérimaire en attendant l'intercepteur bisonique *Mirage III C*, commandé initialement à 100 exemplaires (soit autant que le nombre d'appareils commandés par l'armée de l'air française !), mais finalement acquis à 72 unités. Nous n'avons pas beaucoup d'éléments sur les détails des livraisons de *Mirage III*. Toutefois, nous savons que le premier exemplaire est convoyé le 7 avril 1962 et que le dernier rejoint la force aérienne israélienne le 22 juillet 1964. Une note du 2^e bureau nous informe que « le ministre a décidé par note établie fin 1961, que ces convoyages auraient un caractère clandestin »²⁵. À noter que le Quai d'Orsay est tenu dans l'ignorance de ces livraisons, comme l'atteste une note de la direction d'Afrique-Levant qui déplore que le ministère des Affaires étrangères ne soit pas informé « des relations que les services du ministère des Armées entretiennent avec les Israéliens, aussi bien dans le domaine des échanges d'officiers entre les deux armées que pour la fourniture d'armement »²⁶. En particulier, « la direction d'Afrique-Levant n'est pas tenue au courant des livraisons d'avions *Mirage* effectuées actuellement (et) elle n'a pas davantage été informée des contacts qui auraient eu lieu récemment pour la conclusion éventuelle de nouveaux contrats avec Israël portant sur l'armement le plus moderne ».

Le ralentissement de la fin des années 1960

Il est évident que la collaboration franco-israélienne, telle qu'elle s'épanouit depuis la crise de Suez, entre en contradiction avec la politique d'indépendance nationale du général de Gaulle. Dans *Mémoires d'espoir*, de Gaulle dit qu'il mit « un terme à d'abusives pratiques de collaboration établies sur le plan militaire, depuis l'expédition de Suez, entre Tel Aviv et Paris et qui introduisaient en permanence des Israéliens à tous les échelons des états-majors et des services français »²⁷. En 1963, de Gaulle refuse de signer avec Ben Gourion un traité d'alliance et exige de mettre fin à certaines ententes spéciales au niveau militaire. Néanmoins, Maurice Couve de Murville affirme que « le redressement des pratiques n'était nullement en contradiction avec la poursuite des meilleures relations possibles entre la France et Israël »²⁸. En 1965, la relation militaire franco-israélienne ne subsiste pratiquement plus qu'au travers des livraisons d'armes, notamment aéronautiques. La fin de la guerre d'Algérie permet au fondateur de la V^e République d'envisager un rapprochement de la France avec le monde arabe de manière à restaurer son influence dans cette région. Samy Cohen parle de « double normalisation, l'une à l'égard d'Israël, l'autre tournée vers le monde arabe ». Néanmoins, les propositions françaises, à partir de 1965, de livrer le *Mirage III* à un certain nombre de pays arabes préoccupent fortement l'État hébreu et sont de nature à ouvrir une crise ouverte entre les deux États.

25. SHD/Air, sous série 2E, carton 188, note du 2 mars 1962.

26. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Israël 1960-1965, carton 913, note du 27 avril 1964.

27. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t.1, Paris, Editions Rencontre, 1970, p.281.

28. Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère, 1958-1969*, Paris, Plon, 1971, p.464.

La crise des Six Jours

En 1967, malgré le ralentissement de la collaboration dans divers domaines, le soutien matériel accordé à l'État hébreu reste absolument conséquent. Lorsque le général de Gaulle rencontre le Premier ministre Lévy Eshkol le 29 juin 1964, il lui assure que la France assurera le renouvellement de la flotte aérienne israélienne dans la prochaine décennie ²⁹. Abba Eban, à l'époque ministre des Affaires étrangères d'Israël, se souvient : « *A Paris, en février 1966, nos missions d'achat de matériel militaire m'avaient communiqué des listes impressionnantes montrant l'aide française dans ce domaine essentiel à notre sécurité* » ³⁰. Lacouture explique cette situation en ces termes : « [...] *dans les mois qui précèdent la crise de 1967, la diplomatie gaulienne se définit, au Proche-Orient, par une cordialité contrôlée à l'égard d'Israël, incité à la prudence mais constamment réapprovisionné en armes, et par un rapprochement très progressif, mais global, avec le monde arabe* » ³¹.

Dans ces conditions, et fort de ses nouvelles amitiés dans le monde arabe, le général de Gaulle ne peut pas envisager, comme en 1956, d'applaudir à une nouvelle initiative israélienne dans une offensive contre l'Égypte. Face à la montée des tensions et à la multiplication des provocations réciproques entre Israël et ses voisins arabes, le chef de l'État français prévient Abba Eban : « *si Israël est attaqué, [...] nous ne le laisserons pas détruire, mais si vous attaquez, nous condamnerons votre initiative* » ³². L'embargo décidé par le général de Gaulle, à dater du 5 juin, résulte donc directement de l'entretien entre le chef de l'État français et le chef du gouvernement israélien. Cet embargo se révèle rapidement partiel mais il comprend pourtant le blocage en France d'une importante commande de 50 *Mirage V* payés par Israël. Si ces avions, en raison du choc provoqué par leur mise sous embargo, représentent le symbole du soutien militaire considérable que la France accorde à Israël jusqu'au mois de juin 1967, il ne faut pas négliger l'importance des moyens similaires que reçoit la *Heyl Ha'Avir* à la veille des hostilités. Ainsi, les 20 et 21 avril 1967, la *Heyl Ha'Avir* reçoit six chasseurs *Super Mystère B.2* loués à l'armée de l'air ³³. De manière plus explicite, il semble également que l'aviation israélienne reçut le 4 juin 1967 de l'armée de l'air française vingt *Mirage III C* destinés à assurer la défense aérienne de l'État hébreu durant la période des hostilités.

Néanmoins à l'heure actuelle, et contrairement au cas des *SMB.2*, les sources sont ambiguës et la question du prêt des *Mirage III* reste polémique. Alors que Bill Norton affirme qu'il « *semble pratiquement certain* » que la France loua à Israël ces avions ³⁴, sans toutefois citer ses sources, Shlomo Aloni préfère rester muet sur le sujet. Il demeure également de nombreuses zones d'ombres sur l'utilisation et le statut des avions français présents en Israël durant les hostilités (en vertu d'accords sur l'entretien d'appareils de l'armée de l'air par les sociétés aéronautiques israéliennes). Au matin du 5 juin 1967, on estime que sept *SMB.2* et un nombre indéterminé d'avions de transport *C-47 Dakota* sont présents en Israël. Il est à peu près certain que ces appareils ont été, avec ou sans la bénédiction française, utilisés par la *Heyl Ha'Avir* durant la guerre.

29. Archives diplomatiques, série Levant, sous série Israël 1960-1965, carton 913, dossier « Relations avec la France ».

30. Abba Eban, *op.cit.*, p.258.

31. Jean Lacouture, *op.cit.*, p.491.

32. Cité par Jean Lacouture, *op.cit.*, p.495.

33. SHD/Air, sous série 2E, carton 1912, *Protocole relatif à la mise à la disposition temporaire du gouvernement de l'État d'Israël d'appareils SMB.2*, 6 avril 1967.

34. Bill Norton, *Air War on the Edge : A History of the Israel Air Force and its Aircraft since 1947*, Hinckley, Midland Publishing, 2004, p.204.



DF

Malgré l'embargo total sur les armes, les munitions et les pièces de rechanges décrété par le général de Gaulle au lendemain de l'attaque de l'aéroport de Beyrouth, les matériels commandés continuent d'affluer vers Israël. La *Heyl Ha'Avir* réceptionne au cours de l'année 1969 ses trois derniers *Super Frelon*.

Un embargo partiel

L'embargo décrété à la veille de la guerre des Six Jours handicape davantage Israël d'un point de vue moral que matériel³⁵, d'autant que les États-Unis sont désormais disposés à lui céder les *Skyhawk* et *Phantom* réclamés. Au regard des matériels livrés à la veille du conflit, nous constatons que l'embargo ne touche pratiquement que les 50 *Mirage 5* déjà évoqués. Il ne stoppe absolument pas la livraison d'avions de combat modernes. Au-delà des *Mirage III* loués à la veille du conflit, au moins quinze *SMB.2* et deux *Vautour* sont livrés jusqu'en 1968. De même, les livraisons d'hélicoptères *Super Frelon*, dédiés au transport de commandos et aux opérations spéciales, ne sont pas interrompues par l'annonce de l'embargo. Plus troublant, on observe après la guerre des Six Jours une recrudescence du nombre de stages, essentiellement à caractère technique, accordés en France aux militaires israéliens. En novembre 1968, l'attaché militaire israélien en France n'hésite pas à faire parvenir au 2^e bureau une liste de « *demandes d'exercices bilatéraux, de facilités d'entraînement et de visites de détachements en France* » pour les années 1969-1970³⁶. Cette requête est assortie, à la fin du mois, d'une demande de « *places au profit de stagiaires israéliens dans différents organismes militaires français* »³⁷.

Le 3 janvier 1969, suite à l'attaque israélienne de l'aéroport de Beyrouth le 28 décembre 1968 en réponse à un attentat perpétré l'avant-veille contre un avion d'El Al, la France substitue à l'embargo très partiel de juin 1967 un embargo total sur les armes, les munitions et les pièces détachées. Officiellement, cette mesure est justifiée par l'utilisation, lors de cette attaque, des hélicoptères *Super Frelon* récemment livrés.

Collaboration tardive ou opérations clandestines ?

Malgré l'embargo total sur les armes, les munitions et les pièces de rechanges décrété par le général de Gaulle au lendemain de l'attaque de l'aéroport de Beyrouth, les matériels commandés continuent d'affluer vers Israël. C'est ainsi que la *Heyl Ha'Avir* réceptionne au cours de l'année 1969 ses trois derniers *Super Frelon*. Il est tout à fait troublant de constater que, sous embargo total, la France honore tout de même la commande de ces hélicoptères qui, paradoxalement, ont servi de prétexte au gouvernement français pour décréter officiellement la rupture définitive des relations militaires avec l'État hébreu.

Nous supposons qu'il en fut de même pour livrer à la *Heyl Ha'Avir* un certain nombre de *Fouga Magister*, au besoin par l'intermédiaire de filières détournées. De manière à pallier la faible cadence de production et les pertes au combat de cet avion d'entraînement assemblé sous licence en Israël, l'armée de l'air française livre à la *Heyl Ha'Avir* entre 21 et 25 *Fouga Magister* au début du mois

35. SHD/Air, sous série 2E, carton 1912, *Réactions d'Israël à l'embargo sur les Mirage*, télégramme du 25 avril 1968.

36. SHD/Air, sous série 2E, carton 11221, courrier du 5 novembre 1968.

37. SHD/Air, sous série 2E, carton 11221, courrier du 27 novembre 1968.



66

« L'industrie israélienne n'ayant aucune expérience dans le domaine des fabrications aéronautiques, un accord secret fut passé avec Dassault pour fabriquer le *Mirage V* sous licence : cet avion a été baptisé *Nesher*.

de juin 1968³⁸. On peut raisonnablement penser que d'autres exemplaires sont acquis auprès de la RFA. Par la suite, la Bedek/Iai ayant assemblé, pour le compte de la *Heyl Ha'Avir*, approximativement entre 120 et 150 Fouga Magister jusqu'en 1986 (on estime qu'environ la moitié était assemblée en 1968), il est encore une fois difficile de croire au caractère imperméable de l'embargo de janvier 1969.

Le cas des *Super Mystère B.2* est encore plus sujet à polémiques. En recoupant les informations contenues dans les archives et la presse spécialisée, nous avons la trace de 58 avions livrés jusqu'à la fin de l'année 1967. Néanmoins, quelques détails troublant nous autorisent à présenter quelques hypothèses sur d'éventuels échanges tardifs d'avions de ce type entre l'armée de l'air et la *Heyl Ha'Avir*. Nous avons vu que la France avait octroyé à Israël, en compensation de ses achats militaires massifs, la responsabilité d'effectuer l'entretien majeur des appareils de l'armée de l'air française. Il est intéressant de constater que ces pratiques ont perduré bien au-delà des embargos de 1967 et 1969. Ces accords compensatoires ne se sont-ils pas mués, au gré des bouleversements politiques, en une opération plus clandestine destinée à camoufler d'éventuels échanges tardifs d'appareils entre l'armée de l'air et la *Heyl Ha'Avir*? L'adoption du camouflage israélien par les *SMB.2* français semble accréditer la thèse que ces avions furent peints à la manière de leurs homologues israéliens pour mieux dissimuler d'éventuels échanges. Le fait est d'autant plus vraisemblable que, comme nous le rapporte Jean Cuny, « un camouflage français, faisant appel aux mêmes teintes [...] fut appliqué aux avions (destinés à l'armée de l'air) sortant de révision de chez Dassault, à Mérignac »³⁹. Nous assistons donc à une véritable uniformisation des camouflages israéliens et français qui ne se justifie absolument pas, au niveau opérationnel (la DA), pour les avions de l'armée de l'air.

Lorsque l'on prend en compte le paramètre selon lequel les *SMB.2* israéliens sont restés en service jusqu'en mars 1975 sans visiblement souffrir d'une quelconque pénurie en pièces de rechanges, on ne peut que s'interroger sur l'application réelle de l'embargo total de janvier 1969 (Israël ayant été le seul client étranger du *SMB.2*, il est difficile d'envisager un approvisionnement parallèle qui aurait contourné la filière française).

38. SHD/Air, sous série 2E, carton 1912, message du 26 juin 1968.

39. *Ibid*, p.497.

Une coopération technologique et industrielle tardive ?

La flotte israélienne de *Mirage III* ne semble pas non plus souffrir des conditions en apparence restrictives de l'embargo. Si les autorités israéliennes, en la personne du Premier ministre Lévy Eshkol⁴⁰ et du ministre des Affaires étrangères Abba Eban⁴¹, s'indignent publiquement, au sujet de l'embargo de 1967, des conséquences politiques, stratégiques et militaires d'une telle mesure, force est de constater que, même après celui de janvier 1969, les pièces de rechanges et le soutien matériel nécessaires au maintien opérationnel des *Mirage* semblent affluer normalement vers Israël. Bill Norton affirme que ces matériels transitent par la Belgique et peut être par la Suisse⁴². En ce qui concerne l'entretien du moteur, qui demande le plus de savoir-faire, Bill Norton nous informe que celui-ci est assuré en Israël avec une assistance française⁴³. Nous ne savons malheureusement pas si cette pratique perdure après l'embargo de janvier 1969. Quoi qu'il en soit, la *Heyl Ha'Avir* peut se permettre d'aligner 54 *Mirage III C*, en octobre 1973, sur les 72 avions qu'elle a reçu initialement. Si l'on prend en compte les quinze exemplaires (au moins) qui ont été perdus pendant les hostilités de juin 1967 et la guerre d'usure de 1969-1970, on arrive à un total très proche de l'inventaire de départ.

Il est à noter que ce résultat est acquis sans que l'on fasse état des inévitables pertes accidentelles. La *Heyl Ha'Avir* ne semble donc pas avoir eu de difficultés à maintenir toute sa flotte de *Mirage III* opérationnelle jusqu'à la guerre du Kippour. Par contre, lorsque la force aérienne israélienne retire du service ses *Mirage III* en 1981, il n'en reste plus qu'une vingtaine. Même si l'on considère les pertes de 1973 (relativement modestes pour ce type d'appareil), nous observons une grande différence dans la capacité de la *Heyl Ha'Avir* à maintenir opérationnellement sa flotte de *Mirage III* entre l'embargo de 1969 et la guerre d'octobre 1973 d'une part, et durant la période qui sépare ce conflit et le retrait du service de ces avions d'autre part. Cela semble accréditer la thèse d'une intervention extérieure, au cours de la première période, dans le soutien technique accordé à ces avions. Samy Cohen cite à ce propos un article du *Monde*, daté du 23 janvier 1970, dans lequel il est indiqué que *Monsieur Debré, devant la commission de la Défense nationale, fait état de la livraison de pièces détachées, livraisons d'ailleurs qu'il ne voulait pas connaître*⁴⁴.

Le blocage en France de la commande des 50 *Mirage V* payés par Israël introduit un chapitre tout à fait nouveau dans l'évolution de l'industrie aéronautique israélienne. En effet, lorsqu'il est acquis que les avions commandés ne seront jamais livrés, l'État d'Israël décide de les construire lui-même ! Il est difficile de croire que l'industrie aéronautique israélienne, sur la base de sa faible expérience dans l'entretien et la fabrication sous licence de matériels relativement simples (notamment avec les *Fouga Magister*), puisse être capable de construire seule un appareil aussi pointu et sophistiqué que le *Mirage*. La décision de construire intégralement en Israël les *Mirage V* bloqués en France semble davantage s'appuyer sur des garanties officielles de la France de collaborer activement à ce projet, plutôt que sur la base d'une maturité acquise par l'industrie aéronautique israélienne dans la construction d'avions de combat à hautes performances. Shlomo Aloni nous indique que « l'industrie israélienne n'ayant aucune expérience dans le domaine des fabrications aéronautiques, un accord secret fut passé avec Dassault pour fabriquer le *Mirage V* sous licence. La production de cet avion, baptisé *Nesher*, comprend 61 exemplaires et s'étale jusqu'en 1975. Actuellement, les Israéliens refusent toujours de considérer une éventuelle collaboration étroite

40. SHD/Air, sous série 2E, carton 1912, *Vente d'avions à Israël*, télégramme du 17 septembre 1968.

41. SHD/Air, sous série 2E, carton 1912, *Réactions d'Israël à l'embargo sur les Mirage*, télégramme du 25 avril 1968.

42. Bill Norton, *op.cit.*, p.206.

43. *Ibid.*

44. Samy Cohen, *op.cit.*, 160.

entre Français et Israéliens dans la conception, le développement, et la production du *Nesher* qu'ils considèrent plus que jamais comme une production exclusivement nationale.

À des fins de standardisation avec le matériel de construction américaine qu'il met désormais en œuvre, et en raison d'une collaboration avec la France de plus en plus difficile, l'État hébreu entreprend de développer dès 1968 une version du *Mirage* motorisée avec un réacteur américain. Il est prévu, au départ, de remotoriser directement les cellules de *Mirage III* et de *Nesher* mais finalement, il est décidé de lancer une nouvelle série. Le premier de ces nouveaux appareils, baptisés *Kfir*, effectue son premier vol le 7 août 1974. Suite à l'expérience, bien réelle cette fois-ci, du *Nesher*, il est difficile de savoir si ce programme a bénéficié d'un quelconque soutien français. Bill Norton note toutefois que le soutien technique et industriel de la société Dassault dans le développement de cet avion apparaît très obscur mais néanmoins significatif ⁴⁵.

Conclusion

La question des relations franco-israéliennes dans le domaine de l'aéronautique militaire est un sujet original qui s'inscrit dans les grands rapports de forces de la guerre froide. On a vu que cet aspect pouvait être étudié selon deux problématiques distinctes mais qui doivent être mises en relation pour cerner les enjeux qui se manifestent autour de la question. Le premier revient à considérer la collaboration franco-israélienne selon un angle strictement bilatéral et d'adopter l'axe Paris-Tel Aviv comme un objet d'étude en soi. Le second vise à comprendre les relations entre la France et Israël en élargissant l'horizon initial de manière à confronter les interrogations de départ avec les politiques étrangères des deux blocs dominants. Ainsi, l'étude des livraisons d'armes françaises à Israël ouvre de nouvelles perspectives dans la compréhension des politiques étrangères et des stratégies complexes des grandes puissances au Moyen-Orient. Le rôle des États-Unis, non négligeable semble-t-il, est tout à fait évocateur des brumes qui entourent notre sujet, que ce soit lors de l'affaire de Suez, ou lorsque le général de Gaulle oblige progressivement Israël à substituer les États-Unis à la France pour subvenir à ses besoins militaires. Bien que limitée à l'aéronautique, l'étude des relations franco-israéliennes dans ce domaine comporte de nombreuses zones d'ombres, ainsi que les archives nous le démontrent. Nul doute que la confrontation des archives militaire et diplomatique israéliennes, américaines et britanniques, mais aussi celles des constructeurs et industriels aéronautiques, est essentielle pour cerner les enjeux complexes de notre problématique initiale.

Pour mener à bien ce projet d'une manière plus exhaustive, et bien que notre objet d'étude initial soit tout à fait prépondérant, il serait néanmoins utile de nous pencher sur la nature et l'importance du soutien militaire français à Israël dans d'autres branches que celles touchant à l'aéronautique et de faire état de mécanismes similaires dans les domaines navals et terrestres. Le facteur nucléaire devrait également trouver toute sa place dans une problématique élargie, d'autant plus que ces considérations touchent au plus près les enjeux que nous nous sommes attachés à souligner dans cet article. ●

Enseignement et guerres du futur : osez l'avenir

par le commandant Gallazzini,
de la XIII^e promotion
du Collège interarmées de défense.

L'avènement d'une société de l'information va faire évoluer notre façon de faire la guerre. Les quatre fonctions régissant cette future guerre du savoir (recueillir- traiter- distribuer- protéger) doivent sous tendre l'enseignement dispensé aux futurs cadres de nos armées. Quelques pistes de réflexion peuvent d'ores et déjà être envisagées.

La dernière campagne américaine en Irak a surpris par son efficacité et par son extrême rapidité. Alors que beaucoup d'analystes prédisaient une guerre longue et coûteuse, les armées américaines ont fait la preuve de leur maîtrise technique ainsi que de leur supériorité technologique et doctrinale. Les missions CAS¹ effectuées à l'aide d'appareils destinés initialement au bombardement stratégique, l'emploi de drones en appui renseignement ou en assaut, le *Time-Sensitive Targeting*², le raccourcissement de la boucle OODA³, ne sont que quelques éléments significatifs de cette évolution. Un examen scrupuleux de toutes ces innovations fait cependant émerger très distinctement une constante : l'information est omniprésente à tous les niveaux d'action et de décision. La maîtrise de cette nouvelle « matière première » que représente dorénavant l'information semble ainsi définitivement acquise par nos alliés américains, mais apparaît surtout comme l'élément décisif des années à venir dans le domaine militaire. Quelles sont donc les raisons de cette évolution ? Quels enjeux découlent de la mutation de cette guerre classique avec laquelle nous étions familiers en une guerre de « troisième génération » ? Pourquoi la première puissance du monde consacre-t-elle autant d'énergie et de moyens à se transformer si rapidement ?

Les différentes formes de conflits que l'humanité a déjà connues apportent un premier élément de réponse à ces interrogations. Elles soulignent en effet les connexions que nos sociétés élaborent entre nos manières de faire la guerre, et nos façons de gagner de l'argent. L'analyse ensuite des quatre traits dominants des guerres du futur – recueil, traitement, distribution, et protection de l'information – éclaire les enjeux liés à la maîtrise de l'information, et tente de démontrer l'importance grandissante de ces notions. Enfin, une incorporation de ces données au sein de l'enseignement militaire peut être évoquée, et ouvrir quelques pistes pour l'avenir.

1. Les différents types de guerre

Les futurologues⁴ Alvin et Heidi Toffler ont défendu dans un de leurs ouvrages les plus célèbres⁵ une thèse audacieuse, remarquable par sa clarté et sa logique. Selon ces deux auteurs américains,

1. *Close Air Support* : appui aérien rapproché

2. Concept caractérisant la capacité à acquérir et à neutraliser en un temps très restreint une cible à haute valeur ajoutée représentant une menace imminente pour la force (ex : batterie SCUD mobile).

3. OODA loop ou Boyd cycle : boucle décisionnelle, observation orientation décision action, conceptualisée par le colonel John Boyd de l'USAF.

4. Les époux Toffler sont deux intellectuels américains réfléchissant aux évolutions des idées et de la société. Ils sont les auteurs de nombreux ouvrages : *Le choc du futur*, Paris, Denoël, 1971. *Les nouveaux pouvoirs : savoir, richesse et violence à la veille du XXI^e siècle*, Paris, Fayard 1991.

5. TOFFLER Alvin, Heidi, *Guerre et contre-guerre : survivre à l'aube du 21^e siècle*, Paris, Fayard, 1994.



Les guerres de deuxième génération sont des guerres caractérisées par une utilisation d'armes évoluées, ici un missile SCUD.

nos sociétés sont caractérisées par une similitude très étroite entre notre façon de gagner de l'argent, et assez étrangement, notre manière de faire la guerre. Ils classent de ce fait les conflits que l'humanité a connus en guerres de première, deuxième et troisième génération, faisant ainsi référence aux différents stades d'évolution des sociétés humaines.

Les guerres appelées de première génération sont donc des guerres caractérisées par une utilisation d'armes peu évoluées et en nombre restreint, à l'instar d'outils basiques et peu nombreux dans une économie essentiellement agricole.

Une deuxième catégorie de conflit peut alors être distinguée si l'on souligne les ressemblances entre la société industrielle et la guerre de masse dont nous avons connu l'apogée au milieu du vingtième siècle. Les méthodes éprouvées durant la deuxième guerre mondiale sont en quelque sorte une application militaire de procédés développés pour une économie industrielle : le largage massif de bombes au dessus de l'Allemagne, ou bien la capacité de production exceptionnelle de matériels militaires sont deux exemples éloquentes de cette époque.

Enfin, la nouvelle forme de société dans laquelle nous évoluons et que nous voyons émerger, est caractérisée par une nouvelle manière de gagner de l'argent ; elle repose maintenant sur la maîtrise et le commerce de l'information. Le développement fulgurant d'internet, la demande de plus en plus pressante d'informations de la part de la population, l'attrait sans cesse renouvelé des citoyens pour les nouveaux objets « communicants », créent les conditions propices à l'apparition de conflits dits de troisième génération.

L'information est en effet omniprésente dans ce nouveau style de conflit ; ainsi, celui qui détient le renseignement déterminant au moment opportun remporte la bataille, mais dorénavant d'une manière beaucoup plus sûre, rapide et inexorable qu'auparavant. Après l'effort physique et la production industrielle caractéristiques des deux types de sociétés précédents, la capacité critique de cette société en devenir réside donc maintenant dans la maîtrise de l'information.

Or, cette capacité influe dès à présent d'une manière formidable sur la conduite des opérations (accélération de nos boucles de décision théorisées par Boyd), sur l'acquisition du renseignement (usage du spectre infrarouge et radar à partir des satellites, recueil au sein des réseaux GSM et internet (Echelon ⁶), et sur le partage de l'information (réseaux de commandement de plus en plus complexes, multiplicité des capteurs associés au fusionnement général (système Félin ⁷ de l'Armée de terre).

6. Echelon est un système de recueil automatisé à échelle mondiale partagé entre le Royaume Uni, les États-Unis, le Canada, et la Nouvelle-Zélande, « capable d'espionner tous les réseaux de communication. ». Report to the Director General for Research of the European Parliament: <http://www.iptvreports.mcm.com>

7. Le système Félin est l'équipement futur du fantassin français. Il possède de nombreux capteurs et les moyens de transmettre et de recevoir des données en temps réel, transformant ainsi le fantassin en un élément à part entière du réseau.



Les méthodes éprouvées durant la deuxième guerre mondiale sont en quelque sorte une application militaire de procédés développés pour une économie industrielle

La « révolution » est donc en marche à un rythme soutenu. Elle va transformer très profondément la société dans laquelle nous vivons, et déterminer inéluctablement les aspects des guerres que nous aurons à mener dans l'avenir.

2. La guerre de troisième génération : la guerre du savoir ⁸.

Les guerres du futur seront de plus en plus des guerres de l'information. Le challenge réside donc dans notre capacité à gérer cette matière première déroutante, ne serait-ce que par sa volatilité. Quatre grandes fonctions indispensables doivent être maîtrisées : il faut successivement **recueillir**, **traiter**, **distribuer**, et enfin **protéger** l'information, ainsi que le précisent Alvin et Heidi Toffler dans leur ouvrage *Guerre et contre-guerre : survivre à l'aube du 21^e siècle* ⁹.

Recueillir est évidemment la première fonction à assurer, mais du fait des caractéristiques intrinsèques à l'information, la tâche devient plus ardue que pour une matière première solide. Les ressources en information sont illimitées. Ses formes sont multiples et évolutives : ouverture d'esprit et faculté d'adaptation accrues sont donc requises. L'information est de plus volatile, elle peut en effet disparaître aussi rapidement qu'elle est apparue. Ceci impose alors de rester en éveil en permanence, en parcourant la totalité du spectre de recherche de manière continue.

Traiter l'information est la deuxième fonction qu'il faut évoquer. C'est la plus en vogue aujourd'hui car le développement exponentiel des sources ouvertes d'information rend indispensable une capacité de traitement importante. Pas de traitement sans recueil, mais recueillir beaucoup de données produit peu de résultats si l'on ne peut les examiner, les trier puis les classer. Ainsi, le système Échelon utilisé conjointement par les Américains, les Anglais, les Australiens, les Canadiens et les Néo-Zélandais, a sans doute permis à des compagnies anglo-saxonnes de prendre des marchés aux européens ¹⁰. La capacité de traitement par mots-clés que ce système détient facilite l'interception de communications sensibles. Avoir accès aux propositions échangées entre deux acteurs commerciaux offre l'opportunité de repérer l'information critique, de l'exploiter rapidement et finalement de remporter le marché. Ceci n'est bien évidemment qu'un exemple commercial, mais est très aisément transposable au domaine militaire.

Distribuer l'information est la troisième grande fonction caractéristique de cette nouvelle forme de conflit. Après avoir eu accès à l'information, après en avoir extrait les éléments pertinents, il faut acheminer la synthèse réalisée aux différents utilisateurs afin de leur permettre d'en tirer avantage. Cet énoncé, apparemment simpliste, correspond malheureusement à une des difficultés les plus

8. op. cit. chapitre 16 : « Les guerriers du savoir » .

9. op. cit. *Ibidem*, p 200.

10. Rapport de l'Union européenne cité précédemment où l'on peut trouver l'affirmation suivante : « There is wide-ranging evidence indicating that major governments are routinely utilising communications intelligence to provide commercial advantage to companies and trade ».



DR

Échelon est un système de recueil automatisé à échelle mondiale partagé entre le Royaume Uni, les États-Unis, le Canada, et la Nouvelle-Zélande, « capable d'espionner tous les réseaux de communication », *Report to the Director General for Research of the European Parliament.*

redoutées lorsqu'il s'agit de réseaux : comment communiquer efficacement, comment faire parvenir la bonne information au bon utilisateur, et au bon moment ? Ceci ne peut se réaliser qu'en insufflant au sein du réseau une règle générale acceptée par tous les utilisateurs. Celle-ci se concrétise lorsque les acteurs du réseau concourent ensemble et simultanément à un but commun.

Protéger l'information enfin revient à priver les agresseurs d'un accès à une information déterminante. Cela concerne donc aussi bien la protection de l'information qui transite, que la protection du support lui-même. Ceci nous renvoie à des notions maintenant communes de sécurité informatique, parmi lesquelles nous pouvons citer le cryptage et les *Firewalls*¹¹. En outre, protéger l'information signifie aussi dénier à l'autre la capacité de recueillir nos éléments d'information, en attaquant ou en neutralisant ses réseaux, mais aussi en dévalorisant l'information provenant de l'adversaire. Cette dernière approche fait nettement référence au domaine des opérations psychologiques, en plein essor au sein de quelques armées et tout particulièrement au sein de l'armée américaine¹².

Nous devinons donc que bien se préparer à ce nouveau style de guerre requiert une nouvelle orientation de l'enseignement que nous donnons à nos futurs cadres. Celui-ci doit maintenant privilégier une approche de la guerre irriguée en permanence par la nouvelle source de richesse de notre société : l'information. Il doit décliner les quatre fonctions stratégiques : recueillir, traiter, distribuer et protéger, dans l'ensemble des connaissances abordées durant les cycles d'enseignement. Quelques pistes peuvent d'ores et déjà être envisagées.

3. Quels enseignements pour quelles fonctions ?

Recueillir : changer d'état d'esprit, favoriser l'ouverture et l'anticipation.

Recueillir l'information exige en premier lieu la **volonté de recueil**. Nous avons trop longtemps considéré que ce domaine était uniquement l'affaire de spécialistes, en laissant croire que les officiers renseignements étaient les uniques responsables de cette tâche. Dans une société immergée dans un flot incessant d'informations, celle-ci incombe dorénavant à **tout le monde** ; de même que l'effort de défense est global, le recueil doit être le souci de tous les intervenants. Cette conception majoritaire au sein des sociétés anglo-saxonnes n'a pas encore infusé notre société civile, ni complètement notre société militaire. Un effort conséquent doit être rapidement entrepris dans ce domaine afin qu'un réel **changement d'état d'esprit** intervienne au sein de notre institution, et que chacun se sente concerné.

11. Firewall : dispositif logiciel ou matériel qui filtre le flux de données sur un réseau informatique.

12. « Capture their minds and their hearts and souls will follow ». La doctrine américaine prévoit explicitement l'utilisation des opérations psychologiques : JP 3-53 *Doctrine for joint psychological operations* 5 septembre 2003. L'Armée canadienne possède également un manuel de doctrine interarmées : site web doctrine J7 <http://www.ops.forces.gc.ca/jointDoc/docs/GJ313-010Psyopsfrenchf.pdf>



Mais recueillir l'information doit susciter en nous une autre réflexion. L'information utile correspond à celle qui est directement utilisable dans les champs actuels. L'information « dominante »¹³ est celle qui deviendra utile dans les futurs champs critiques. Une attention toute particulière doit être portée à ce type de renseignement primordial, et doit être soutenue par une **ouverture d'esprit**, sensible aux **problématiques futures**.

L'ouverture d'esprit est développée en suscitant les échanges, la réflexion. Lors de conférences, il peut être enrichissant d'inviter par exemple un intervenant soutenant des thèses opposées à celles de l'auditoire. L'émergence d'un débat constructif ne peut que renforcer cette capacité à juger par soi-même que l'on attend de cadres de haut niveau.

Enfin, être ouvert aux problématiques futures signifie qu'il est préférable dans le domaine de la prospective de dépasser les simples exposés de méthodes, en abordant plus concrètement les domaines technologiques ou sociologiques critiques de la décennie à venir. Les doctrines innovantes des armées les plus en pointe font également partie de ces sujets brûlants. Ce sont en effet dans les champs de recherche précisés ci-dessus que résident les futures informations dominantes.

Traiter : responsabiliser les acteurs, développer leur capacité de réaction.

Traiter un flot de plus en plus important d'informations nécessite évidemment de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Un effort permanent d'analyse et de synthèse est donc indispensable pour qui veut produire un travail efficace, mais surtout exploitable. Cela n'est possible que par une implication des niveaux subordonnés, pleinement conscients de leur propre **responsabilité**. Cela signifie une **autonomie importante** des éléments du réseau dans l'appréciation de la pertinence des informations à transmettre. Bien évidemment, laisser l'initiative aux subordonnés, assurer et maintenir la liberté de ton, s'exposer à une critique directe mais constructive, comporte des risques mais est indispensable à la formation de futurs soutiens actifs, autonomes, et productifs.

De même, la quantité, la qualité et la nature du magma informatif étant en perpétuelle évolution, savoir s'adapter à cette transformation permanente est une des caractéristiques fondamentales dont doit faire preuve le futur acteur de cette armée infocentrée. Cette **souplesse d'esprit** doit maintenant devenir un leitmotiv, et éviter la tentation pusillanime d'une attitude rigide. Nos propres limites linguistiques ou culturelles doivent constituer en ce sens des points d'appui à partir desquels nous devons avancer et évoluer, et non des murailles derrière lesquelles nous cherchons constamment à nous réfugier.

Distribuer : développer la culture réseau, maîtriser la communication.

Distribuer l'information de manière efficace revient à acheminer l'élément décisif à la bonne personne, au bon moment. Cette assertion d'une évidence confondante n'est évidemment possible que lorsque tous les intervenants jouent le « même jeu ». Chacun sait que sa contribution peut faire gagner le groupe, et que son devoir réside dans sa capacité à s'acquitter au mieux de sa tâche. Ainsi, dans un but commun chaque acteur recherche l'intérêt collectif : gagner la confrontation avec l'adversaire. *A contrario*, si l'un des membres du réseau poursuit des intérêts individuels néfastes à l'intérêt général, la synergie s'effondre car l'information circule mal, voire est bloquée. Dans certains cas, il se peut même que l'information décisive n'arrive jamais au niveau décisionnel. Il faut donc instiller au sein de chaque acteur non seulement la pratique du réseau, mais aussi et surtout **l'esprit de la culture réseau** où l'intérêt du groupe prime sur l'intérêt individuel.

13. Allusion à l'expression américaine : *Information dominance*.



Un exemple de recueil et de contrôle de l'information.

En outre, dans une société baignée d'informations, le contrôle de la distribution à l'extérieur du réseau devient capital. La société est irriguée en permanence par ce nouveau sésame, et demande continuellement sa dose d'informations. Une déclaration inopportune peut réduire à néant en quelques instants une image patiemment travaillée pendant de longues années ¹⁴. L'acteur responsable d'une armée de troisième génération doit donc non seulement être averti des risques d'une information incontrôlée, mais doit aussi **maîtriser les rouages d'une communication efficace** et assumée. Faire assurer uniquement ce rôle à un officier spécialisé paraît aujourd'hui contraignant, et deviendra illusoire dans la société de demain.

Protéger : vouloir l'avenir ¹⁵.

Pour terminer, il convient d'examiner maintenant la quatrième fonction essentielle que nous avons évoquée, la protection de l'information. Celle-ci peut revêtir à l'heure actuelle deux aspects majeurs, l'un offensif, l'autre plutôt défensif.

Le versant offensif consiste à insuffler le doute au sein du parti adverse, à remettre en cause la valeur des informations dont il dispose, mais aussi, plus insidieusement, la valeur de la thèse qu'il soutient. Cette approche psychologique est communément pratiquée par plusieurs armées disposant de sections destinées aux **opérations psychologiques** ¹⁶. Ainsi, une véritable doctrine semble aujourd'hui indispensable pour répondre aux défis des guerres de troisième génération, et entraîne de ce fait la mise en place d'un enseignement dédié à son apprentissage ¹⁷.

14. L'affaire Baudis est caractéristique de ce point de vue.

15. de Joël de Rosnay, *L'homme symbiotique*, Paris, Seuil, 1995, troisième partie. L'auteur décrit dans cet ouvrage le rôle actif que doit mener l'homme dans la société de demain, ainsi que l'importance d'une éducation *responsabilisante*.

16. Par exemple, le Fourth Psychological Operations Group, Fort Bragg North Carolina: "The mission of the 4th Psychological Operations Group is to deploy anywhere in the world on short notice, and plan, develop, and conduct Civil Affairs and Psychological Operations in support of Unified Commanders, coalition forces, or other government agencies as directed by the National Command Authority".

17. Il n'existe pour l'instant en France qu'un mémento opérations psychologiques pour les opérations spéciales.



Enfin, après avoir évoqué auparavant l'aspect strictement matériel de l'information, il apparaît clairement maintenant que la vulnérabilité ultime de cette nouvelle matière réside sans nul doute dans la notion de sens qu'elle véhicule ¹⁸. Protéger l'information revient alors, en sus de la sécurisation des réseaux de transmission, à durcir notre système de valeurs vis-à-vis des menaces externes. La question du sens de nos valeurs, de leur légitimité, de leur place dans notre société, doit donc être étudiée. Face à une attaque psychologique qui sera sans aucun doute de plus en plus ciblée, voire individualisée, la réponse devra être individuelle, et donc personnelle ¹⁹. Chacun devra alors être capable de répondre sereinement à une question relativement simple mais ô combien cruciale : pourquoi dois-je respecter les valeurs que ma société défend, plutôt que celles que cette autre société me propose ? Un module traitant des valeurs véhiculées par la société française, de leur mise en perspective historique et philosophique peut s'avérer très utile à cet effet. Les soulèvements des jeunes de nos banlieues ont malheureusement illustré de manière éclatante ce décalage grandissant entre leur système de valeurs, et celui prôné par la République. La « fracture du sens » peut devenir de la sorte une arme redoutable.

La transformation de notre société en une société de plus en plus dépendante de l'information a donc déjà débuté. Le nouveau style de guerre qui en résulte prend également forme ; les USA ont ainsi considérablement accru leur transformation doctrinale, organisationnelle, et matérielle en ce sens. Mais nous avons nous aussi largement pris conscience de la mutation en cours. En effet, même si nous ne disposons pas des mêmes moyens financiers que nos partenaires d'outre atlantique, nos structures d'états-majors se reconfigurent, nos matériels se modernisent, et visent le fusionnement des informations provenant des multiples capteurs du champ de bataille numérisé.

La prochaine transformation s'avère maintenant la plus difficile, mais également la plus nécessaire : changer notre état d'esprit, et permettre clairement à notre enseignement de s'engager sur la voie du futur, en déclinant en son sein les quatre fonctions essentielles régissant les guerres du savoir. Notre histoire nous rappelle cruellement que certaines défaites cuisantes ne sont pas dues à un déficit technologique ou matériel, mais à un défaut d'anticipation doctrinale ²⁰. Il en va dans le domaine de la pensée comme dans celui de la compétition économique mondiale : l'immobilisme et le manque de courage ne conservent pas la situation à l'équilibre, mais se traduisent dans les faits par un très net recul. L'évolution rapide de la société que nous connaissons aujourd'hui ne nous permet plus ni d'hésiter, ni de reculer, sous peine d'être irrémédiablement décrochés du formidable mouvement mondial qui vient de s'enclencher. Alors, choisissons d'avancer. Osons l'avenir. ●

18. Colonel Régis Chamagne, *L'art de la guerre aérienne*, Paris, éditions L'esprit du livre, 2004 , p 277 : « *Les valeurs, le sens, et la conscience pourraient devenir les centres de gravité de ces stratégies.* »

19. *Guerre et contre guerre : survivre à l'aube du 21^e siècle* , op.cit, « Le message infinitésimal », p 241 .

20. C'est en effet le cas de la débâcle française de 1940 face au nouveau couple char-avion utilisé par les allemands.

Quatrième élément : l'air, l'invitation à s'élever.

À la recherche du 5^e élément : une brève histoire de conquêtes...

par le colonel Lefebvre,
cadre professeur au Collège interarmées de défense.

Les articles publiés dans les éditions précédentes de *Penser les ailes françaises* ont montré qu'en maîtrisant le feu, l'homme a dominé sa peur ; qu'en dominant sa peur, il a conquis la terre ; puis qu'en développant la technique, il a exploré la mer.

Ce nouvel épisode de la série « à la recherche du 5^e élément : une brève histoire de conquêtes » se prolonge naturellement avec l'évocation de l'air, ce cocon gazeux qui englobe notre planète en y permettant la vie. Il rappelle que l'humanité a dû attendre le crépuscule du XIX^e siècle et la maturité d'un grand nombre de technologies pour réaliser enfin le rêve d'Icare, la cire et les plumes ne suffisant pas à voler !

Après avoir apprivoisé le feu, après avoir voyagé jusqu'aux confins de la terre, après avoir vogué sur toutes les mers, l'homme est invité par l'air, le quatrième élément de ses conquêtes, tout simplement à s'élever...

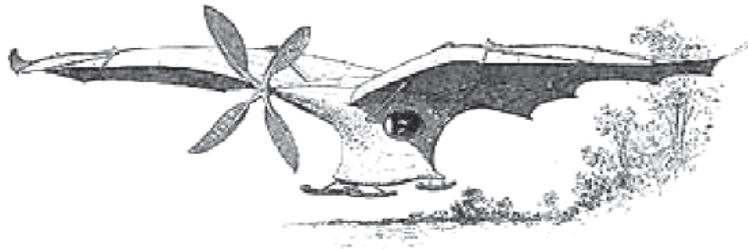
1. Introduction par l'approche historique : du rêve d'Icare aux échanges de masse

Chacun connaît le vol malheureux d'Icare dont la morale rejoint celle de l'épisode biblique de la tour de Babel : il est permis à l'homme entreprenant de s'élever par son astuce et sa technologie, mais il y a des limites qu'il ne faut pas dépasser sous peine de déclencher la colère céleste. Non content de s'attribuer le pouvoir divin de voler, le pilote de chasse contemporain dispose d'armements plus puissants que la foudre. Zeus lui-même, roi des dieux de l'Olympe, n'avait pas la réputation de faire mieux !

Comment l'humanité a-t-elle réalisé de tels progrès ?

L'homme étant un *mammifère terrestre*¹, il n'y a rien d'extraordinaire à ce que son intelligence ait d'abord développé les moyens de se déplacer à la surface de notre planète. L'accès à l'air étant réservé aux créatures ailées, l'homme dans son désir de s'élever tenta d'abord de copier le fonctionnement des oiseaux, mais cette voie n'était pas la bonne. C'est la connaissance des propriétés des gaz qui permettra à Joseph et Étienne de Montgolfier de survoler la campagne ardéchoise dès 1782. Bien que l'histoire des aéroliers soit une épopée passionnante, la voie du progrès appartenait aux plus lourds que l'air.

1. Cette remarque banale, mais judicieuse, est empruntée au colonel Régis Chamagne qui développe le propos suivant : « L'homo sapiens sapiens est un mammifère terrestre. Il n'est ni poisson ni oiseau, pas plus que mammifère aquatique ou mammifère volant. Naturellement, les crises et conflits qui se sont noués entre les hommes depuis l'aube de l'humanité se sont en grande partie déroulés sur terre. L'expérience séculaire de la guerre est avant tout une expérience terrestre. Aussi, pour celui qui combat dans un autre milieu que le milieu terrestre, il est d'abord essentiel de caractériser ce milieu. Cela lui permettra éventuellement d'élaborer des tactiques adaptées, mais aussi de pouvoir expliquer à des non-initiés en quoi consiste le combat dans son milieu et en quoi ce combat est important. En effet, il n'est a priori pas évident pour un mammifère terrestre d'imaginer que la maîtrise d'un milieu autre que le plancher des vaches puisse être nécessaire, voire préalable à la maîtrise du milieu terrestre. » **Référence : « L'art de la guerre aérienne », éditions L'esprit du livre 2004.**



DF

L'histoire de l'aviation décolle concrètement avec *L'Éole* de Clément Ader le 9 octobre 1890 dans le parc du château de Gretz-Armainvilliers à l'est de Paris, par un bond d'une cinquantaine de mètres effectué à 20 centimètres du sol.

En effet, l'histoire de l'aviation décolle concrètement avec *L'Éole* de Clément Ader le 9 octobre 1890 dans le parc du château de Gretz-Armainvilliers à l'est de Paris, par un bond d'une cinquantaine de mètres effectué à 20 centimètres du sol. Ce saut de puce d'un premier homme symbolise l'envol de toute l'humanité, condamnée depuis l'origine à ramper à la surface de la planète.

Dans le sillage de Clément Ader, toute une génération de prestigieux pionniers va s'élancer vers le ciel toujours plus vite, toujours plus haut, toujours plus loin. Ce faisant, ce sont bientôt les habitants de tous les continents qui se trouvent reliés en quelques heures, là où il fallait des semaines voire des mois par la mer. Il est intéressant de noter que les progrès de l'aviation sont assujettis à l'augmentation de la vitesse des aéronefs. C'est en poussant cette vitesse en ligne droite sur une piste horizontale que le miracle se produit : tout à coup, l'engin ailé accède à une nouvelle dimension en s'élevant, quittant la surface de la planète !

En fournissant à l'homme le moyen de s'élever au dessus de la terre et de la mer, le quatrième élément de sa conquête, l'air, lui donne accès à un espace à trois dimensions qui lui confère un degré de liberté supplémentaire par rapport aux mobiles de surface. Ce nouveau moyen de déplacement, qui s'affranchit des obstacles, apporte de surcroît la rapidité et la multiplication des échanges matériels et interpersonnels entre tous points du globe. Complétant le rôle des systèmes modernes de télécommunications qui relient les hommes de manière virtuelle, l'aviation autorise surtout la rencontre physique des hommes entre eux à une vitesse record.

Ainsi, dans la seconde moitié du XX^e siècle, les progrès de l'aviation conjugués à ceux des transmissions radioélectriques vont être à l'origine du dernier changement de paradigme qui structure le monde contemporain, à savoir l'avènement de l'ère de l'information.

2. Changement de paradigme et modèle dominant induit : de la connaissance du commerce au commerce des connaissances

Par opposition à la lenteur des cargos qui ont pour eux les énormes volumes transportés pour un coût négligeable ², la conquête de l'air vient pulvériser les délais d'acheminement. Un colis transporté par air est délivrable presque partout dans le monde en moins de 36 heures. Complémentaire des transports maritimes, fluviaux et terrestres dans une organisation logistique globale, l'aviation commerciale apporte donc la rapidité d'acheminement sur de longues distances et peut se substituer aux autres moyens pour les sites d'accès difficile. Les réseaux des grandes compagnies

2. Se reporter à ce propos à l'article : « **Troisième élément : la mer, voie principale des échanges globaux.** »

aériennes sont à l'image des réseaux de télécommunications : leurs axes de transmissions (les voies aériennes) se rejoignent dans des nœuds de commutation (les *hubs*) conçus pour rerouter passagers et marchandises en un temps record.

L'activité navale offre l'ouverture mondiale aux nations maritimes, leur procurant la connaissance du commerce ; l'exploitation aérienne apporte l'ouverture globale à tous les États, elle favorise le commerce des connaissances en accélérant l'échange des hommes et des idées qu'ils véhiculent. En effet, si la mer transporte la grande majorité des marchandises, l'air véhicule les hommes avec leur savoir. La multiplication des congrès internationaux permet le brassage des connaissances et la constitution de communautés de pratiques aux ramifications planétaires. C'est bien la banalisation des déplacements offerte par l'aviation commerciale, associée à la généralisation des moyens modernes de télécommunications, qui permet l'expansion sans précédent du brassage global des connaissances entamé au XX^e siècle.

Si la maîtrise de l'air accélère l'enrichissement des connaissances, la réciproque est également vraie car les aéronefs modernes sont eux-mêmes des concentrés de savoir. Il suffit de visiter une usine aéronautique pour se rendre compte de l'extraordinaire processus de conception et de fabrication assisté par ordinateur (CFAO) qui préside à la naissance d'un nouvel appareil. L'aviation, qui accélère les échanges entre les hommes, permettant la diffusion du savoir, ne peut elle-même progresser que grâce au progrès des connaissances scientifiques et techniques.

L'âge de l'air introduit donc l'ère de l'information, l'un et l'autre se renforçant mutuellement au profit d'une humanité qui aspire à la réalisation de soi à travers une évolution où l'intérêt pour la culture et les loisirs détrône peu à peu la religion du travail héritée de l'ère industrielle.

3. Niveau collectif atteint : la réalisation de soi par la culture et les loisirs

En ce début de l'ère de l'information, l'humanité est portée par une double évolution. D'une part, les progrès de l'informatique confortent les acquis de l'ère industrielle pour automatiser, sécuriser et personnaliser les processus de fabrication. Les biens de consommation nécessitent de moins en moins de temps et de travail pour leur réalisation. Produisant plus de richesses en moins de temps, la durée consacrée aux vacances et aux loisirs ne cesse de croître dans les pays aux économies les plus avancées.

D'autre part, la rapidité des transports aériens, associée aux écarts de niveaux de vie entre pays riches et pays en voie de développement, rend les voyages lointains attractifs pour un grand nombre de personnes.

Davantage de temps libre et des déplacements lointains rapides et économiques sont donc deux évolutions récentes qui se renforcent mutuellement. Grâce à l'avion et aux technologies de la communication, la culture de chacun peut se confronter à toutes les autres cultures, de plus en plus par contact direct. Avec le développement du cinéma, de la télévision et d'Internet qui ajoute l'interactivité aux possibilités antérieures, tous les sens sont sollicités dans la recherche de connaissance : il ne suffit plus de lire et d'imaginer, il faut entendre, voir, toucher, sentir et goûter... Dans l'état actuel des techniques, seule la présence physique permet de satisfaire ces trois derniers sens. Qu'à cela ne tienne, la planète Terre est magnifique et tous les continents sont à portée d'un vol économique...

À l'indépendance apportée par le travail individuel durant l'ère industrielle vient maintenant s'ajouter la réalisation de soi à travers les loisirs et la culture. L'homme évolué ne travaille plus seule-



ment pour subvenir aux besoins matériels de sa famille, il éprouve un désir croissant de se cultiver pour trouver son épanouissement. Comme l'ont expliqué les époux Toffler, à l'argent, valeur phare de la société de consommation, vient se substituer une valeur plus précieuse : le savoir.

4. Valeur phare et vecteur de pouvoir : le savoir qui permet de s'élever

Pourquoi prendre le parti d'associer le savoir à l'air plutôt qu'au feu, à la terre ou à la mer ?

Ne faut-il pas disposer de connaissances essentielles pour maîtriser efficacement le feu, pour cultiver habilement la terre ou pour voguer sereinement sur la mer ? Certes, par sa complexité technologique, un aéronef moderne est un concentré de savoir, mais un train à grande vitesse, un navire et un sous-marin moderne le sont tout autant.

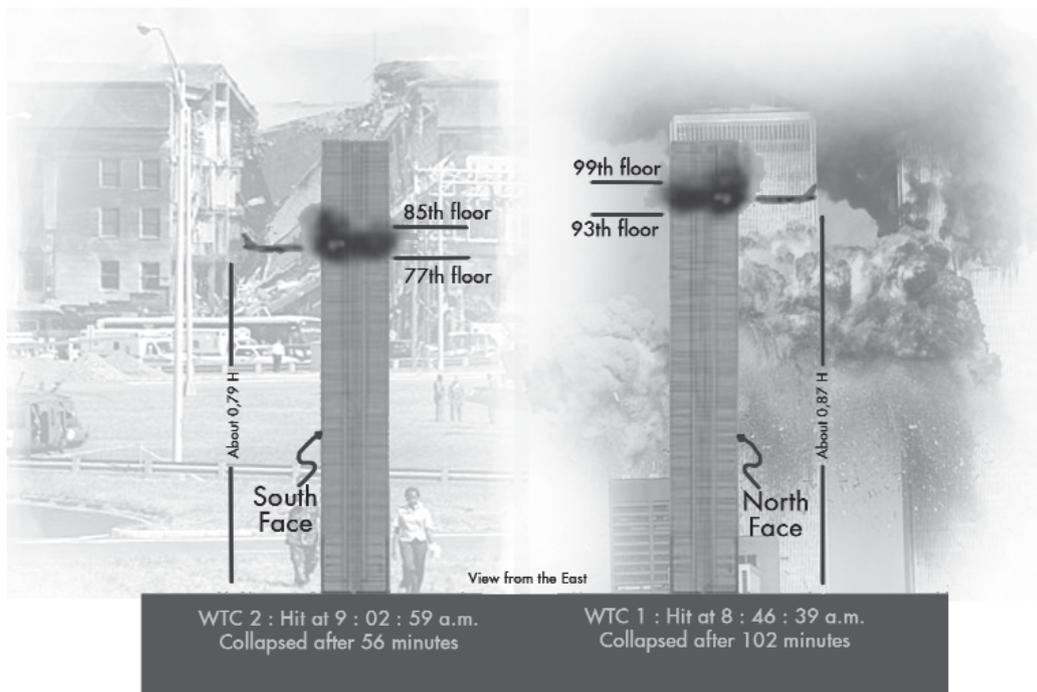
L'air est plutôt l'élément associé au savoir sur le plan symbolique, car l'un et l'autre permettent de s'élever : le premier dans l'ordre physique, le second dans l'ordre des idées. S'élever, c'est prendre du recul tout en changeant de plan, c'est embrasser sans cesse une vue de plus en plus large, c'est assembler des connaissances de plus en plus vastes et être capable de les mettre en perspective pour mieux saisir la complexité du monde.

Qu'est ce qui a fondamentalement changé en matière d'apprentissage, de création et de diffusion des connaissances depuis la reproduction du feu au Paléolithique, la sélection des graines au Néolithique ou la navigation océanique à l'époque des grandes découvertes ? Ce n'est pas la transmission des savoir-faire – forme élémentaire de savoir – réalisée de génération en génération avant même l'élaboration d'un langage articulé. Ce n'est pas la mémorisation des mythes – forme ancestrale du savoir – perpétuée par les conteurs des civilisations et fondée sur la transmission orale. Ce n'est pas le collationnement, le traitement et la synthèse des connaissances – forme structurée du savoir – effectué de longue date par les lexicologues et les encyclopédistes. Ce pourrait être les échanges entre civilisations différentes – forme avancée d'enrichissement du savoir – pratiqués depuis des siècles par les intellectuels du monde entier. Non ! Ce qui a vraiment changé à l'ère aéronautique, c'est la rapidité des échanges interpersonnels qui démultiplie les interactions, favorise le brassage planétaire des cerveaux et la confrontation fructueuse des idées. Ce qui était en germe à l'époque des déplacements à voile ou à vapeur est en fruit à celle des voyages à réaction.

Il faut bien prendre en compte les deux dimensions spatiales et temporelles de cette prolifération de la connaissance. Il n'y a plus de région du monde significativement peuplée qui soit tenue à l'écart des échanges planétaires, c'est le phénomène de mondialisation. De plus, les échanges étant quasi-instantanés, toute nouvelle information permet une réaction immédiate de la part d'une communauté mondiale d'experts qui s'est constituée dans chaque discipline, ce qui provoque l'accélération sans précédent de l'enrichissement du savoir.

Le savoir est devenu global, il est partout et il n'est nulle part, à l'image de l'information accessible sur le réseau Internet qui est proche de contenir tous les savoirs du monde.

Ce que les réseaux de télécommunications permettent de manière virtuelle, les réseaux aériens le réalisent dans le monde réel pour le meilleur et pour le pire. Pour le meilleur, en cas de catastrophe, les secours aériens peuvent atteindre tout point du globe en quelques heures. Pour le pire, la puissance aérienne peut foudroyer un objectif aux antipodes. La nation qui possède la capacité de réaliser les aéronefs les plus performants et de les produire en nombre suffisant possède le pouvoir de dominer le monde, comme le prouvent les États-Unis d'Amérique depuis le milieu du XX^e siècle.



DR

Lors des attentats coordonnés du 11 septembre 2001, au-delà des symboles, ce sont les fondements de la puissance aérienne qui étaient visés. Par une stratégie toute orientale, l'organisation *Al-Qaïda* a utilisé des avions commerciaux américains pour ruiner les compagnies aériennes nationales en exacerbant la peur des usagers.

5. Organisation politique et type de puissance dominante : La puissance aérienne maîtrise l'espace et le temps

Qui possède la terre assure le gîte et le couvert. Qui maîtrise la mer contrôle le commerce. Qui domine les airs impose sa volonté là où il veut et quand il veut, car il choisit le lieu, la date et l'heure de son action. L'un des exemples les plus démonstratifs de cette nature nouvelle de puissance est certainement l'épisode du pont aérien sur Berlin aux heures les plus chaudes de la guerre froide lorsque les forces du Pacte de Varsovie ont bloqué tous les accès terrestres aux secteurs occidentaux de Berlin ³. La formidable capacité logistique aérienne des États-Unis et de leurs alliés a alors contourné la puissance terrestre incontestée des forces soviétiques, tout en évitant un affrontement direct pouvant conduire à l'escalade nucléaire.

Une puissance moderne peut se passer d'un territoire important, commercer sans marine propre, mais ne saurait se maintenir sans la libre utilisation de lignes aériennes la reliant aux autres pôles de puissance, ni sans une aviation de combat pour le moins dédiée à la défense de l'espace aérien national. La Suisse fournit l'exemple d'un État qui compte dans le monde en dépit d'un petit territoire et de l'absence d'une marine de guerre. Cependant, la Confédération helvétique

3. Le blocus de Berlin, du 23 juin 1948 au 12 mai 1949, était l'une des crises majeures de la Guerre froide. Le 23 juin 1948, après la conférence de Londres et l'introduction du Deutsche Mark dans la trizone occidentale, l'URSS bloqua les voies d'accès terrestres en direction de Berlin-Ouest. Pour ravitailler la ville, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France mirent en place un gigantesque pont aérien, l'un des plus importants de l'histoire. Au bout de onze mois, Staline, conscient de son échec, décida de lever le blocus.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Blocus_de_Berlin.



dispose d'une compagnie aérienne, la Swiss⁴, et d'une redoutable capacité pilotée de défense aérienne. Autre exemple édifiant, les USA sont une puissance aérienne globale. Ils ont la capacité de concevoir et de produire tous les types d'aéronefs civils et militaires. Ils alignent la première flotte aérienne commerciale du monde. Enfin, ils disposent non pas d'une, mais de quatre forces aériennes militaires⁵, chacune pouvant rivaliser indépendamment avec toute autre aviation dans le monde. L'aviation militaire américaine est la seule à pouvoir frapper et intervenir massivement n'importe où sur la planète en un temps record.

À la suite des empires terrestres, puis des empires maritimes, serait-il venu le temps des empires aériens ? Il est difficile de répondre à cette question, tant la puissance des États-Unis est complète. L'analyse de la cible véritable des attentats coordonnés du 11 septembre 2001 dévoile néanmoins qu'au-delà des symboles, ce sont les fondements de la puissance aérienne qui étaient visés. Par une stratégie toute orientale, l'organisation Al-Qaïda a utilisé des avions commerciaux américains pour ruiner les compagnies aériennes nationales en exacerbant la peur des usagers. L'ennemi majeur des USA a donc cherché à affaiblir l'un des piliers de la puissance américaine : sa capacité civile de transport aérien. En retour, l'empire a contre-attaqué en montrant les muscles intacts de sa force aérienne militaire, utilisée en première frappe contre les talibans en Afghanistan.

Pour conclure sur le thème des rapports entre l'air et l'organisation politique, il ne faut pas négliger que la démocratisation des transports aériens « raccourcit » les distances. Le voisinage de chacun devient continental. L'avion se révèle notamment un des outils de la construction européenne, tout comme de la cohésion nord-américaine. Ainsi, l'ère aérienne facilite la constitution d'ensembles régionaux, tout comme la prise de conscience par le plus grand nombre de l'interdépendance mondiale entre les divers continents. Il en va ainsi car l'air est un milieu sans frontières naturelles qui couvre la totalité de la planète, contrairement à la terre et à la mer qui se la partagent. Il oxygène tous les peuples sans discrimination. Par voie de conséquence, les pollutions atmosphériques ignorent également les frontières, ce qui oblige les États à se concerter pour préserver la qualité de l'air garante de la vie.

Conséquence stratégique : par l'usage et la maîtrise de la 3^e dimension, le milieu aérien permet de contrôler la totalité de la surface où se développe l'humanité.

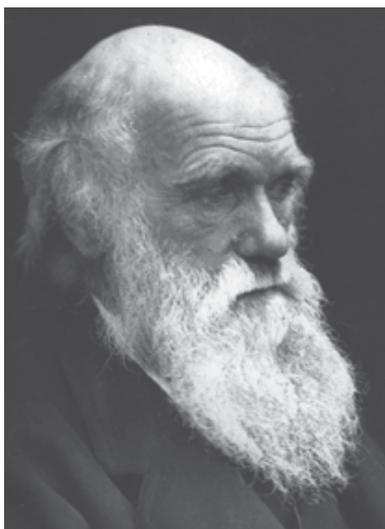
6. Liens avec les autres milieux et révolution stratégique conséquente : maîtrise de deux dimensions et exploration de la troisième

« *La supériorité aérienne est le préalable à la supériorité terrestre dont elle est le gage* » déclarait déjà le maréchal Foch en 1916.

La nature profonde de la puissance aérienne relève d'un paradoxe : alors même qu'il est aventureux de tenter des opérations terrestres ou maritimes sans disposer au préalable de la supériorité aérienne, il demeure illusoire d'envisager obtenir la supériorité aérienne sans disposer au préalable de bases sûres quelque part sur terre ou sur mer, car l'avion, tout comme l'oiseau, ne peut rester en vol indéfiniment. Les dirigeables présentent cet avantage, mais leur manque de manœu-

4. « Swiss » ou « Swiss International Air Lines » est le nom de la compagnie aérienne nationale suisse résultant de la fusion de la compagnie nationale Swissair et de la compagnie régionale Crossair.

5. USAF (armée de l'air), aviation classique ou embarquée de la Navy, aviation du Corps des Marines et aviation de l'Army (armée de terre).



DR

On prête à Charles Darwin la citation suivante : « *Ce n'est pas la plus forte des espèces qui survit, ce n'est pas la plus intelligente, mais celle qui est la plus adaptée au changement.* » Il en va de même dans l'art militaire, ce qui impose d'être en permanence informé du changement et capable de s'y adapter plus vite que l'ennemi.

vrabilité et leur grande vulnérabilité les ont écartés au profit des plus lourds que l'air dès les premières escarmouches aériennes. Cependant, l'idée d'un porte-avions volant conserve tout son intérêt stratégique : un tel moyen rendrait les forces aériennes beaucoup plus indépendantes de leur soutien terrestre et leur offrirait la permanence d'action qui leur manque encore. Quoiqu'il en soit, dans l'état actuel de la technique, la puissance aérienne s'appuie sur des bases terrestres ou navales (porte-aéronefs) qui doivent être déployées à quelques centaines de kilomètres de l'objectif, si possible, pour éviter l'utilisation excessive des ravitailleurs en vol.

Par ailleurs, le vecteur aérien permet d'atteindre des objectifs situés dans tous les milieux : cibles terrestres fixes, mobiles ou enterrées ; bâtiments de surface et sous-marins et même satellites en orbite basse ! L'emploi de la troisième dimension pour s'affranchir du contact au sol est vieux comme la guerre. On a trop tendance à l'oublier, toutes les armes de jet, des flèches de l'antiquité aux missiles moderne sont des armes aériennes. L'histoire d'Achille contée dans l'*Iliade* montre bien l'intrication des quatre éléments dans le domaine de la guerre : ce héros grec rendu invulnérable après avoir été plongé dans l'eau du fleuve *Styx*, à l'épée forgée par le feu, devenu invincible sur terre et victorieux d'Hector, ce héros légendaire fût frappé à mort au talon par une flèche. Dans ce mythe, l'air qui porta la flèche lancée par Pâris était au service des troyens, ce qui prouve la domination du quatrième élément sur les trois premiers.

Cependant, la terre où l'homme a développé ses activités demeure le lieu primordial d'application de la stratégie. Pour atteindre un objectif terrestre sans se déplacer sur la surface émergée, il n'existe que trois moyens utilisés à ce jour : passer sous la terre, contourner par la mer ou intervenir par les airs. Un quatrième pourrait bientôt être développé : frapper depuis l'espace, mais n'anticipons pas trop vite sur la conquête du prochain milieu. L'arme aérienne contemporaine permet surtout de frapper très loin contre tous les milieux, non pas en aveugle, comme le ferait un obus une fois lancé, mais en utilisant un pilote ou un équipage qui exerce son jugement et risque sa vie, comme tout combattant, dans l'exercice de sa mission.

Par sa présence dans les cieux, l'aviateur devient lui-même une cible pour l'ennemi, faisant de l'air le troisième lieu où l'homme est amené à combattre. Il n'y a donc pas de dérogação au constat déjà réalisé pour la terre et la mer : lorsque l'homme explore un nouveau milieu, il ne tarde pas à y porter la guerre !

En conclusion, la grande révolution stratégique apportée par l'utilisation de l'air est liée au fait que la maîtrise de la troisième dimension permet de contrôler la surface des terres et des mers. Mais comment s'opère ce contrôle, toute la question est là.

7. Synthèse sous forme de question dominante : Comment ?

On prête à Charles Darwin la citation suivante : « *Ce n'est pas la plus forte des espèces qui survit, ce n'est pas la plus intelligente, mais celle qui est la plus adaptée au changement.* » Il en va de même



dans l'art militaire, ce qui impose d'être en permanence informé du changement et capable de s'y adapter plus vite que l'ennemi.

La coïncidence de l'apparition de l'arme aérienne et de l'avènement de l'ère du savoir n'est pas fortuite. Sans le radar et tous les capteurs modernes, sans les transmissions radioélectriques, sans les ordinateurs qui permettent la fusion des données et la présentation d'une synthèse compréhensible par l'utilisateur, la guerre aérienne resterait semblable à la guerre navale conduite par les escadres jusqu'à la seconde guerre mondiale, lorsque les flottes de combat se recherchaient sans cesse et se découvraient par hasard. La maîtrise de l'information est un préalable à la maîtrise de l'air : il faut savoir le premier pour agir le plus vite. Toute l'efficacité de l'arme aérienne réside dans sa rapidité et sa précision, ces deux attributs étant la conséquence directe de la maîtrise du savoir.

Comment ? est la question de l'ingénieur. Y répondre permet de concevoir des appareils et des systèmes nouveaux, également de reproduire fidèlement une réalisation donnée. Toute l'histoire de l'aviation est celle de l'approfondissement de la réponse à la question élémentaire : *comment voler ?*

Les sept moyens poétiques de s'élever imaginés par Édmond Rostand pour son héros de théâtre, Cyrano de Bergerac, font tous appel à une attraction vers le haut permettant de compenser la loi de la pesanteur. L'avion n'utilise aucun de ces moyens. À l'inverse, il s'appuie tout simplement sur l'air. Comme l'air est de faible densité, il faut s'appuyer sur un énorme volume par unité de temps, ce qui impose une vitesse minimale requise pour voler. C'est la vitesse du déplacement qui permet de s'élever : au repos, point de sustentation !

En répondant au *comment*, l'homme a réalisé une multitude d'inventions qui démultiplient ses capacités physiques et intellectuelles. Par le transport aérien et les moyens de télécommunications, l'homme contemporain s'est pratiquement arrogé le don d'ubiquité, jadis attribut exclusif de Dieu. Mais il ne faut pas confondre la fin et les moyens. Toutes ces « drôles de machines » peuvent se révéler très utiles, ce sont en définitive les « fous volants » qui resteront toujours merveilleux ⁶ !

L'homme dans sa quête de découvertes et d'absolu s'est donné les moyens d'aller toujours plus vite, toujours plus haut, toujours plus loin. Il aborde maintenant la lisière d'un milieu sans limites et doit affronter son ultime peur résumée par Pascal dans la célèbre formule : « *Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraye.* » Il peut maintenant explorer, au-delà de la matière, le vide sidéral, matrice de l'univers. L'évocation de cette aventure récente sera l'objet de l'ultime volet de cette brève histoire de conquêtes...

O quam contempta res est homo, nisi supra humana surrexit !

Oh! Que l'homme est chose méprisable, s'il ne s'élève au-dessus des affaires humaines.

(Sénèque). ●

6. Allusion au film burlesque britannique de Ken Annakin : « *Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines* » (1965) qui conte l'histoire d'une course aérienne à l'époque des pionniers de l'aviation.

La réserve PN : Réserve ou renfort opérationnel?

par le groupe de travail Air 4,
de la XIII^e promotion
du Collège interarmées de défense.

La fin de la conscription, l'évolution du format de l'armée de l'air et plus généralement les nouvelles aspirations de la société sont autant de facteurs qui ne seront pas sans effets sur l'avenir de l'armée de l'air. Il s'agit pour l'armée de l'air de définir une politique réellement volontariste de réserve en faisant clairement le choix stratégique : RÉSERVE ou RENFORT OPÉRATIONNEL. Le deuxième choix, qui nous paraît préférable rendra inéluctable une vraie adaptation des statuts pour donner toute sa cohérence à ce réserviste « new-look ».

La fin de la conscription, l'évolution du format de l'armée de l'air et les aspirations de la société ne sont pas sans effets sur l'avenir de l'armée de l'air. S'agissant du personnel navigant (PN), un officier sous contrat (OSC) passe en moyenne 9 ans dans les forces et un officier de carrière 10 ans. C'est peu au regard du coût de la formation et de la préservation de la mémoire de l'escadron. Ce constat encourage à prolonger la durée de présence du PN en unité opérationnelle. Le taux de renouvellement chutant, la part dédiée à l'instruction pourrait se réduire au profit de l'activité opérationnelle. Pour ce faire, deux solutions s'offrent à l'armée de l'air : garder le personnel ¹ ou le rappeler en fonction du besoin. Projétons-nous en 2010-2015 et écartons la thèse selon laquelle le pilote réserviste prend des heures au personnel en unité car le premier ne peut pas être considéré comme un concurrent du second. Ce rappel effectué, tentons d'apporter des réponses à la question « la réserve PN, pour quoi faire et comment ? », en s'aidant des exemples suisse et américain. En soulignant les avantages d'une politique active de réserve, on pourra mieux appréhender les enjeux.

Pour répondre à la question « pour quoi faire ? », il faut aborder les aspects quantitatifs et qualitatifs. Concrètement et avec des hypothèses de travail optimistes (départ des OSC à 18 ans en moyenne par exemple), le nombre de pilotes en unité sera bientôt insuffisant. La révision de la réserve PN permettrait de faire face aux difficultés relevées par le plan de gestion prévisionnelle des effectifs (PGPE). L'activité des unités navigantes n'est pas linéaire car l'année est ponctuée par des pics d'activité plus ou moins programmés. Mais un réserviste PN peut-il occuper tous les postes ou doit-il se cantonner à certaines tâches ? Sans rentrer dans les spécificités du métier, l'appel au réserviste peut revêtir deux aspects : soulager le personnel d'active ou être utilisé directement dans l'exécution des missions opérationnelles. En premier lieu, le réserviste PN peut remplir des missions au sol d'intérêt général nécessitant une culture PN ou la poursuite d'une activité

1. Déjà, en prolongeant les pilotes OSC en unité jusqu'à obtention des qualifications maximales, on recevrait un véritable retour sur investissement. Un départ en unité école au bout de 6 à 8 ans d'escadron serait alors perçu comme une pause opérationnelle - après une activité soutenue en unité et de nombreuses sollicitations - et non plus comme une sanction. En outre, ce passage en école serait d'autant plus accepté qu'il ne serait pas associé à une régression professionnelle (un repère en 8 profite de son expérience). Un second passage en école permettrait de mettre un terme à une carrière et de profiter d'un rythme de vie compatible avec les aspirations d'un personnel proche de la retraite (pour les OSC).



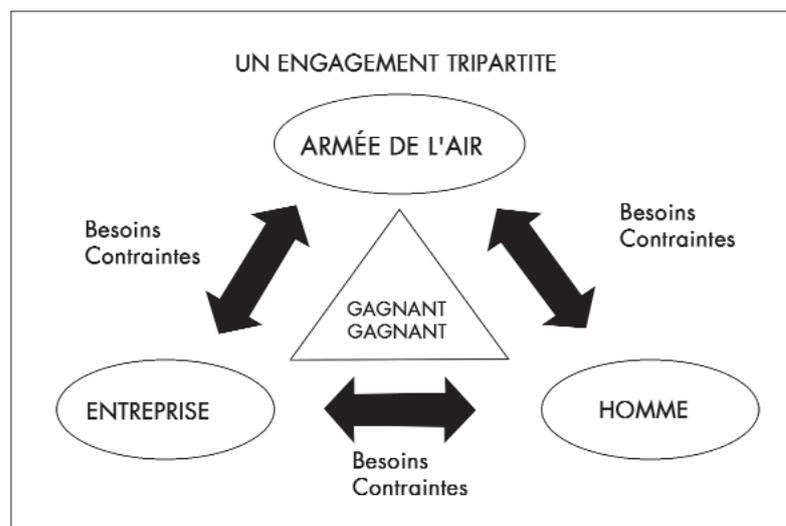
DF

L'appel à des réservistes PN n'est pas à privilégier dans le cadre des missions *Vigipirate*, *JAPD*, *Polmar*, etc. qui peuvent être assurées par du personnel de spécialité indifférente.

aérienne minimale, afin de soulager le personnel d'active des missions annexes entravant l'activité de l'unité. Mais l'appel à des réservistes PN n'est pas à privilégier dans le cadre des missions *Vigipirate*, *JAPD*, *Polmar*, etc. qui peuvent être assurées par du personnel de spécialité indifférente. En deuxième lieu, il y a des tâches ne pouvant être tenues que par du personnel PN ou ayant été PN : la planification des missions aériennes et la participation aux détachements sol type CAOC, RAMCC, CCITTM, cellule de crise CPCO ou EMO air. La principale différence entre chaque possibilité d'emploi des réservistes PN réside dans l'aspect juridique de certaines activités au sol. En effet, la tenue de poste de permanence (surveillant des vols, directeur des vols, ...) ne peut pas se tenir après un arrêt complet de l'activité aérienne. Par exemple, la fonction très chronophage d'instructeur simulateur du transport aérien militaire est de plus en plus dévolue à des PN disposant de qualifications idoines. D'autres missions d'instruction au sol pourraient être tenues par des réservistes PN, opportunité à étudier en conformité aux JAR FCL.

Seule a été abordée pour l'instant l'activité au sol du personnel de réserve et déjà une première conclusion s'impose : l'utilisation du réserviste PN est dépendante de sa disponibilité, surtout en matière d'activité aérienne. Il convient donc d'étudier l'utilisation des réservistes en tant que personnel navigant à part entière, notamment au regard des spécificités et des besoins des différents métiers (chasse, transport, école). Avant tout, rappelons que le coût de formation d'un pilote s'élève à 1 400 € par jour. L'utilisation de pilotes déjà formés permettrait des économies immédiates. Il n'est pas ici question de dire si telle ou telle mission peut être effectuée par un réserviste mais plutôt de cibler les difficultés qu'engendrerait une telle utilisation. Le problème réside dans l'activité aérienne. En effet, il serait difficilement envisageable d'employer des personnes ne pouvant réaliser un minimum d'heures de vol. En ce qui concerne les périodes d'utilisation, deux solutions s'offrent à l'armée de l'air. La première, la plus simple, consiste en des périodes régulières de vol, par exemple une semaine par mois. La seconde solution serait de concentrer l'effort sur une longue période ; on peut par exemple imaginer une activité pendant deux mois consécutifs et le reste disséminé dans l'année à raison d'une semaine par trimestre. En plus de l'activité aérienne, il est important de garder à l'esprit que face à la complexité des aéronefs et des systèmes d'armes actuels, une activité minimale est indispensable pour mettre en œuvre les avions de dernière génération, d'où la question : faut-il privilégier l'utilisation des réservistes sur appareils d'ancienne génération ?

Pour répondre au « comment faire ? », il faut déterminer vers qui est axée cette nouvelle réserve, quel type de contrat est envisagé et enfin quels sont les acteurs de ces nouveaux contrats. Chacun sait que le meilleur vivier pour les réservistes PN est composé d'anciens pilotes militaires dont l'expérience permet une utilisation immédiate. Il ne s'agit de poursuivre la carrière sous une autre forme. Cette constatation avérée pour la chasse l'est-elle aussi pour les avions de transport et les hélicoptères ? Une des innovations de cette réserve « new look » pourrait résider dans l'utilisation de personnel n'ayant jamais servi dans les forces. Les différences entre pilotes de ligne civils et pilotes militaires d'A310, d'A330 ou d'A340 sont-elles si importantes ? Ce raisonnement ne pourrait-il pas être également appliqué aux pilotes d'hélicoptères ? Quoi qu'il en soit, on peut imaginer des contrats de 90 ou de 120 jours par an, mais peut-on séduire avec des contrats si courts, alors que la signature de contrats de 5 ans intéresserait sûrement de nombreuses personnes envisageant la réserve comme une deuxième carrière ? Deux aspects sont à étudier. Tout d'abord, l'armée de l'air doit garantir un



niveau de revenus. En effet, le réserviste signant un contrat de 100 jours doit être payé 100 jours, même s'il ne les a pas effectués. Là, on aborde un sujet délicat : le contrat doit satisfaire les deux parties et si l'armée de l'air n'est pas capable de convoquer un réserviste 100 jours, elle doit cependant s'engager à le payer. Par ailleurs, le fait de devoir voler pour toucher l'indemnité journalière de service aérien (IJSAE) risque de porter atteinte à la sécurité des vols. En effet, rien ne serait plus tentant que de rentabiliser sa journée en décollant avec une panne ou dans des conditions non satisfaisantes. Il convient donc de systématiser cette prime comme pour le personnel d'active.

Nous avons vu que les périodes de réserve pouvaient être conséquentes. Il se pourrait que les délais de convocation du personnel se réduisent au strict minimum, soit deux ou trois jours. Ces contraintes sont difficilement compatibles avec une activité salariée. Un effort doit donc être effectué pour que les entreprises soient prêtes à libérer leur personnel plusieurs semaines dans l'année. Deux pistes sont à explorer : la société tire un bénéfice de l'emploi de son salarié dans les armées ou elle est liée à l'armée de l'air par contrat. On pourrait ajouter un avenant aux contrats liant l'armée de l'air et les sociétés civiles stipulant l'embauche de personnel de réserve pour être client de l'armée de l'air. Il faut par conséquent séduire les entreprises civiles pour qu'elles tirent de réels avantages à employer des réservistes et en particulier des réservistes PN.

Abordons maintenant les « plus » de la réserve PN. L'utilisation des réservistes PN doit se faire en raisonnant en équivalent temps plein. Il est alors possible d'imaginer un tableau de répartition des effectifs budgétaires autorisés (TREBA) d'unité avec deux réservistes en contrat de 100 jours à la place d'un personnel d'active. Si la formule s'équilibre dans l'année, la souplesse en conduite est toute autre. En effet, rien n'empêche de convoquer les réservistes en même temps pour faire face à un pic d'activité. En raisonnant sur un plan comptable, le calcul doit montrer que payer les indemnités d'un équivalent temps plein effectué par un réserviste s'avère plus intéressant que rétribuer un personnel d'active. La France n'est résolument pas adepte du *lobbying*. Cependant, la réserve permettrait à n'en pas douter à l'armée de l'air de s'orienter vers de telles pratiques avec ses partenaires civils. L'armée de l'air étant un acteur incontournable du paysage aéronautique français et européen, une réserve solide et intelligente pourrait l'engager sur de nouvelles pistes de coopération.

Avant d'aller plus loin, une parenthèse mérite d'être ouverte en observant les forces aériennes suisses (SAF) et américaines qui, bien qu'antinomiques dans leur organisation et leur emploi, apportent des enseignements. Elles emploient un nombre très différent de pilotes aussi bien



professionnels que de réserves dans la chasse, le transport, les hélicoptères et le soutien en école. Pour faciliter la comparaison et sans avoir la prétention de couvrir l'ensemble des domaines, nous regrouperons les thèmes au travers de trois thèmes : le cadre général, l'emploi des PN et les changements envisageables.

En Suisse, les deux tiers des 500 personnels navigants sont de réserve. Ils effectuent 33 jours de service militaire par an comme devoir envers la nation : 19 jours de cours de répétition et de cours tactiques d'une semaine. La rémunération est garantie par l'employeur et une caisse de compensation nationale rembourse la perte de gain à l'employeur. Chaque pilote maintient ses qualifications au moyen de journées supplémentaires (maximum 12 par an). Ces journées étant prises sur leur temps libre, une rémunération annuelle de 8 000 euros leur est accordée. Si les escadrilles de *F-5* sont pourvues exclusivement d'officiers de milice – le *F/A-18* est réservé aux professionnels –, les formations de transport sont mixtes. Au-delà de la limite d'âge, les pilotes restent astreints au service militaire jusqu'à leur 50^e année et sont affectés comme officier de planification des opérations, d'état-major ou comme pilote d'avion léger.

L'USAF est une armée de toute autre dimension puisqu'elle occupe 70 000 PN. On y dénombre trois grandes catégories de personnel : les actifs (35 %) sont engagés dans des missions hors du territoire américain et pour l'encadrement des réservistes ; la réserve (30 %) et la garde nationale (35 %) occupent donc une part prépondérante sur le territoire américain. Les PN de réserve volent sur tous types de machine et effectuent toutes les missions bien que leur présence soit plus importante dans le transport stratégique et dans les missions de sauvetage. L'engagement est possible jusqu'à 60 ans tant que l'aptitude médicale le permet. Dans les escadrons, il est normal de rencontrer un haut pourcentage de pilotes de réserve (80 %) disposant d'une grande expérience de vol et allant jusqu'au grade de lieutenant-colonel. En fonction du contrat et du grade, le salaire annuel varie entre 17 000 et 27 000 euros par an.

Dans l'armée suisse, tout homme apte doit effectuer un service militaire d'une durée variant selon le grade et le statut. Sur l'ensemble du personnel militaire, les pilotes sont certainement ceux qui effectuent le plus de jours de service ; pourtant, rares sont les employeurs qui se plaignent des obligations d'un pilote ou de ses absences, la qualité de l'employé faisant pencher la balance en sa faveur. En pratique générale, 90 % des pilotes occupent un poste dans le domaine de l'aéronautique. En recherche d'emploi, chaque pilote de réserve convient d'un accord avec son futur employeur sur son obligation de servir. La compagnie aérienne Swiss accepte, par exemple, 30 jours de service par an dans le contrat collectif avec les équipages. Seuls les trois jours supplémentaires et ceux d'entraînement individuel doivent être pris sur le compte des jours de repos ou des vacances.

Pour l'USAF, le personnel de réserve est engagé sur le territoire américain. Comme dans le cas suisse, la majorité des PN travaille dans un domaine en étroite relation avec le monde de l'aéronautique (80 % dans les compagnies aériennes et les industries de l'armement). Ce ratio est à l'avantage des employés puisque la loi américaine protège le personnel militaire de réserve face aux employeurs privés si un engagement national, pour une longue période, est nécessaire. Cette réglementation assure aux pilotes de retrouver le même poste ultérieurement.

Le niveau technologique et de performance du *F-5* permet de garantir aux Suisses un bon niveau de performance avec seulement 50 heures de vol par an, dans une palette d'engagement certes limitée, mais ô combien utile comme partenaire d'entraînement pour les équipages de *F/A-18*. Côté hélicoptères, la complémentarité en équipage permet une plus grande souplesse. Malgré tout, selon l'emploi principal du PN de réserve, ses qualifications dans un environnement IFR civil ou pour du transport de charge en montagne varient significativement. Dans l'environnement américain,

le souci principal est de garder les compétences du personnel et de l'investissement effectué en eux, tout en leur permettant d'exercer une autre activité principale ou complémentaire pour la Défense. Au regard des chiffres et de l'expérience des PN de réserve, il est normal de tirer profit de ce potentiel dans toutes sortes de missions allant du remplacement des unités de front jusqu'au soutien du personnel dans les écoles de vol.

Dans la SAF, la mission principale des escadrilles de F-5 est la police aérienne de jour et par de bonnes conditions ; leur mission secondaire est de servir de plastron aux équipages de F/A-18. Un soutien aux écoles de pilotage sur *jet* et aux cours de perfectionnement tactiques se pratique régulièrement mais ne représente qu'une faible partie des prestations des PN de réserve. Les pilotes d'hélicoptère et de transport sont engagés dans la quasi-totalité du spectre des missions. Leurs missions sont planifiées et intégrées au service de vol des professionnels. L'USAF profite de son côté pleinement de sa taille et du fait qu'elle considère ses PN de réserve plus comme des pilotes professionnels à temps partiel (5 à 8 jours de vol par mois, 100 heures par an) que des réservistes purs. Il est vrai que ces pilotes disposent généralement d'une riche expérience de vol (3 000 heures en moyenne) comme anciens professionnels et peuvent ainsi couvrir toute la gamme des missions assignées à l'escadron. Cet avantage se fait également ressentir dans les écoles pilotes où, hormis les qualités de vol, ils disposent d'une plus grande maturité et un sens plus développé de la pédagogie.

Les expériences suisse et américaine sont très positives. Les armées rentabilisent au maximum l'investissement réalisé dans leurs pilotes et disposent en même temps d'un réservoir de PN suffisant pour faire face aux crises. Dans l'USAF, tant que les conditions d'emploi du marché civil ne changent pas, le *statu quo* sera maintenu. La SAF, en revanche, va au devant d'un changement notable puisque sa flotte de F-5 sera remplacée ou modernisée d'ici 2010. Ce saut technologique remettra en cause l'utilisation du PN de chasse (uniquement) tel qu'il est perçu car avec leur expérience limitée et le nombre d'heures de vol annuel restreint, les avions de chasse de haute technologie leur seront inaccessibles.

Ces deux exemples proposent des pistes à explorer. Définissons maintenant quelle pourrait être une réelle politique des réserves. La réserve PN offre le niveau de résilience suffisant conciliant les besoins en équipages de l'armée de l'air au regard de son contrat opérationnel à l'horizon 2015. Cette démarche s'inscrit dans une volonté d'accroître les effectifs et le taux d'activité des réservistes au profit des armées ². Cependant, l'utilisation optimale de cette ressource engendre des aménagements conceptuels et organisationnels. En effet, une politique offensive associée à une structure adéquate de gestion relèvera le défi. Afin de disposer d'une réserve PN concomitante aux objectifs fixés, l'armée de l'air doit être attractive et offensive, tant dans le milieu civil que dans le milieu militaire, vis-à-vis des autres armées. Pour ce faire, un dispositif fiscal et légal ainsi qu'une véritable stratégie de communication sont nécessaires.

Afin de pourvoir à ses besoins, l'armée de l'air affirmer sa présence dans le domaine aéronautique civil et militaire. Pour encourager le volontariat, il faut adopter une approche pragmatique vis-à-vis des employeurs et des partenaires sociaux (MEDEF ³, syndicats...). Condition *sine qua non* de succès, la mise en œuvre d'une politique influente auprès des entreprises suppose un réseau de correspondants « air » permanents aux niveaux national, régional et local. L'armée de l'air peut s'inspirer de structures existantes au sein du ministère de la Défense : comité de liaison réserve - entreprises (CLRE) et correspondants régionaux entreprises - défense (CRED). Localement, ce rôle

2. Cf. le discours du ministre de la Défense à l'assemblée plénière du Conseil supérieur de la réserve militaire du 2 décembre 2004.

3. Mouvement des entreprises de France.



DF

Deux évènements majeurs ont bouleversé la situation : la nouvelle situation géostratégique après la chute du mur de Berlin et après le 11 septembre 2001, et la professionnalisation qui a modifié le volume de personnel potentiellement disponible pour la réserve.

peut être attribué aux commandants de base aérienne. L'implication des employeurs dans la démarche de recrutement nécessite de mettre en place des partenariats innovants avec les entreprises sous forme de contrats « gagnant - gagnant ». Les entreprises ciblées demeurent majoritairement les sociétés prestataires de service de l'armée de l'air : fournisseurs d'équipements, assistance, maintien en condition opérationnelle... À ce propos, le conseil supérieur de la réserve militaire a proposé une convention de partenariat favorisant l'engagement de l'entreprise en prenant en compte la disponibilité, la réactivité et la rétribution du personnel. De même, depuis la décision d'attribuer le label « partenaire de la défense nationale », trois conventions ont été signées avec Air France, IBM et la PME « Innovation et industrie ».

Une stratégie de communication doit étayer cette politique. L'armée de l'air peut s'appuyer sur la DICoD ⁴ qui prévoit un site internet dédié à la réserve et, en parallèle, l'intranet air. Elle doit investir la presse écrite civile et militaire spécialisée dans le domaine aéronautique. Les outils de communication dont elle dispose pour recruter le personnel d'active demeurent des vecteurs adéquats pour le personnel de la réserve : bureaux air information, forums emploi, campagnes publicitaires... Cependant, un recrutement efficace ne sera possible que s'il existe des mesures attractives qui permettront, dans un second temps, de fidéliser le personnel.

Comme une activation importante d'officiers sous contrat (OSC) générerait des problèmes pour l'avancement des officiers de carrière et que le niveau de recrutement des OSC ne permet pas d'atteindre des échelons de grade supérieur à celui de capitaine, un autre processus d'attractivité et de fidélisation doit être étudié. La fongibilité asymétrique du RCS ⁵ liée à la mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) permet une flexibilité en matière de masse salariale. Deux systèmes de rétribution peuvent être combinés en adéquation avec le coût global d'une personne d'active occupant le même poste : une prime d'incitation au volontariat et une rémunération par jour de disponibilité ou d'activité effective. Les contrats de réserve opérationnelle PN doivent être individualisés et adaptés à la spécificité de l'emploi en tenant compte de la disponibilité variable de la ressource. La LOLF impose une logique de résultats. En conséquence, la rétribution devra être associée à des contrats d'objectifs précis et d'un suivi permanent.

4. Délégation à l'information et à la communication de la défense.

5. Rémunération et charges sociales

L'organisation actuelle de la gestion de la réserve de l'armée de l'air est devenue obsolète car elle découle de la mission de défense opérationnelle du territoire héritée de la guerre froide et de la manne de réservistes « post-conscription ». Deux évènements majeurs ont bouleversé la situation : la nouvelle situation géostratégique après la chute du mur de Berlin et après le 11 septembre 2001, et la professionnalisation qui a modifié le volume de personnel potentiellement disponible pour la réserve. Ainsi, l'armée de l'air doit se doter d'une structure de gestion et définir une politique d'emploi de la réserve PN.

Le ministère de la défense a identifié le besoin de se doter d'un concept d'emploi de la réserve opérationnelle dans le cadre du modèle « armée 2015 ». Ce projet piloté par l'état-major des armées a pour ambition d'établir une politique d'emploi, de constitution et de gestion de chaque composante de la réserve opérationnelle ainsi que de son format. Des aménagements juridiques et financiers doivent étayer la démarche. Dans ce contexte, l'armée de l'air peut s'inspirer de ce projet afin de rédiger son propre schéma directeur et un concept d'emploi de la réserve. Ces deux documents auraient pour vocation d'identifier l'organisation idoine de gestion, de définir les orientations générales de planification d'emploi et de déterminer les axes d'effort en matière de recrutement et de fidélisation de la réserve air en prenant compte la spécificité de la réserve PN.

L'emploi d'une réserve PN implique une flexibilité accrue dans les solutions à mettre en œuvre afin de garantir l'attractivité de l'armée de l'air. En conséquence, l'organisation inhérente de gestion de cette ressource doit correspondre à ce critère. La complexité des contrats individualisés et la logique de résultats imposent un suivi permanent. En conséquence, la structure de gestion doit être calquée sur la structure gérant le personnel d'active définie dans le plan « Air 2010 ». De même, cette gestion doit être décentralisée de manière identique au plan d'armement des militaires techniciens de l'air.

La politique générale d'emploi de la réserve reste du ressort de l'état-major de l'armée de l'air. Les effectifs doivent être intégrés aux effectifs moyens recherchés (EMR) et un plan d'armement de la réserve opérationnelle de l'armée de l'air doit être défini. Le futur pôle personnel pourrait être chargé de répartir la ressource entre les différents gestionnaires d'effectifs : les bases aériennes et les unités navigantes. L'adjoint forces de la base aérienne pourrait au niveau local recruter et gérer les droits ouverts en coordination avec les commandants d'unité : contractualisation, répartition entre les unités, notation... En outre, l'organisation générale de la gestion des réservistes pourrait s'interfacer avec le réseau des correspondants « air » afin d'assurer la cohésion et une efficacité optimale.

En conclusion, il s'agit pour l'armée de l'air de définir une politique réellement volontariste de réserve en faisant clairement le choix stratégique : réserve ou renfort opérationnel ? Le deuxième choix, qui paraît préférable, devrait rendre inéluctable une adaptation des statuts pour donner toute sa cohérence à ce réserviste « new-look ». ●



Les guerres limitées et le futur de l'arme aérienne : enseignements de l'histoire récente

par monsieur William Dean III,
de l'*USAF air command and staff college*.
(texte traduit par monsieur Tramuset de la CFM International S.A.)

L'auteur réussit le rapprochement saisissant de deux conflits des années 50 – guerre d'Algérie et intervention britannique en Malaisie – et des guerres limitées actuellement menées sous l'égide des États-Unis en Irak et en Afghanistan. De ses évaluations croisées d'échecs et de succès, il tire des enseignements variés mais cohérents en matière de conduite des opérations militaires, d'équipement des forces et de politique internationale. On découvrira avec intérêt ce point de vue américain sur les opérations en Algérie et leur contexte politique...

Les guerres limitées constituent le type de conflit auquel les États-Unis et leurs alliés auront le plus probablement à faire face dans un avenir prévisible et pourtant, l'arme aérienne des États-Unis reste essentiellement conçue pour combattre dans le cadre de grands conflits symétriques. Nos partenaires actuels et alliés probables du futur sont dans la même situation et devront adapter leurs plans d'équipement, leurs principes d'organisation et l'entraînement de leurs forces. Ceci est vrai non seulement de leurs armées de l'air, mais aussi de leurs moyens terrestres et navals. Les conflits irakien et afghan actuels de type guérilla ont mis en évidence les problèmes posés par l'utilisation de l'arme aérienne dans les guerres limitées, et démontrent que les USA doivent y réfléchir sérieusement, tout en explorant différentes approches possibles. Pour tenter de recueillir au mieux les leçons du passé et d'optimiser la réflexion sur l'utilisation actuelle et future de l'arme aérienne, nous examinerons les contributions respectives des moyens aériens dans le conflit franco-algérien (1954-1962), et à l'occasion de l'intervention militaire britannique en Malaisie (1948-1960). Les remarques essentielles porteront sur les aspects suivants : concept moderne d'utilisation des centres d'opérations combinées à la lumière des méthodes anciennes de commandement et de contrôle, projection et mise en œuvre de l'arme aérienne en guerre limitée, conséquences de son utilisation en politique internationale, recherche des centres névralgiques adverses en vue d'actions de destruction, répartition des moyens entre plate-formes de recueil de renseignement et de reconnaissance, mobilité, appui tactique rapproché et bombardement. Nous verrons que la combinaison des systèmes de haute technologie et des moyens conventionnels est très importante dans un contexte de guerre asymétrique.

Environnement stratégique des opérations aériennes françaises et britanniques en Algérie et en Malaisie

Français et Britanniques ont éprouvé des difficultés spécifiques de projection de l'arme aérienne sur les théâtres algérien et malais. Le rappel de l'environnement stratégique de ces deux conflits nous permettra d'évaluer l'influence indéfectible des contraintes de politique internationale, qui pèsent toujours sur les modes d'utilisation de l'arme aérienne en opérations extérieures. La remarque n'est aucunement académique, et l'on pourra constater que lesdites contraintes ont pu dans certains cas avoir en la matière des effets extrêmement importants. De même que la France et la Grande-Bretagne dans les années 50, les États-Unis ont naturellement aujourd'hui des intérêts globaux et s'efforcent de promouvoir leurs objectifs de politique internationale chaque fois



Dès 1957, l'engagement de la France en Algérie devenait l'objet de controverses sur la scène internationale : le sénateur John F. Kennedy dénonçait les opérations françaises à la tribune du Sénat américain.

qu'ils doivent recourir à l'arme aérienne. Et d'ailleurs, même un pays aussi puissant que les USA peut enregistrer d'authentiques succès militaires sans pouvoir *in fine* éviter une défaite stratégique de grande ampleur.

La composante « Air » du corps expéditionnaire français en Algérie

Pour d'évidentes raisons géographiques, il a été plus facile aux Français de projeter leurs moyens aériens en Algérie qu'aux Britanniques de le faire vers la Malaisie. L'Algérie était colonie française depuis plus d'un siècle, et l'engagement militaire français y était d'ores et déjà massif. Aux bases terrestres et aériennes déjà nombreuses s'ajoutaient celles que les Américains avaient installées pendant la deuxième guerre mondiale. Géographiquement beaucoup plus proche de sa propre « métropole » que pouvait l'être la Malaisie, l'Algérie était en outre un authentique département. Politiquement aussi bien que militairement, les enjeux de l'engagement français en Algérie étaient beaucoup plus importants que les intérêts défendus par la Grande-Bretagne en Malaisie. Autre conséquence notable de cet état de fait : la proximité de la France rendait aussi bien plus facile la couverture de la guerre d'Algérie par la presse française et occidentale.

Le conflit franco-algérien et la situation actuelle en Irak peuvent être d'un certain point de vue rapprochés. En Algérie, une démocratie occidentale était aux prises avec un adversaire de culture moyen-orientale recourant à des tactiques terroristes pour atteindre des objectifs politiques. En l'occurrence, le Front de Libération Nationale (FLN) était animé par une idéologie relevant du nationalisme, du quasi-marxisme et de l'islamisme. En Irak, des rescapés du régime baathiste laïque et socialiste forment une partie de l'opposition aux forces de la Coalition, aux côtés de groupes islamistes déclarés. Dès 1957, l'engagement de la France en Algérie devenait l'objet de controverses sur la scène internationale : le sénateur John F. Kennedy dénonçait les opérations françaises à la tribune du Sénat américain, le FLN et ses intérêts étaient reconnus à l'ONU. Aujourd'hui, l'engagement américain en Irak est controversé et n'a pas été soutenu par l'ONU ; les relations de l'alliance des USA et de la Grande-Bretagne avec la France et l'Allemagne en ont été particulièrement affectées.

S'agissant du déploiement et de l'usage des forces aériennes sur les deux théâtres respectifs, le contexte international influence manifestement l'action des Etats-Unis en Irak à l'heure actuelle, aussi bien qu'il a pesé sur les initiatives françaises dans les années 50. Au moment où il accéda au pouvoir en 1958, le général de Gaulle estimait que la priorité stratégique de la France était de contribuer à la dissuasion de la menace militaire soviétique dans la région Centre-Europe, et considérerait le déploiement de près de la moitié de son armée de l'air dans le *bled* algérien comme un gaspillage de précieuses ressources. Au lieu de se familiariser avec des machines modernes au contact de l'environnement européen, les pilotes français qui combattaient avec le corps expéditionnaire en Algérie devaient s'entraîner à naviguer dans le désert et volaient sur du matériel dépassé.

De nombreux experts font aujourd'hui valoir que les Américains gaspillent leur puissance de feu aérienne et terrestre en Irak, dans un combat anti-terroriste mené avec des moyens inappropriés.



DF

Au moment où il accéda au pouvoir en 1958, le général de Gaulle estimait que la priorité stratégique de la France était de contribuer à la dissuasion de la menace militaire soviétique dans la région Centre-Europe.

À la suite de la perte générale de crédit subie sur la scène internationale, ils pourraient aussi être contraints de réduire leur dispositif militaire en Europe.

En 1962, le général de Gaulle décida que les Français devaient quitter l'Algérie malgré les succès militaires enregistrés sur le terrain. Il estimait notamment que la France ne pouvait plus supporter les coûts politiques et financiers associés à la poursuite de son engagement militaire. Il en résulta les difficultés humaines et sociales que l'on connaît. Les Américains et leurs alliés seront-ils un jour obligés de quitter l'Irak du fait de la guérilla intérieure et des pressions internationales ? L'Irak sera-t-il livré au chaos au point de remplacer l'Afghanistan, voire de s'y ajouter en tant que nouveau foyer et centre d'entraînement terroriste régional ?

La composante « Air » du corps expéditionnaire britannique en Malaisie

Comme la France, et dans le même contexte stratégique où la mission principale de la *Royal Air Force* restait la dissuasion de la puissance militaire soviétique en Centre-Europe, la Grande-Bretagne ne put projeter son arme aérienne qu'avec des moyens limités. De fait, elle déploya moins d'avions et d'hélicoptères en Malaisie que la France en Algérie, et ne put initialement opérer qu'à partir des trois aérodromes de Kuala-Lumpur, Changi et Butterworth. Les pilotes britanniques durent réapprendre à voler sur des matériels de technologie ancienne, et s'adapter à la navigation au-dessus de la jungle. En 1950, lorsque la guerre froide se mua en guerre tout court en Corée, plusieurs escadrons de la RAF durent quitter la Malaisie.

Contrairement à la France en Algérie, la Grande-Bretagne bénéficia en Malaisie de l'assistance de nombreux soutiens alliés. La *Royal Australian Air Force* (RAAF) et la *Royal New Zealand Air Force* (RNZAF) participèrent même aux combats en escadrons constitués, alors que Malais et Fidjiens fournissaient des troupes au sol. Certes une opposition politique à cette campagne se manifesta en Grande-Bretagne, mais elle ne fut pas significative. L'opposition armée incarnée par le MLRA (Mouvement de libération des peuples malais) ne reçut pour ainsi dire, ni assistance matérielle, ni soutien politique. Les Britanniques ne commirent aucune erreur qui aurait pu susciter des commentaires hostiles de la part de la presse internationale. Plus généralement, l'intérêt des journalistes occidentaux pour la campagne britannique en Malaisie s'avéra moindre que celui manifesté pour la campagne française en Algérie, et ceci en raison de l'éloignement géographique du théâtre.

Les Américains vivent probablement aujourd'hui une expérience du même ordre en Afghanistan, où les problèmes de mise en œuvre d'aérodromes au Kazakhstan et en Ouzbékistan (et ultérieurement à Bagram) prennent le pas sur les dommages éventuellement causés par la réprobation médiatique. Cependant, la projection de l'arme aérienne a clairement eu des répercussions sur la scène internationale, et la diplomatie américaine a effectivement dû négocier au Kazakhstan les conditions de stationnement des moyens aériens US. Lorsque la campagne irakienne de 2003 fut lancée, les armées de l'air britannique et américaine durent s'adapter rapidement aux contraintes associées à la poursuite de deux guerres aériennes menées simultanément.



La forme de renseignement la plus importante est le renseignement humain (HUMINT), crucial pour la coordination des opérations terrestres et aériennes.

Après l'indépendance accordée par la Grande-Bretagne à la Malaisie en 1957, les unités de la RAF, de la RAAF et de la RAAF présentes sur le théâtre prirent techniquement leur ordres auprès des autorités malaises. Dans le même temps, les Britanniques aidèrent les Malais à développer leur propre armée de l'air et partirent en 1960, raisonnablement persuadés que la jeune aviation malaise était en mesure de contrer les activités résiduelles de guérilla. L'expérience britannique en Malaisie pourrait devenir une source d'inspiration pour l'USAF et la RAF, qui réévaluent actuellement leurs relations avec le nouveau gouvernement irakien. L'armée américaine a repris en main la formation de toutes les forces irakiennes et l'USAF en particulier entend bien assurer la refondation de l'armée de l'air irakienne. Le personnel du commandement des opérations spéciales (AFSOC) devrait s'avérer particulièrement utile dans l'exécution de cette tâche.

Renseignement, surveillance et reconnaissance (Intelligence, Surveillance et Reconnaissance – ISR) en guerre limitée

Les guerres limitées sont par nature des guerres de renseignement, et sont habituellement gagnées ou perdues selon que l'effort et les moyens de renseignement, aussi bien que la qualité de son exploitation, aient été appropriés ou non. L'activité ISR est fortement dépendante du terrain, des conditions météorologiques, et de la qualité de la communication qui s'établit entre les troupes au sol et l'arme aérienne. Dans ces types de conflits, la forme de renseignement la plus importante est le renseignement humain (HUMINT), crucial pour la coordination des opérations terrestres et aériennes. Plus les forces déployées coopéreront étroitement, plus l'ISR sera efficace. En guerre limitée, la coopération doit aussi s'établir entre militaires et police civile pour tout ce qui a trait à la collecte et à l'évaluation du renseignement humain. Le contexte stratégique influe aussi sur l'efficacité de l'ISR, au même type que les différents type de relais technologiques disponibles.

L'ISR dans le conflit franco-algérien

L'étendue même de l'Algérie, le fait qu'elle comportât de vastes déserts pratiquement inhabités et de hautes montagnes, deux très longues frontières avec la Tunisie et le Maroc, ont largement contribué à transformer la chasse aux terroristes en recherche d'aiguilles dans une meule de foin. Ces deux pays frontaliers fournirent des sanctuaires au FLN lorsqu'ils furent devenus indépendants en 1956. Aujourd'hui l'Irak, qui est de la taille de la Californie, a au moins deux frontières (avec la Syrie et l'Iran) également susceptibles de sanctuariser les repères de la guérilla et posent des problèmes similaires aux forces aériennes de la coalition en matière de recherche du renseignement. Et de fait, l'ISR reste une source de difficultés majeures en Irak, en dépit de la mise en œuvre de moyens spatiaux sophistiqués et de l'omniprésence des drones.



Les Français développèrent le long de la frontière tunisienne un dispositif connu sous le nom de « ligne Morice » consistant dans l'installation de tours de guet, de champs de mines, de réseaux de fil de fer barbelés et d'avertisseurs d'intrusion. Ils utilisèrent des avions dotés de moyens ISR pour repérer les groupes ennemis qui tentaient de franchir la ligne. Ces initiatives ralentirent significativement les mouvements transfrontaliers du FLN et affaiblirent sa logistique. Au cours des campagnes précédentes du Maroc et d'Indochine, les Français avaient déjà utilisé avec quelque succès des lignes fortifiées pour ralentir les mouvements de l'ennemi.

Il n'existe sur le théâtre irakien aucun dispositif tel que la ligne Morice. Peut-être les Américains devraient-ils s'inspirer d'un tel concept, qui est de nature à accroître l'efficacité de la surveillance aérienne et des drones engagés aux fins de contrer le soutien logistique extérieur fourni à l'ennemi. De nouveau, les difficultés pourraient provenir des caprices de la politique intérieure américaine et du jeu diplomatique. En effet, des pertes civiles découleraient très probablement des mouvements migratoires de tribus locales ne reconnaissant pas les frontières internationales. En termes d'efficacité opérationnelle, la coalition serait encore confrontée aux redoutables « effets collatéraux ». Les Israéliens vivent le même problème résultant de l'installation de leur « barrière anti-terroriste », qui a certes amélioré la situation sécuritaire, mais à un prix politique très élevé.

Il a fallu beaucoup de temps aux Français pour admettre l'importance de l'ISR pendant la guerre d'Algérie. En dépit de l'expérience acquise en Indochine, l'armée française s'est longtemps satisfaite de la reconnaissance aérienne conventionnelle. L'armée de terre disposait de ses propres unités aériennes d'avions légers et d'hélicoptères, mais il n'était pas prévu de missions ISR systématiques. En outre, il fallut à l'armée de l'air plus de deux ans pour introduire en Algérie des plate-formes appropriées comme le RB-26, et standardiser les procédures opérationnelles de renseignement aérien tactique. Après 1957, le recueil des renseignements d'importance stratégique fournis par la reconnaissance photographique des camps du FLN établis au Maroc et en Tunisie devint impossible, quand la violation du droit international que ces opérations impliquaient fut publiquement dénoncée.

S'agissant de l'ISR, les Américains ont rencontré plusieurs problèmes en Irak et en Afghanistan. Benjamin Lambeth cite l'exemple de l'opération *Anaconda* de mars 2002, dont la préparation renseignement fut défaillante au point de n'avoir ni déterminé l'importance réelle des effectifs des talibans, ni fait état de leur équipement en mitrailleuses lourdes et en grenades autopropulsées. De plus, le niveau de coordination entre les troupes au sol et l'aviation resta faible, de telle sorte que l'attaque fut lancée sans couverture aérienne. Mise en œuvre inefficace des moyens ISR, insuffisance de l'organisation conjointe de commandement et de contrôle, tous les facteurs de l'échec étaient en place et conduirent au désastre de *Roberts' Ridge*. L'armée de terre US et l'USAF en tirèrent les leçons qui s'imposaient, et travaillèrent plus efficacement ensemble à l'occasion d'*Iraqi Freedom*. Aujourd'hui, on peut estimer que la nécessité de l'optimisation des moyens ISR dans tout environnement de type irakien a fait l'objet d'une prise de conscience au plus haut niveau.

L'expérience ISR des Britanniques en Malaisie

Les Britanniques ont réalisé plus rapidement l'intérêt de l'ISR sur ce théâtre que les Français en Algérie, mais le défi s'est avéré plus grand en Malaisie du fait de la configuration du terrain. La reconnaissance photographique pouvait aider à la réalisation de cartes précises et facilitait la navigation, mais restait de peu d'utilité dans l'effort de recherche des camps de la guérilla communiste. C'est la reconnaissance à vue qui a été la plus efficace, bien que les limitations inhérentes à cette technique aient conduit certains experts à conclure que les résultats de l'ISR britannique en Malaisie furent moins bons que ceux de l'ISR française en Algérie. Mais en fait, l'information la



DR

Surveillance des convois et recueil de renseignement ISR : des plateformes telles que l'OV-10 (première image) pourraient être développées pour assurer ce double rôle. Des C-130 (deuxième image) pourraient être convertis en postes itinérants de commandement et de contrôle.

plus pertinente en matière de recherche des camps et de localisation des ressources vivrières de la guérilla a été fournie par les informateurs qui abandonnaient la cause de « l'Armée de libération des peuples malais ». Une coopération étroite s'était établie entre la police qui assurait le contact avec la population civile, l'armée multinationale et les armées de l'air participantes des pays du *Commonwealth*, de telle sorte que les réussites opérationnelles britanniques en Malaisie peuvent être attribuées aux sources humaines d'information et aux synthèses de renseignement qui assurèrent le succès des interventions aériennes.

Les campagnes actuelles d'Irak et d'Afghanistan montrent bien la nécessité pour les Américains et les Britanniques de faire la synthèse du renseignement humain et des données ISR pour mieux assurer la protection de leurs convois. Des avions et/ou des drones pourraient être utilisés dans une double fonction de surveillance des convois et de recueil de renseignement ISR. Des plateformes telles que l'OV-10 pourraient être développées pour assurer ce double rôle. Des C-130 pourraient être convertis en postes itinérants de Commandement et de Contrôle (fonction C2 améliorée et économie des moyens aériens). Les leçons d'*Allied Force* seraient en la matière un bon point de départ.

Support aérien rapproché (*Close Air Support / CAS*) et bombardement dans les guerres limitées

Les opérations d'efficacité les plus spectaculaires se sont souvent produites à l'occasion de conflits limités, ainsi que le montre l'histoire même des opérations terrestres et aériennes. Récemment, des experts de la RAF ont examiné l'œuvre de sir Charles Callwell qui illustre le concept d'opération d'efficacité et aide à sa compréhension. « *Small Wars* », le célèbre ouvrage de Callwell, en décrit les effets politiques, stratégiques et psychologiques :

« *L'ennemi doit toujours se sentir en état d'infériorité morale. La vision d'une armée organisée investissant son territoire lentement mais sûrement le perturbe. Le fait que vous ayez l'ascendant et que vous contrôliez le cours général de la guerre ne doit faire aucun doute. Tout retard donne à l'ennemi l'occasion de reprendre courage. Toute pause dans l'effort est interprétée comme une manifestation de faiblesse, chaque halte redonne vie à l'ennemi* ».

Le spectacle d'une armée européenne du dix-neuvième siècle en campagne coloniale en Afrique ou en Asie peut être transposé aux théâtres des guerres limitées d'aujourd'hui, en particulier s'agissant des interventions le plus souvent impressionnantes de l'arme aérienne. Callwell n'a certes pas tenu compte des implications de politique internationale liées à la mise en œuvre de l'arme aérienne, et laisse cet aspect des choses aux spécialistes des guerres limitées actuelles. Support aérien rapproché et bombardement constituent l'essentiel des opérations d'efficacité de l'arme aérienne en guerre limitée mais varient en fréquence et en intensité d'un théâtre à l'autre. Examinons maintenant les opérations respectives des Français et des Britanniques en Algérie et en Malaisie.



Les opérations de support aérien rapproché et de bombardement de l'armée de l'air en Algérie

L'armée de l'air a pratiqué le support aérien rapproché en Algérie plus massivement que n'importe quelle autre armée de l'air occidentale engagée dans des opérations de contre-guérilla, et ce jusqu'aux opérations aériennes israéliennes des années 80. Du point de vue de l'efficacité militaire, les techniques de CAS utilisées par l'armée de l'air progressèrent régulièrement. Les Français utilisèrent de nombreux types de plate-formes de technologie ancienne, *T-6 Texan*, *B-26*, *P-47* et *A-1 Skyraider*, lesquelles se révélèrent très efficaces. Dès 1959, les Français avaient installé 30 aérodromes majeurs et 200 pistes d'envol dispersés dans toute l'Algérie, ce qui leur permit d'intervenir rapidement en soutien des unités au sol en difficulté. Le délai moyen d'intervention des avions était de 30 minutes, et fut encore amélioré en décentralisant le contrôle et l'exécution (Notons ici que la doctrine actuelle de l'USAF prône la centralisation du contrôle et la décentralisation de l'exécution).

Les bombardements, les missions d'interdiction et le CAS devinrent plus efficaces au fur et à mesure que s'améliorait l'ISR. Le CAS et le bombardement incluaient le support très rapproché de l'infanterie, la destruction des positions retranchées, le nettoyage des zones de parachutage et la protection des hélicoptères. Les Français furent parmi les premiers à développer des hélicoptères d'assaut qui furent utilisés pour attaquer les grottes retranchées et se révélèrent dans ce rôle plus efficaces que les avions. C'est en Algérie que l'on assista aux premières opérations aériennes lancées contre des grottes retranchées.

Aujourd'hui, les forces américaines et britanniques de la Coalition mettent en œuvre des matériels de haute technologie conçus pour la guerre conventionnelle, mais peu adaptés aux opérations de guerre limitée. Les *A-10* et *AC-130* sont des exceptions, de même que les hélicoptères *Comanche* et *Apache*, chacun de ces appareils ayant toutefois ses limitations. Les *AC-130* sont peu nombreux et ne peuvent opérer que de nuit ; les hélicoptères ont montré leurs défauts dans la haute montagne afghane. De plus, les moyens aériens sont basés sur des terrains bien protégés mais peu nombreux et soumis à un contrôle très centralisé, alors que l'efficacité en guerre limitée dépend de la dispersion et de la décentralisation qui réduisent les temps de réponse et permettent d'optimiser le temps d'utilisation des moyens aériens.

Une des difficultés majeures inhérentes à la conduite d'une guerre limitée consiste dans l'identification et la localisation des objectifs militairement importants. Callwell le résume comme suit : *« Sans roi à capturer, sans capitale à conquérir, ou lorsqu'il n'existe ni armée organisée à détruire ni grand centre de population à occuper, l'objectif est difficile à isoler ».*

Pour les forces de contre-guérilla, il s'agira surtout de faire la guerre à la logistique et de réduire les ressources économiques de l'ennemi. Au cours de la campagne d'Algérie, les Français menèrent avec succès de nombreuses opérations de localisation, d'identification et de destruction d'objectifs militaires, mais le coût politique de ces succès augmenta avec le temps. La logistique du FLN fut largement démantelée par les tactiques d'interdiction et de support aérien rapproché, de telle sorte qu'aucune unité vraiment importante ne put être constituée par les rebelles à l'intérieur du territoire algérien. Ce processus a été théorisé par le général Deptula sous le nom d'« attaque directe ». Non seulement la ligne Morice réduisit les capacités de repli du FLN vers son sanctuaire, mais elle rendit aussi plus dévastatrices les opérations d'appui feu et d'interdiction. En 1958, un grand nombre de combattants du FLN furent abattus en tentant de traverser la ligne Morice. La synergie entre troupes terrestres et moyens aériens était alors optimale côté français.

Tout au long de l'année 1957, les Français avaient observé l'Armée de libération nationale algérienne (ALN), qui rassemblait de l'autre côté de la frontière tunisienne une force dont les effectifs atteignirent plus de 20 000 hommes. Depuis ses sanctuaires, l'ALN engageait à la mitrailleuse lourde les avions de l'armée de l'air qui volaient côté français : plus de 40 incidents de ce type furent dénombrés. Cette vaste concentration ennemie, associée aux-dits incidents, provoqua en février 1958 le raid d'un escadron de B-26 sur le village tunisien de Saqiet Sidi Yousef, dont il résulta l'inverse du but recherché. La France fut dénoncée par la presse mondiale, l'opinion américaine et les Nations-Unies. L'ALN ne fut pas particulièrement affaiblie, et les facilités militaires dont les Français disposaient encore en Tunisie leur furent interdites. Le FLN exploita l'incident en exposant à l'attention des médias des cadavres de femmes et d'enfants, mais pas ceux de soldats de l'ALN. C'est ainsi que les effets politiques négatifs d'une opération techniquement réussie l'emportèrent largement sur ses résultats militaires, consacrant l'échec patent d'une opération dite d'efficacité. La transposition dans l'actualité est évidente. Non seulement il est aujourd'hui en Irak et en Afghanistan très difficile d'identifier des objectifs et de leur attribuer une valeur militaire, mais il faut aussi se souvenir que leur attaque éventuelle peut être mise en scène dans un contexte hautement politique. On peut très facilement tuer accidentellement des femmes et des enfants en pleine cérémonie de mariage dans un village afghan. D'un autre côté, des règles d'engagement trop restrictives imposées par l'autorité politique sont susceptibles de priver les opérations aériennes de toute efficacité. Le paradoxe est que les règles d'engagement deviennent d'autant plus sévères que l'on dispose de davantage de munitions à guidage de précision. L'efficacité de l'appui aérien rapproché a certainement été réduite en Afghanistan par des règles d'engagement trop strictes. On a même vu le centre de commandement refuser depuis Tampa l'ouverture du feu à un drone armé alors qu'un chef important d'Al-Qaïda était à portée de tir, au motif que les règles d'engagement n'étaient pas strictement respectées.

Il y a aussi des enseignements à tirer de l'utilisation des hélicoptères français en Algérie. La plupart des missions d'appui feu et de bombardement prévoyaient le traitement de zones destinées à l'atterrissage d'hélicoptères. Les pilotes français devaient prendre des précautions, les avions lents et les hélicoptères étant vulnérables au feu des mitrailleuses lourdes dont disposait l'ennemi. Le commandement de l'armée de l'air imposait aux hélicoptères d'assaut un plafond minimum de 3 000 ft. Les zones d'atterrissage étaient souvent attaquées plusieurs heures avant l'assaut aéroporté par des B-26 armés de bombes cluster et à retardement. À l'heure H les P-47 exécutaient leur mission d'interdiction et les hélicoptères armés l'appui rapproché. Le *timing* devait être extrêmement précis.

Aujourd'hui en Irak, la plupart des missions d'appui rapproché sont effectuées de jour par des avions A-10, des hélicoptères et des drones, les AC-130 armés opérant de nuit. Les armes « Stand-Off » et munitions à guidage de précision peuvent être tirées en altitude par des chasseurs sophistiqués tels que les F-15, F-16 ou *Tornado*, qui sont limités par un temps d'attente relativement court. Il faut également noter que ces plate-formes sont extrêmement coûteuses à faire voler et à entretenir. On a maintenant clairement identifié le besoin de plate-formes spécialement conçues pour la guerre asymétrique, non seulement capables de tirer des munitions de haute technologie, mais aussi d'effectuer de simples missions d'accompagnement et de protection de convois. L'affaire de *Roberts' Ridge* en Afghanistan a prouvé que les hélicoptères n'étaient pas tout. Comme les Français au début de la guerre d'Algérie, les Américains ont sous-estimé les moyens anti-aériens de l'ennemi. Six hélicoptères furent abattus à *Roberts' Ridge* et la mission d'appui feu ne fut pas remplie. Ce fut un échec de la coopération interarmée, et de la communication entre le général de l'armée de terre Hagenbeck et le Centre d'opérations aériennes combinées installé à Prince Sultan Air Base (Arabie Saoudite). Nous ne pourrions pas éternellement supposer que la coopération interarmées restera parfaite à tous les échelons, ni décréter que l'ennemi ne disposera jamais d'armes antiaériennes.



Le bombardier *Lincoln* constitua la plate-forme offensive la plus efficace jamais utilisée au cours de la campagne. Il fut mis en œuvre par la RAF et la RAAF de 1950 à 1958.

La prise en compte et l'intégration du facteur temps dans le processus opérationnel (*Time-Sensitive Targeting / TST*) influence considérablement les résultats obtenus sur le terrain, et devient un élément crucial d'optimisation de l'arme aérienne en guerre limitée. Décentralisation du contrôle et de l'exécution, plate-formes volantes adaptées, aérodromes en nombre suffisant, omniprésence du renseignement et de la surveillance / reconnaissance, sont des éléments-clés de succès. Les Français en Algérie ne disposaient pas comme aujourd'hui de synthèses de renseignement en temps réel. Ils pouvaient au mieux attaquer des petits groupes de maquisards repérés par hasard par des patrouilles aériennes armées, ou faire engager ces groupes à trente minutes par des avions lents que l'on faisait décoller sur alerte. Ces hypothèses d'engagement étaient d'autant plus aléatoires que l'ALN opérait souvent de nuit, ce que l'armée de l'air ne faisait pas facilement.

Le concept de TST n'est pas facile à mettre en œuvre même lorsque l'on dispose comme aujourd'hui de moyens spatiaux et de drones extraordinairement sophistiqués, ceci d'autant plus que les règles d'engagement se sont compliquées comme nous l'avons vu. Les programmes d'opérations aériennes (*Air Tasking Orders / ATO*) sont néanmoins devenus plus souples depuis l'affaire de *Roberts' Ridge*, et les Américains sont maintenant capables de modifier des plans en temps réel pour traiter des objectifs d'opportunité. Certaines difficultés de coopération entre l'USAF et l'armée de terre US en Afghanistan peuvent s'expliquer par la façon dont l'opération *Allied Force* fut menée dans les Balkans trois ans avant *Anaconda*. Il faudra encore beaucoup d'apprentissage à la manœuvre inter-armées, et plus de coopération sur le terrain, pour rendre le TST plus efficace en guerre limitée.

Les opérations aériennes britanniques en Malaisie

Le soutien aérien rapproché et les missions de bombardement jouèrent en Malaisie un rôle moins important qu'en Algérie, et les Britanniques n'utilisèrent pas d'hélicoptères armés sur ce théâtre. La RAF coopérait mieux avec les troupes au sol britanniques que l'armée de l'air avec les troupes françaises en Algérie. Par ailleurs, toutes les opérations aéroterrestres restèrent sous le contrôle des autorités civiles et, après 1957, la RAF elle-même fut mise à la disposition du gouvernement malais. Il fallait absolument éviter ce que l'on appelle aujourd'hui les « dommages collatéraux », et tous les raids aériens devaient avoir reçu l'accord préalable des autorités civiles. Des délais de trois heures furent souvent enregistrés entre les demandes et réalisations des interventions aériennes : le concept de TST ne fut pas intégré en opération. On demanda aussi aux pilotes d'éviter d'endommager les plantations d'arbres à caoutchouc. Il ne se produisit aucun problème politique ou de relations publiques comparable à l'affaire de Saqiet Sidi Youssef, et c'est l'effet psychologique plutôt que l'efficacité militaire qui fut souvent recherché. En fait, l'attaque en aveugle était la seule option possible pour les bombardiers lourds de la RAF (ce qui pouvait être justifié lorsque l'impact psychologique était le seul attendu). La campagne de soutien aérien rapproché fut effectuée par des *Spitfire* et des *Tempest* pendant les deux premières années de l'intervention, à une époque où les groupes constitués de la guérilla communiste ou du mouvement de libération des peuples malais étaient encore importants. Initialement, les rebelles n'opéraient pas dans la jungle et représentaient donc des cibles relativement faciles. Ils étaient alors engagés à la demande, et ce jusqu'à la mise en place d'un système centralisé de commandement et de contrôle en 1950. L'utilisation de bombardiers moyens prédomina dès que les rebelles se retranchèrent dans la jungle. Les avions britanniques n'essayèrent jamais le moindre tir terrestre.

Selon les avis des différents acteurs, le bombardier Lincoln constitua la plate-forme offensive la plus efficace jamais utilisée au cours de la campagne. Il fut mis en œuvre par la RAF et la RAAF de 1950 à 1958, et leurs missions étaient ou l'a vu contrôlées par des autorités civiles depuis un centre d'opérations air. Le contraste avec l'expérience française en Algérie est particulièrement frappant, et apporte certainement de nombreux enseignements qui pourraient être profitables aux États-Unis et à leurs alliés dans les circonstances actuelles, notamment s'agissant de la grave question des dommages collatéraux. Il est aisé de percevoir à ce stade les interactions qui s'établissent nécessairement entre le climat international, les méthodes de bombardement, les opérations d'efficacité, les systèmes de commandement et de contrôle, l'intervention politique.

Les Britanniques créèrent un centre d'opérations conjoint pour faciliter le déploiement de bombardiers des pays du *Commonwealth*. Ces avions furent utilisés pour des attaques de jour et de nuit à la bombe de 500 et 1 000 lb. Le manque d'entraînement aux missions de bombardement au-dessus de la jungle fut un problème récurrent pour les équipages. Une réduction de la fréquence des raids aériens intervint dès 1953, moment où les bombardements de zone dans la jungle cédèrent le pas aux opérations ciblées. Matériels de pointe à l'époque, les *Canberra* introduits en 1955 n'atteignirent jamais la réputation d'efficacité des *Lincoln*, en raison de problèmes de maintenance et d'autonomie.

Il fut toujours difficile d'évaluer l'efficacité militaire des raids aériens en raison de l'accessibilité réduite de la jungle malaise, et le dénombrement des tués dans les rangs de l'adversaire resta particulièrement imprécis. Des camps furent souvent bombardés dans la jungle alors qu'il était difficile de dire s'ils étaient ou non occupés. L'un des buts principaux de la campagne était le démantèlement de la logistique de la guérilla, un objectif dont le degré de réalisation effectivement imputable aux bombardements resta pure théorie. Les épandages effectués par hélicoptère sur les cultures vivrières furent probablement plus efficaces. Il reste que sans aucun doute, et ceci est vrai de toute la campagne, l'effet obtenu chez l'ennemi affecta essentiellement le moral de ses combattants.

La question de l'efficacité de l'action militaire est d'une grande pertinence dans le contexte des guerres limitées, ne serait-ce qu'en raison de la disproportion des moyens mis en œuvre de part et d'autre. Il a été précédemment souligné qu'il était particulièrement difficile de localiser et d'identifier les « centres de gravité » de l'ennemi, et de choisir des objectifs appropriés, dont la destruction aurait des effets de la plus grande ampleur possible. Le moral par exemple est assimilable à un tel centre névralgique, de valeur quasiment « métaphysique », mais qu'un bombardement destiné à détruire peut très bien puissamment renforcer, sans parler des conséquences internationales éventuelles comme celles de l'affaire de Saqiet. La mise au jour des « centres de gravité » de l'organisation ennemie en Irak et en Afghanistan, pour en faire les objectifs d'actions d'efficacité, est un défi extrêmement important.

Pourquoi les Britanniques ont gagné la partie en Malaisie.

Robert Thompson termina la crise de Malaisie auréolé d'une belle réputation de gourou des opérations de contre-guérilla. Il identifia cinq principes directeurs de gestion de ce type de conflit s'appliquant d'abord à des autorités gouvernementales, mais que l'USAF aussi bien que nos commandants en chef en Irak ou en Afghanistan devraient absolument garder présents à l'esprit. Ces principes sont les suivants :

- ☞ l'autorité gouvernementale doit avoir un objectif politique clair,
- ☞ elle doit respecter la loi et les règles de droit,
- ☞ elle doit suivre un plan global,
- ☞ elle doit donner priorité à la lutte contre la subversion politique,
- ☞ elle doit d'abord sécuriser ses propres bases dans les phases de guérilla active.



L'examen de l'expérience britannique en Malaisie nous montre de quelle façon l'arme aérienne a pris sa part dans l'application de ces principes directeurs.

L'arme aérienne fut en permanence soumise à l'autorité des responsables politiques. Ceci a été prouvé par la mise en œuvre différée des missions de bombardement et d'appui feu, lesquelles devaient recevoir l'approbation du *leadership* civil au plus haut niveau. Le souci extrême d'éviter les dommages collatéraux procède du respect du droit, et manifeste la préoccupation d'une utilisation modérée et consciente de l'arme aérienne. La coopération des forces aériennes et des troupes au sol était conforme à un plan d'ensemble d'économie des moyens qui rendait la guerre acceptable du point de vue de la politique intérieure. La force aérienne prit même sa part de la guerre psychologique par le biais d'« opérations porte-voix » et de largages de tracts. L'arme aérienne protégea les convois de ravitaillement et améliora la sécurité en rejetant la guérilla dans les profondeurs de la jungle.

À la fin des années 40 et au début des années 50, les Britanniques commencèrent à déplacer les paysans chinois et malais des bords de la jungle vers de nouveaux villages, connus sous le nom de « villages Briggs » par référence au général Briggs qui avait imaginé et lancé le programme. Chacun de ces villages disposait de l'eau potable, de l'électricité, d'écoles, et se trouvait sous la protection de milices et de la police. Les populations locales étaient ainsi écartées de la guérilla. Cette dernière se trouvait du même coup privée de renseignement humain et de support logistique, et ainsi tout naturellement rejetée dans la jungle. Ce programme fut une des clés du succès britannique en Malaisie, et les Américains tentèrent plus tard de l'imiter au Viêt Nam. L'arme aérienne contribua enfin à l'amélioration de la sécurité des habitants des villages Briggs. Ainsi que nous l'avons vu antérieurement, les Français appliquèrent en Algérie une stratégie complètement opposée aux-dits principes de Thompson, dont il résulta une victoire militaire et la défaite politique.

Au bout du compte, les Britanniques l'emportèrent en Malaisie parce qu'ils surent remettre la responsabilité des opérations militaires au pouvoir politique, et parce que ces opérations furent elles mêmes menées dans un esprit de coopération interarmées qui assura la synergie des moyens engagés. L'arme aérienne assura son rôle de support. Les forces aériennes et terrestres empêchèrent ensemble la constitution de sanctuaires et réussirent à anéantir la logistique de la guérilla. L'arme aérienne contribua aussi à isoler l'ennemi des populations civiles. Aujourd'hui encore, les succès du *Commonwealth* en Malaisie pourraient inspirer des modèles de conduite des guerres limitées anti-guérilla.

Le commandement et le contrôle en guerre limitée.

La doctrine moderne des Américains privilégie la centralisation du commandement et la décentralisation de l'exécution, mais les diverses expériences de terrain du commandement et du contrôle en guerre limitée sont susceptibles de la remettre en cause. Les deux exemples que nous avons examinés illustrent deux approches très différentes de la fonction C2. Les Français privilégient la décentralisation du contrôle et de l'exécution, optimisant ainsi le *Time-Sensitive Targeting* et donc l'efficacité militaire en général, de la protection des convois au soutien des opérations terrestres, mais se créant en même temps de nombreux et sérieux problèmes sur la scène politique internationale. Les Britanniques qui avaient centralisé le commandement et le contrôle (au point même d'en avoir remis la responsabilité supérieure à des autorités politiques) enregistrèrent très peu de succès militaires, mais s'imposèrent politiquement et atteignirent leurs objectifs stratégiques.

Les Américains devraient être aujourd'hui en mesure de tirer le meilleur de chacune de ces deux approches. Il est impératif que le commandant de théâtre soit sur site et non éloigné des opérations par 9 fuseaux horaires comme a pu l'être le général Franks, responsable suprême d'*Enduring*

Freedom. L'une de ses fonctions essentielles est en effet d'assurer en temps réel la coopération aéro-terrestre. En amont, la formation au C2 en guerre limitée doit être interarmées. Cette redite peut paraître banale, mais il suffira de se remémorer les déboires de l'opération *Anaconda* pour en admettre la pertinence. Il appartient aux élites militaires de convaincre les élites civiles que tout excès de centralisation, et notamment l'exigence que compte lui soit rendu en temps réel et en toutes circonstances, va à l'encontre de l'efficacité militaire. À l'opposé, on doit enseigner très sérieusement le contenu et la charge politiques des opérations de guerre limitée aux responsables militaires des niveaux d'exécution, ceci dès le stade de la formation initiale.

Conséquences pour la formation militaire initiale.

À l'exception notable de l'école d'état-major des Marines, les établissements américains de formation militaire négligent l'étude des guerres limitées. L'*US Air Force* est en général carrément hostile aux études historiques, au point que beaucoup de ses responsables considèrent qu'il ne s'est rien passé avant *Desert Storm*. Et encore, l'arme aérienne n'est étudiée que d'un point de vue conventionnel. Les élèves sont rarement encouragés à s'intéresser aux expériences de l'arme aérienne en guerre limitée. Lorsqu'ils existent, les cours consacrés au sujet sont le plus souvent assimilés à des conférences d'actualité dont sont exclus les rapprochements historiques et les analyses des penseurs militaires. Dans le contexte actuel, l'étude des guerres limitées devrait constituer un élément essentiel du plan de formation de tous les cadres aviateurs. Des conférences devraient être organisées pour examiner à tous niveaux les problèmes posés par l'utilisation de l'arme aérienne en guerre limitée... Et l'armée de terre américaine est exactement dans la même situation s'agissant de ses écoles de formation.

Une certaine prise de conscience commence malgré tout à se manifester. Des échanges sur le sujet entre les écoles de l'*US Army* et de l'*US Air Force* pourraient s'organiser. Il ne faut pas oublier que les guerres limitées devront toujours être considérées du double point de vue de l'interarmées et de l'international. De toute évidence, la négligence manifestée par le système de formation militaire à l'égard des guerres limitées vient du fait que celles-ci représentent les formes de guerre les plus difficiles à étudier.

Conclusion

Les événements actuels et les possibilités renouvelées de guerres limitées vont notamment inciter l'*US Air Force* à revoir ses plans d'équipement, ainsi que les méthodes de formation et d'éducation initiale de ses personnels.

Les plans d'équipement devraient prendre en compte la nécessité de développer des plate-formes mieux appropriées aux contraintes opérationnelles spécifiques des situations de guerres limitées. Des plate-formes de technologie relativement peu sophistiquée pourront souvent s'avérer mieux adaptées. Le développement de nouvelles tactiques d'emploi associées à l'introduction de ces plate-formes est aussi nécessaire. Par exemple, le problème de la protection des convois mérite d'être sérieusement considéré.

S'agissant de la formation, il devient indispensable de créer et de maintenir des unités de professionnels à la fois capables de maîtriser toutes les techniques de la guerre limitée, et de gagner la confiance des locaux sur des théâtres éloignés. Ceci implique la formation systématique et intensive de linguistes, élément crucial pour intensifier et optimiser l'exploitation du renseignement humain. ●